

## Fini le temps de la «folklorisation» de la «ripaille» et des «zerdates» !

CHERIF ALI



PROCESSUS INFLATIONNISTE ET DÉTÉRIORATION DU POUVOIR D'ACHAT

### Urgence d'améliorer la gouvernance

ABDERRAHMANE MEHTOUL

## La file et la foule

EL YAZID DIB



L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE

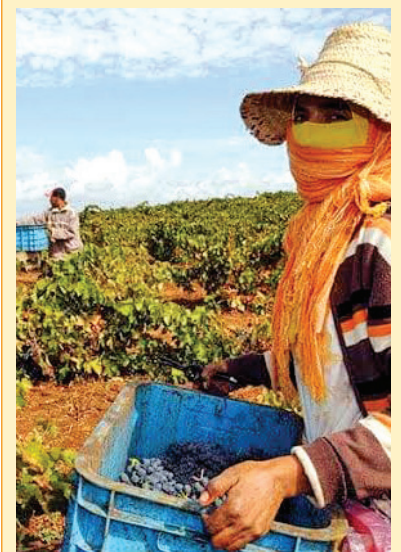
### La diplomatie est-elle bien footue chez nous ?

OMAR CHAALAL



### Le capital symbolique, vérité du capital

DERGUINI AREZKI



### Le mythe de la reconquête dans le discours d'Eric Zemmour et ses apories

EMMANUEL ALCARAZ



### Livres : assoifées d'amour

BELKACEM  
AHCENE-DJABAL-LAH

P. 5 à 12



## Le DG de l'IPA Réception de 5 millions de doses de vaccin

« Un nouveau lot de cinq millions de doses de vaccin anti-Covid-19 sera réceptionné à partir de la semaine prochaine », a indiqué, hier mercredi, le Directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA), le Dr Fawzi Derrar.

El-Houari Dilmli

S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, le Dr Fawzi Derrar a précisé que les premières doses de vaccin Johnson & Johnson et AstraZeneca «seront réceptionnées dès la semaine prochaine», réitérant son appel aux Algériens pour «profiter de cette opportunité pour se faire vacciner contre le virus tueur».

Rappelant que les personnes décédées du Covid-19 n'étaient pas vaccinées, le DG de l'Institut Pasteur a martelé que le seul moyen de préserver des vies reste la vaccination», a-t-il insisté. «Il n'est pas normal que des personnes décèdent du coronavirus alors que nous disposons de millions de doses de vaccin», a déploré le Dr Fawzi Derrar,

ajoutant qu'il a été constaté ces derniers jours que « 100% des personnes décédées du Covid-19 ne sont pas vaccinées », a-t-il affirmé. Le Dr Fawzi Derrar avait indiqué, la semaine dernière, que le pass vaccinal «doit être élargi pour essayer de freiner l'évolution, d'abord du variant Delta, mais aussi pour diminuer de l'impact du variant Omicron», ajoutant «qu'il n'y a pas d'autres solutions; ça va tellement très vite pour l'Omicron», a-t-il mis en garde. «Le vaccin reste le meilleur moyen pour se prémunir contre le virus, la vaccination demeure bénéfique quel que soit le scénario, parce que l'immunité résiduelle qui persiste après une vaccination peut protéger contre les formes graves», a-t-il insisté.

## Coronavirus: 610 nouveaux cas et 9 décès enregistrés

Six cent-dix (610) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 367 guérisons et 9 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, indique mercredi, le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 223.806, celui des décès 6372 cas,

alors que le nombre de patients guéris est passé à 153469. Par ailleurs, 41 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 17 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 18 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 13 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.



## ANALYSE

Abdelkrim Zerkouri

### Modification des vaccins exigée

Pour en arriver à réclamer de nouveaux vaccins anti-Covid-19, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a dû bien

mesurer la gravité de la situation pandémique au niveau mondial. Plus de six semaines après l'apparition du variant Omicron, les cas de contamination enregistrent une hausse jamais connue avec les souches précédentes, jugées pourtant très dangereuses, à l'enseignement du variant Delta, qualifié de variant de la mort. Les statistiques des personnes infectées doublent tous les deux à trois jours et l'on prévoit que dans les six à huit semaines prochaines, plus de 50% de la population européenne sera infectée par Omicron. Comment est-ce possible qu'on puisse enregistrer un pareil rebond des contaminations, alors que la vaccination sur le continent européen se situe à des niveaux très appréciables, permettant d'atteindre l'immunité collective ?

Selon les données de plusieurs pays, qui restent à confirmer dans les jours qui viennent, ce variant se transmet beaucoup plus rapidement que celui auparavant dominant, Delta, et semble globalement provoquer des formes moins graves de la maladie, mais il présente des mutations «lui permettant d'adhérer plus facilement aux cellules humaines et pouvant même infecter les personnes qui ont été préalablement infectées ou vaccinées», averti le directeur de l'OMS Europe, Hans Kluge, lors d'une conférence de presse. Encore, d'autres experts de l'OMS ont considéré, mardi, que combattre la pandémie de Covid-19 à coups de doses de rappel des

vaccins actuels n'est pas une stratégie viable, réclamant également des vaccins qui évitent mieux la transmission. Les experts ont dans ce sens émis de

conséquents doutes sur les vaccins anti-Covid-19 quant à leur efficacité de protéger les personnes contre le variant Omicron, appelant clairement à modifier la composition des vaccins disponibles pour s'assurer qu'ils protègent davantage contre la maladie. Et pour montrer que la situation évolue à un rythme foudroyant, qui peut sérieusement remettre en cause du jour au lendemain tout ce que nous savons sur ce virus, il y a lieu de signaler qu'il y a tout juste un peu plus d'un mois, le docteur Michael Ryan, responsable des urgences de l'OMS, donnait des explications tout à fait contraires, dans une interview, soutenant que « nous avons des vaccins très efficaces qui ont démontré leur pouvoir contre tous les variants jusqu'à présent, en termes de sévérité de la maladie et d'hospitalisation, et il n'y a aucune raison de penser que cela ne serait pas le cas avec Omicron ».

Faut-il, dans ces conditions, s'en tenir au strict respect des gestes barrières pour se prémunir contre ce variant, en attendant qu'on mette au point de nouveaux vaccins capables d'assurer une protection efficace ? Tant que les experts de l'OMS jugent, pour la première fois, que combattre la pandémie de Covid-19 à coups de doses de rappel des vaccins actuels n'est pas une stratégie viable, il ne reste pas grand choix, pour le moment, que d'apprendre à vivre avec ce virus et ses variants.

## Covid-19

### Rebond des contaminations dans plusieurs établissements hospitaliers

Plusieurs établissements hospitaliers de la capitale enregistrent ces derniers jours une hausse des contaminations au Covid-19, ont affirmé des chefs de service auxdits établissements.

Dans ce cadre, le chef de service covid-19 au Centre Hospitalo-Universitaire (CHU) Mustapha Pacha, Pr Kamel Hayel a indiqué dans une déclaration à l'APS que le service qui accueillait en décembre dernier de 8 à 9 cas par jour, accueille désormais une moyenne quotidienne de 17 à 20 cas, soit le double, mettant en garde contre la situation pandémique prévalant ces derniers jours.

Il a fait savoir que pour la plupart des cas admis à son unité de soins, il s'agissait de familles contaminées par des enfants scolarisés, qualifiant ces cas de «potentiellement graves», en ce sens que ces personnes recourent souvent à l'automédication et refusent de se rendre aux établissements hospitaliers.

Aussi, 85 à 90 % des cas hospitalisés ne

sont pas vaccinés, 10 % seulement ont reçu les deux doses de vaccin, a-t-il précisé.

Même situation au CHU Issad Hassani de Beni Messous (Alger) qui enregistre selon son chef de service de médecine du travail et des activités médicales et paramédicales, Pr Cherifa Idder un total de 136 patients et la saturation du service de réanimation, prévoyant l'aménagement d'autres services pour faire face à la pandémie.

Selon la même responsable, le CHU Issa Hassani a mobilisé neuf services pour la prise en charge des cas Covid-19, dont des services pédiatrie où 5 cas sont hospitalisés, le service gynécologie et des services cardiologie.

Selon Pr Idder, les cas admis bien que soumis à une longue hospitalisation ne nécessitent pas une oxygénothérapie, relevant une baisse des décès par rapport à la troisième vague. Elle a également regretté l'enregistrement de plusieurs contaminations parmi le personnel médical, ce qui pourrait entraver

le bon fonctionnement des services. Même son de cloche chez le directeur général de l'établissement public hospitalier (EPH) de Zéralda, Moussa Zeghdoudi qui a fait état d'un taux d'occupation des lits de 91% (53 lits sur 60) et une saturation (100%) du service réanimation, prévoyant une hausse des chiffres les jours à venir notamment avec la réticence des citoyens à se faire vacciner.

Pour sa part, le chef du service de réanimation à l'établissement hospitalier, Nafissa Hammoud (Ex-Parnet), Ayech Achour Toufik, a également évoqué une augmentation du nombre des cas dans le service d'examen médical du Covid-19, passant de 10 et 15 cas durant le mois de décembre dernier à une moyenne de 48 à 50 cas durant les ces derniers jours, faisant état de la saturation du service de réanimation tout en prévoyant l'extension du service en vue de répondre à la demande.

Il a évoqué, en outre, la longue durée

de séjour des cas à l'hôpital, qui oscille entre 20 et 35 jours, relevant que cela « prive » d'autres patients, notamment ceux en situation difficile, de bénéficier d'un lit au niveau de l'établissement.

Les différents établissements de production d'oxygène sont réquisitionnés, à partir de lundi, pour assurer l'approvisionnement continu de l'ensemble des établissements hospitaliers en oxygène médical, en riposte à la résurgence de la pandémie COVID-19, a indiqué un communiqué du ministère de l'Industrie Pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmed, lors d'une réunion avec les producteurs d'oxygène.

Le bilan de cas enregistrés qui ne dépassait pas une moyenne de 100 cas quotidiens les derniers mois a presque doublé cinq fois en Algérie, atteignant, mardi, 557 nouveaux cas du Coronavirus (Covid-19) et 14 décès, tandis que 387 patients se sont rétablis.

**Le Quotidien**  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
ORAN - PRESSE  
au Capital de 195.923.000,00 DA

**Président**  
Directeur Général  
**Directeur**  
de la Publication  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

**Direction - Administration**  
**Rédaction centrale**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

**Fax Pub:** 041.23.25.21  
**Fax et Rédaction:** 041.23.25.20

**Imp. : Oran :** imprimerie  
«Le Quotidien d'Oran»  
**Alger :** imprimerie «Le Quotidien d'Oran»  
**Constantine :** S.I.E.

**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>  
E-mail : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

**Rédaction Algéroise**  
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57  
Pub Tél.: 021. 64.96.44

**Rédaction Constantinoise**  
Tél. : 031.92.12.11  
Fax : 031.92.12.22

**Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE**



## Omicron Appel à la vigilance dans les établissements scolaires

***Si, jusque-là, le protocole sanitaire dans les établissements scolaires n'est pas appliqué avec fermeté, le moment exige non seulement le respect du protocole en place, mais aussi un renforcement de ses conditions pour éviter de doper la hausse en cours des cas de contamination.***



A. Zerzouri

Les inquiétudes autour de cette tendance haussière des cas de contamination de Covid-19 sont nées avec l'apparition de l'Omicron, un variant qui se propage à une vitesse fulgurante, et les enfants sont de plus en plus confrontés au danger de la pandémie. Le Pr Rachid Belhadj, directeur des activités médicales et paramédicales au CHU Mustapaha Pacha appelle dans ce contexte à la vigilance, notamment au niveau des établissements scolaires. «Il y a des contaminations dans les milieux familiaux et chez les enfants, c'est pour cette raison que nous demandons aux enseignants et responsables des écoles de déclarer au DSP les élèves qui présentent des symptômes liés au Covid-19», prévient-il, ce mercredi matin, sur les ondes de la chaîne 3 de la Radio algérienne. Si l'Omicron a une très forte contagiosité, les milieux scolaires pourraient favoriser sa propagation parmi les enfants. Le Pr Rachid Belhadj estime que la logique serait de fermer les écoles en cas d'un grand nombre de contaminations. Dans d'autres pays, où l'Omicron se propage dangereusement à grande échelle, impactant fortement les plus jeunes, un protocole sanitaire ajusté et très renforcé a été mis en place dans les écoles lors de la rentrée

après les dernières vacances, sans aller, toutefois, jusqu'à prévoir une fermeture des écoles. En France, par exemple, si un cas positif au Covid est détecté dans une classe, tous les autres élèves devront faire trois tests en quatre jours pour rester à l'école, en sus d'autres mesures strictes à suivre sur un plan global, prenant également en considération la responsabilisation familiale.

Rappelons que des rumeurs ont récemment circulé au sujet de la prolongation des vacances d'hiver et la fermeture des écoles suite au rebond des cas de contamination dans les classes à travers certaines régions, mais le ministre de l'Education nationale a mis un terme à ces rumeurs en soutenant que « la fermeture des écoles est écartée ». «Toutes les mesures sont prises pour endiguer le virus dans les établissements», a-t-il assuré, tout en exhortant les enseignants et tous les travailleurs à se faire vacciner pour atteindre l'immunité collective. Pour le moment, dans un climat marqué par une forte réticence face au vaccin, où seulement 30% des travailleurs du secteur de l'Education sont vaccinés, on est assez loin de cette immunité collective. Mais, vaccination ou pas, l'Algérie ne peut pas faire exception, elle devrait ajuster son protocole sanitaire dans les écoles pour contenir la propagation d'Omicron.

## Lamamra s'entretient avec son homologue saoudien

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, s'est entretenu avec son homologue saoudien, le prince Faisal bin Farhan bin Abdullah Al Saud, lors de sa visite de travail au Royaume d'Arabie saoudite, dans le cadre du mécanisme de concertation et de coordination bilatéral au niveau ministériel, a indiqué mercredi un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

« A cette occasion, M. Lamamra a remis à son homologue saoudien une lettre manuscrite du Président de la République, M Abdelmadjid Tebboune, à son frère, le serviteur des Lieux saints, le Roi Salman bin Abdulaziz al-Saud »,

précise le communiqué. Selon la même source « Les discussions entre les deux ministres ont porté sur les relations de fraternité et de coopération, ainsi que sur la conjoncture délicate que traverse le monde arabe, les moyens de relever les défis qui lui sont imposés, et les perspectives de l'action arabe commune ».

Les deux chefs de la diplomatie ont salué « la profondeur des relations entre les deux pays et les deux peuples frères, et les perspectives prometteuses de leur renforcement en application des orientations des dirigeants des deux pays, dans le cadre des attentes et des aspirations des deux parties.

La situation au niveau régional et international notamment dans le monde

arabe et les préparatifs du sommet arabe en Algérie, ont été également abordés par les deux responsables. «Les deux ministres ont examiné les étapes les plus importantes des préparatifs dans le but d'assurer le succès de ce sommet dont la date sera fixée dans le cadre de larges consultations.

Les deux parties ont convenu de « poursuivre la concertation et la coordination sur toutes les questions soulevées lors de la prochaine visite du ministre saoudien des Affaires étrangères en Algérie prévue en février prochain », conclut le communiqué.

## Raïna Raïkoum

Amine Bouali

**I**l y a deux ans, le 11 janvier 2020, les autorités chinoises annonçaient le premier décès d'une personne infectée par la Covid-19, un homme de 61 ans dont l'identité n'a jamais été révélée mais qui fréquentait le marché des animaux de Wuhan, une ville située à 1.160 km au sud de Pékin. Depuis, ce dangereux virus a infecté plus de 305 millions de personnes dans le monde et causé la mort d'environ 5,5 millions, en plus d'une récession économique mondiale assez grave. En Algérie, le premier cas de Covid-19 a été détecté le 25 février 2020, lorsqu'un ressortissant italien a été testé positif au Sars-Cov-2.

C'était le début d'une pandémie qui allait bouleverser la vie quotidienne habituelle d'une grande majorité des habitants de notre planète, y compris celle des individus réfractaires aux mesures sanitaires de précaution puis aux campagnes de vaccination déployées par les autorités de tous les pays, sans exception. Des expressions de langage ainsi que des contraintes inédites jusque-là (distanciation sociale, port du masque, couvre-feu, confinement) ont alors fait leur apparition dans notre vocabulaire et notre vie de tous les jours, restreignant notre liberté de déplacement et notre simple bonheur de vivre en société sans être menacé constamment par un mystérieux et invisible danger.

## Il y a deux ans ce virus qui a bouleversé nos vies

Aujourd'hui, deux ans après l'apparition de la Covid-19, la question que tout un chacun se pose est de savoir si un retour à la normale (c'est-à-dire à la situation antérieure au virus) est envisageable ou non dans un proche avenir ? Le variant Omicron de la Covid-19 qui déferle actuellement sur le monde annonce-t-il la fin de la pandémie (comme le croient certains scientifiques) ou bien l'humanité devra-t-elle vivre désormais avec un coronavirus insaisissable avec ses nombreuses mutations ? Quoi qu'il en soit, plusieurs analystes (disons les plus utopiques) pensent que la crise sanitaire actuelle va radicalement changer l'organisation des êtres humains en société ainsi que notre rapport à la nature.

Le temps de l'insouciance est-il bel et bien fini pour l'Homo sapiens et l'intégration du sentiment de fragilité et de vulnérabilité pour tous va-t-elle redessiner profondément notre inconscient collectif planétaire ? Sur un autre plan, deviendrons-nous ensemble plus «raisonnables» confrontés au sentiment dorénavant aigu de notre finitude ? Un nouveau modèle de développement pour l'humanité, plus «humain» et plus respectueux de l'environnement, verra-t-il alors le jour ? Si tel est le cas, ce qui nous est arrivé, il y a deux ans, pourrait être non pas un malheur mais une chance !

## Transport terrestre

## Trois commissions pour la prise en charge des préoccupations des professionnels

Le ministre des Transports Aïssa Bekkai a décidé la mise sur pied de trois commissions chargées de prendre en charge les problèmes des professionnels en matière de transport terrestre des voyageurs et des marchandises, et des taxis, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette décision est intervenue lors d'une réunion, tenue mardi au siège du ministère, entre M. Bekkai et les représentants de l'Organisation nationale des transporteurs algériens (ONTA), de l'Union nationale algérienne des Transporteurs (UNAT), de l'Union nationale des chauffeurs de taxis (UNCT) et de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), précise la même source. Composées de représentants des transporteurs et de l'administration centrale, ces commissions ont pour mission de cerner les obstacles et les difficultés enregistrées pour mettre en place une feuille de route et trouver des solutions rapides et efficaces, note le communiqué.

Lors de cette rencontre, les représentants des transporteurs ont évoqué leurs préoccupations et les



problèmes rencontrés lors de l'exercice de leur activité, soumettant des propositions professionnelles permettant de lever les obstacles et d'insuffler une nouvelle dynamique au secteur.

Le ministre a salué «la qualité du débat avec les syndicats qui

cherchent en permanence à trouver de manière sereine des solutions à leurs problèmes», ce qui contribuera, sans doute, a-t-il dit, à l'amélioration de leur situation et à la promotion de ce secteur vital et de services par excellence», conclut la même source.



## Collectivités locales Le carton rouge de la Cour des comptes

M. Mehdi

Dans son rapport annuel 2021, la Cour des comptes a consacré la moitié du document, soit 250 pages sur plus de 500 que contient le rapport, à la gestion de dizaines de communes relevant d'une vingtaine de wilayas du pays sur des aspects de «services publics communaux», dont la «réalisation et la gestion des cantines scolaires», «les espaces verts et l'éclairage public», le «pilotage et à la mise en œuvre des programmes d'amélioration urbaine» et la «réhabilitation du parc immobilier des communes».

Dans le volet «gestion des cantines scolaires», le rapport s'est intéressé à 13 communes relevant des wilayas de Tlemcen, Sidi Bel-Abbès, Tiaret, Aïn Temouchent et Naâma. Le rapport constate un important retard dans la réalisation des projets. Il est expliqué que «sur un total de 101 projets inscrits, au titre de la période 2016-2018», dans ces 5 wilayas, «seules 14 cantines ont été réceptionnées, alors que 45 projets de cantines n'ont pas été lancés, au 31 décembre 2019, soit une proportion de 46%».

Au 31 décembre 2019, «plus de la moitié» de projets «non lancés», sont «localisés dans les wilayas de Sidi Bel-Abbès et Tlemcen avec un total de 26 projets en souffrance». «Proportionnellement, c'est la wilaya de Tiaret qui affiche le taux le plus élevé avec 12 projets non lancés sur 13 inscrits». Et parmi les 14 cantines réceptionnées, 2 (Tlemcen et Naâma) «ne sont, toujours, pas exploitées». La Cour des comptes (CC) relève aussi que «dans de nombreux cas», les projets de réalisation d'écoles ne prévoient pas de cantines scolaires.

Dans le volet gestion des cantines scolaires, le document constate «une multitude de contraintes» mettant les communes dans la difficulté «d'assurer la restauration scolaire conformément aux normes édictées par la réglementation». Parmi ces contraintes, l'inexistence de «structure spécialisée» au sein des communes dédiée à la gestion des cantines scolaires, en plus d'une défaillance des «directions de l'Education de wilayas» dans leur «mission de contrôle de l'alimentation scolaire et de suivi du fonctionnement des cantines», en raison du «nombre insuffisant de conseillers et d'inspecteurs en alimentation scolaire».

Quant au volet financement de la restauration, le rapport note qu'il est assuré «essentiellement par le budget de l'Etat et les contributions des communes», et qu'en «l'absence de contributions des parents

d'élèves», il n'est pas passible de «généraliser la restauration scolaire à l'ensemble des élèves scolarisés». Durant la période 2016-2019, les wilayas concernées ont bénéficié d'une enveloppe financière globale de 1,455 milliard de DA (MDA) pour la réalisation de 101 cantines scolaires, dont «1,108 MDA (76%) apporté par la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL), et 347,249 millions de DA (24%) au titre des plans sectoriels déconcentrés (PSD)».

### ESPACES VERTS : RETARDS ET SANS ÉTUDES PRÉALABLES

Le rapport de la CC s'est également penché sur la réalisation et la gestion des espaces verts en milieu urbain dans 3 communes chefs-lieux des wilayas de Bejaïa, Tizi-Ouzou et Bordj Bou Arreridj. Le premier constat du document c'est qu'il existe un «faible taux d'exécution des crédits, variant de 23 à 58%», dans compter les «retards», et des exécutions «sans étude préalable et sans égard aux normes environnementales», mais également un entretien «insuffisant», absence de «plans de gestion», un manque de connaissances, au sein des communes, de la «cartographie de leurs espaces».

En matière de financement, la réalisation des espaces verts puise «principalement sur les fonds propres des communes (autofinancement), et subsidiairement par l'Etat dans le cadre des PCD».

Le rapport estime que ces communes «ont tracé un programme important et ambitieux qui dépasse leurs capacités» et des «lenteurs» dans les «procédures de consultation engagées par leurs services» et des «dépassements récurrents des délais de réalisation». Ce qui a eu pour conséquence, une «faible consommation des crédits mobilisés dont le taux varie de 23 à 58%» pour la période 2015-2019.

Autre constat : «Toutes les opérations examinées, à travers les 3 communes, ont été inscrites sur la base de fiches techniques sommaires» sans prise en considération «la spécificité et la nature des travaux à réaliser».

Le document cite un «l'exemple significatif» de la commune de Béjaïa «qui a inscrit plusieurs opérations sur de simples fiches techniques» et sans étude préalable. Ce qui a entraîné «l'inscription annuelle de plusieurs «petites» opérations au profit de quelques cités, avec des montants inférieurs au seuil de passation des marchés publics»,

note la CC. Ces «petites» opérations, au nombre de «cinq», ont bénéficié d'une «dotation globale de 14.300.000 DA» au titre de 2015 et 2016.

Une autre opération «portant aménagement d'une aire de repos» pour un «montant de 6.257.198 DA, qui a enregistré la réalisation de travaux de maçonnerie et de revêtement avec plantation d'un seul arbre (araucaria) pour 10.000 DA». Le rapport contient d'autres griefs sur la gestion des espaces verts dans ces communes.

### SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS : DES ANOMALIES

Dans la partie consacrée aux subventions accordées aux Associations locales par la wilaya et les communes d'El Bayadh, le rapport de la CC relève l'«évidence de nombreuses lacunes et anomalies se rapportant, principalement, à l'inobservation des critères d'octroi des subventions édictés par les dispositions législatives et réglementaires les régissant et à l'absence de suivi et de contrôle de leur utilisation par les instances donatrices». «Ces subventions sont accordées en l'absence d'un cahier des charges et d'un contrat programme suffisamment précis permettant de s'assurer de l'utilisation conforme des subventions publiques par rapport aux missions d'intérêt général», ajoute le rapport.

Selon le document, ces subventions sont «souvent mobilisées dans des conditions ne garantissant pas une grande transparence (absence d'appel à candidature pour la formulation des demandes de subventions, absence de délibérations des organes habilités «APW-APC», (et) défaut d'une comptabilité transparente des associations bénéficiaires».

Le contrôle a ciblé un échantillon de 4 communes (El Bayadh, El Abiod Sidi Cheikh, Bougtob et Brezina), sur les exercices 2016 à 2018, période qui a vu l'octroi de «487 subventions», «pour un montant global de 186,140 millions de DA».

Le rapport note que «le dossier de demande de la subvention n'est pas, toujours, conforme au programme d'activités, proposé par l'association, ce qui entache la crédibilité de l'opération d'attribution des subventions». Et que de «nombreuses associations actives se sont éloignées des objectifs déclarés dans leurs statuts. Un grand nombre de ces associations s'adonnent à des activités occasionnelles et d'autres exercent parfois des activités, en contradiction avec les missions pour lesquelles elles ont été créées».

### Averses de pluies sur plusieurs wilayas de l'Est

Des pluies, parfois sous forme d'averses, affecteront jeudi plusieurs wilayas de l'Est du pays, indique mercredi un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie (ONM).

De niveau de vigilance «Orange», le BMS concerne les wilayas de Bejaïa, Jijel, Skikda, Annaba, El Tarf, Mila, Constantine, Guelma, Souk Ahras et Oum El Bouaghi, précise la même source, ajoutant que les quantités de pluie attendues sont estimées entre 20 et 30 mm pouvant atteindre localement 40 mm, durant la validité du bulletin jeudi de 3h00 à 15h00.

## En l'espace d'une dizaine de jours 26 éléments de soutien au terrorisme arrêtés

Vingt-six (26) éléments de soutien aux groupes terroristes et 59 narcotrafiquants ont été arrêtés et des tentatives d'introduction de plus de 23 quintaux de kif traité, à travers les frontières avec le Maroc, ont été déjouées par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) lors d'opérations distinctes menées à travers le territoire national du 1er au 11 janvier, indique mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté 26 éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national, tandis que d'autres détachements de l'ANP ont découvert et détruit 13 casemates pour terroristes et 3 bombes de confection artisanale lors d'opérations de recherche et de fouille à Aïn Defla et Bouira», précise la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et «en continuité des efforts intenses visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays», des détachements combinés de l'ANP «ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2e et 3e Régions militaires, 19 narcotrafiquants et ont déjoué des tentatives d'introduction d'énormes quantités de drogue à travers les frontières avec le Maroc, s'élevant à 23 quintaux et 31 kilogrammes de kif traité, tandis que 40 autres narcotrafiquants ont été arrêtés et quatre (04) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, une quantité de munitions, ainsi que 136 kilogrammes de kif traité de 88.002 comprimés psychotropes ont été saisis lors de diverses opérations exécutées à travers les autres Régions militaires».

## Constantine Sept et trois ans de prison pour spéculation sur l'huile de table

Le tribunal de Constantine a condamné deux personnes à sept (7) ans et trois (3) ans de prison ferme assorties d'amendes et de la confiscation des saisies, pour une affaire de "spéculation illicite sur l'huile de table", a indiqué mercredi un communiqué du tribunal.

En vertu des articles 12 et 13 de la loi relative à la lutte contre la spéculation illicite n 15/21 et après enquête préliminaire, les mis en cause M. H. (60 ans) et son fils M. A. ont été condamnés dans le cadre de la comparution immédiate à sept (7) ans de prison ferme assortie d'une amende de 600.000 DA avec mandat de dépôt pour le premier et à trois (3) ans de prison ferme assortie d'une amende de 500.000 DA pour le second, avec confiscation des saisies, a précisé la même source.

Signé par le procureur de la République, le communiqué a indiqué qu'en vertu de l'article 11 du code des procédures pénales, le parquet près le tribunal de Constantine informe l'opinion publique qu'une autorisation de perquisition a

Par ailleurs, des détachements de l'ANP «ont intercepté, à Tamnasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, Djanet et Tindouf, 376 individus et saisi 45 véhicules, 359 groupes électrogènes, 192 marteaux piqueurs, 7 détecteurs de métaux, des quantités d'explosifs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, 102 tonnes de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que 105 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande, alors que vingt (20) fusils de chasse, deux (02) pistolets automatique, une quantité de cartouches, 80 quintaux de tabacs et 14.680 unités de différentes boissons ont été saisis à Adrar, Ouargla, Djanet, El-Oued, Biskra, Laghouat, Batna, Tébessa, Khenchla et Sétif». En outre, les Garde-frontières «ont déjoué des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à 43.276 litres à Tamnasset, Bordj Badji Mokhtar, Tébessa, El-Tarf et Souk Ahras».

Dans un autre contexte, les Garde-côtes «ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 474 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 96 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen, El-Oued, Souk Ahras, Bordj Badji Mokhtar et Tindouf».

Ces opérations, s'inscrivant «dans la dynamique des efforts continus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme», ont abouti à des «résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national», souligne le communiqué.

été remise aux éléments de la police judiciaire pour fouiller un hangar objet d'informations parvenues à la brigade de recherche et d'intervention de la sûreté de la wilaya de Constantine relatives à l'utilisation de cet hangar non déclaré sis à la cité Abbas par un grossiste pour y stocker des quantités considérables d'huile de table.

Selon le document, 952 bidons de cinq (5) litres et 3.169 bouteilles de deux litres d'huile de table ont été trouvés lors de la perquisition de ce hangar que l'enquête a révélé qu'il était exploité par M. H. sans qu'il soit déclaré aux services de la direction du Commerce et sans disposer de registre de commerce.

Il s'est avéré que ce hangar a été loué par M. A., fils de M. H. pour stocker des marchandises sans qu'il soit déclaré et soumis au contrôle de la direction du commerce conformément à la loi, a-t-on noté.

La marchandise constituée de 11.098 litres d'huile de table a été saisie, selon le communiqué du tribunal de Constantine.



# ■ Fini le temps de la « folklorisation », de la « ripaille » et des « zerdates » !

**L'Etat dépense-t-il trop ?  
Oui, disent ceux qui  
pensent, par ailleurs, que  
l'État vit au-dessus de ses  
moyens et que cela ne peut  
plus continuer ainsi.**



Par Cherif Ali

**S**elon ces derniers, l'État dépense trop pour une politique qui n'est pas efficace. Dans le camp du pouvoir, on soutient, bien évidemment, le contraire en affirmant qu'« il faut être, vraiment, de mauvaise foi pour ne pas reconnaître les énormes efforts déployés par l'État pour doter le pays en infrastructures de base, barrages hydrauliques, voies ferrées, routes, métro tramway, logements, etc. ».

Dans l'opposition, on persiste à dire que l'État, « ce grand dépensier », vit au-dessus de ses moyens; nous fabriquons, aujourd'hui, les freins à la croissance de demain, en ne comptant que sur le pétrole.

Il est plus que temps de cadrer les dépenses de ce « mastodonte » qui nous coûte cher ! Ces mots, le personnel politique de l'opposition ne cesse de les répéter. Ils sont repris par une bonne partie des éditorialistes de la presse, notamment privée, qui n'hésitent, jamais, à rappeler qu'« il est plus qu'urgent de réduire les dépenses du pays, crise du pétrole oblige ». Le discours des pouvoirs publics, renouvelé à chaque fois, faisant part de la volonté de diversifier l'économie nationale pour échapper à la dépendance éternelle aux hydrocarbures a été battu en brèche, la réalité nous a rattrapés : le baril a perdu 40% de sa valeur. Et par ricochet, les réserves de devises du pays sont passées sous la barre fatidique des 50 milliards de dollars.

Les plus raisonnables parmi les experts prédisent au pays exportateur de pétrole que nous sommes, des années insupportables.

Il en serait de même concernant beaucoup de pays producteurs qui ont besoin d'un cours de l'or noir élevé, pour financer leurs dépenses, a affirmé l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son dernier rapport.

Notre pays, selon les mêmes experts, a besoin d'un baril de plus de 100 dollars pour maintenir ses équilibres budgétaires et préserver sa position financière extérieure, sérieusement fragilisée par la diminution des rentrées du pétrole et du gaz, lequel gaz est indexé au pétrole et à sa chute.

Si les pouvoirs publics ne changent pas de vision, l'Algérie, à terme, ne pourra pas éviter le recours à l'endettement extérieur, selon certains experts.

**M**is à part le peuple qui, à la lecture notamment des journaux, s'inquiète de la chute du prix du pétrole, la sphère dirigeante manifeste une espèce d'indifférence, singulièrement effrayante; des déclarations contradictoires émaillent la scène médiatique, des propos scindés entre ceux qui affichent un optimisme factice, en dépit de cette menace économique qui tient en haleine le pays, et ceux qui exposent un pessimisme, réellement, tangible. Si l'Algérie a su, jusque-là, faire face au choc induit par la baisse du prix du pétrole, il n'en demeure pas moins que les équilibres financiers du pays pourraient être affectés si les cours du pétrole continuent « à jouer au yoyo ». Les Algériens s'attendent, néanmoins, à des perspectives difficiles, d'autant plus qu'ils se perdent en conjectures, malgré les sorties optimistes des ministres les plus en vue du gouvernement, et en l'absence d'une communication officielle du Premier ministre sur le sujet.



L'heure est grave, disent les plus pessimistes, mais c'est à l'État qu'il revient de prendre les mesures qui s'imposent et à Aymene Benabderrahmane de parler et d'affranchir la population sur ce qui l'attend.

Sans la leurrer ou lui faire peur, inutilement ! Il doit le faire pour rassurer les uns et les autres et leur dire, par exemple, qu'il est temps pour le pays « d'aller vers une économie de production, casser la dynamique routière, c'est-à-dire libérer l'investissement et l'initiative de création d'entreprises et stopper, aussi, la tendance à l'informalisation- de notre économie ». En fin de compte, tous ces débats donnent le tournis au citoyen lambda, qui pense que « l'État ne dépense pas trop, au regard de tout ce qu'il a réalisé jusque-là, mais qu'il se fait voler ! ».

**E**st-il besoin de rappeler, par exemple, que le préjudice causé par l'informel a été chiffré, par des experts, à 6.000 milliards de dinars ? Ne pas capter l'impôt de l'informel par, encore une fois, la bancarisation, l'emprunt obligatoire ou toutes autres formules adaptées, c'est rééditer l'exemple de la Grèce qui a payé cher son « laisser-aller » en la matière. C'est une des solutions admises, à même de faire face à la réduction des recettes suite à la chute du baril de pétrole !

La Turquie, contrairement à la Grèce, a réussi à s'extirper du poids du circuit de l'informel grâce à des mécanismes proactifs de recouvrement de l'impôt, des réformes macro-économiques, notamment concernant les entreprises. Des politiques à prendre en modèles, selon des avis autorisés !

Les mesures prises par le gouvernement jusque-là sont isolées en ce sens qu'elles touchent, différemment les secteurs, alors que la solution passe par des décisions globales; on ne peut pas, par exemple, développer l'agri-

culture si les autres départements ne suivent pas ! Pour l'heure, la seule question qui vaille est de savoir où est-ce qu'on a besoin de mettre le peu d'argent que nous engrangeons, encore, grâce au pétrole ?

En attendant, ce qui est attendu du gouvernement actuel, c'est la réduction du train de vie de l'État et en la matière, il y a à faire.

Il n'est pas rare, aujourd'hui, de voir le directeur central d'un ministère ou d'une entreprise publique, disposer de 5 ou 6 véhicules de service, avec leur dotation en carburant, pour son usage personnel et celui de sa famille. Il y a aussi, tous ces bâtiments et cette foultitude d'annexes dont l'entretien coûte « les yeux de la tête », pour des objectifs insignifiants.

**P**ourquoi ne pas s'en délester et partant, soulager le budget de fonctionnement de l'État? Ailleurs, en situation de crise, on a vendu les « bijoux de famille », voire même des casernes. On n'en est pas là, mais il n'y a pas de petites économies et il faut débusquer toutes les niches fiscales possibles, qui sont autant de recettes pour le Trésor public.

La chute du prix du pétrole n'est plus une vue de l'esprit, mais une réalité désormais présente et pressante. La crise affole médias et experts de tous bords.

Tout le monde s'accorde à le dire, l'heure est grave : déflation, récession, chômage accru et nouvelle tempête financière sur l'Algérie ne sont pas des menaces en l'air.

Le pays, en ces moments difficiles, a besoin de toutes ses énergies y compris celles de l'opposition. Personne, d'ailleurs, n' imagine un grand gouvernement où tout le monde se tiendrait, tendrement la main pour le plus grand bonheur possible. Ce serait ridicule et même malsain, car la démocratie, c'est aussi la bagarre et l'alternance.

Et passé le plus dur, le jeu de massacre pourra recommencer, gaiement !

Bien entendu, ce n'est pas facile, car cela revient, pour chaque camp, à brutaliser son aile la plus conservatrice. « Gouverner, c'est tendre jusqu'à casser tous les ressorts du pouvoir », disait Clemenceau, figure française de l'Union sacrée pendant la Grande Guerre, mais qui n'a jamais cessé de boxer, féroce-ment, ses adversaires politiques.

Pour l'heure, il est attendu du Premier ministre et de son gouvernement d'œuvrer à la moralisation de la vie politique et publique et le renforcement de la bonne gouvernance, car il s'agit du 4<sup>e</sup> engagement électoral du président de la République, ce qui suppose :

- une gestion saine des deniers de l'Etat;
- la transparence dans la gestion des finances publiques;
- une meilleure traçabilité de la décision publique et des actes et procédures liés à la gestion des deniers et des marchés publics.

**A**ux membres du gouvernement et autres patrons d'entreprises publiques de réduire au maximum leur train de vie, de s'abstenir de créer toute nouvelle Epic, de baisser la cadence des journées d'étude, séminaires et autres manifestations budgétivores.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a donné des instructions fermes aux walis concernant « le recours injustifié aux longs cortèges officiels observés lors des visites sur le terrain des délégations wilayales et ministérielles ainsi que les zerdates organisées traditionnellement pour l'occasion, tout en appelant à bannir la tentation à la ripaille et à la folklorisation devant laquelle succombent nos responsables ».

Pour en finir, peut-être, un jour, avec les brebis galeuses qui alimentent, quotidiennement, ce sentiment de « tous pourris » !



**La planification du désordre est une pratique bien de chez nous. Une fois les ingrédients de la rumeur bien empaquetés, on lance l'opération.**

**Le reste est vite pris en charge par la ruée vers les étagères qui se vident à l'assaut. Une médiatisation. On tend l'oreille, on ricane et l'on attend la file et la foule.**

## La file et la foule



Par El yazid Dib

Quand jeter de « l'huile » sur le feu devient un jeu de clans; le brasier qui s'en suit risque de faire fondre la charpente. Il est vrai qu'un manque d'huile est à remarquer ces jours-ci. Cependant s'il arrive à manquer autre chose sur les étals ce n'est pas la faillite de tout le magasin. Certains esprits malintentionnés s'en réjouissent et crient à la débâcle, faisant ainsi le journal médiatique de ceux qui n'attendent que ceci, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. On les voit sur la toile faire tourner en boucle des chaînes de citoyens faisant la queue pour une chose ou une autre. C'est dire le cycle infernal de ce manque artificiel. De cette mise en scène scélérate et antinationale.

Pas d'huile, pas de farine, pas de lait. Après la cherté, voilà la pénurie. L'une des phases les plus critiques de la déstabilisation. Normal. C'est devenu habituel ce cycle non pas de rupture de stock mais de sabotage d'ordre politique. L'on assiste à une situation dont les secrets se sont révélés aux plus avertis qu'il ne semble pas s'agir de crise économique, beaucoup plus qu'il est question de spéculation bizarroïde. Point barre. Par définition, chaque crise crée des sphères informelles autour du noyau central chargé de produire et distribuer un produit ou un service de large consommation. Ce type de fièvre chronique, qui vient de temps à autre créer des soubresauts à la régulation commerciale ne peut être une simple perturbation ordinaire du réseau de distribution. Car le président de la République avait initié tout un panel d'actions à même de lutter contre cette lourde menace qui ne prend allure que de la conspiration. Les dispositions légales prévoyant de l'emprisonnement, le maintien toutefois timide des transferts sociaux, la commission d'enquête sénatoriale expriment la ténacité dangereuse de ce mode opératoire.

Sans aucune hésitation, l'on peut aisément affirmer que ce sont certaines malveillantes matières grises qui sont derrière le manque des corps gras. La issaba n'est pas uniquement celle qui est dans les prétoires ou en geôle. Il existe ailleurs ses fétides et nocifs relents. Les sous-traitants d'une rente sans efforts et à dessein institutionnel. Ils agissent en sourdine et évoluent le plus souvent dans le giron des tenants du pouvoir économique direct. Pour ce faire, il y a que le gain facile que provoque la rumeur qu'ils savent amplifier et que l'on sert à certains « agents » ou « opérateurs économiques » pour bien mener le travail de sape. Non seulement du moral d'une population fragilisée et en quête d'un bien-être perdu, mais aussi celui d'un pouvoir exécutif frileux et manquant de témérité. Le ministre du commerce semble lutter contre une roche. Il croit faire disparaître la tension par la surproduction, au moment il lui exigé de revoir radicalement l'organisation commerciale nationale. Déprivatiser ce qui a été privatisé serait une piste à investir.

Il est vrai que l'on puisse être envahi par un spectre dont la survenance remonte à des années. Il suffit pour cela qu'un simple fait disjoncteur et hop le souvenir cauchemardesque vous transvase dans des scènes, croyant les avoir bannies à jamais. La rue est par excellence le présentoir de la mal-vie et aussi du bonheur et de la liesse. Elle accueille la casse et les actes de saccage mais aussi le bruit et les klaxons d'une victoire sportive et même électorale. On y distribue aussi, comme dans le passé les produits sous tension. C'est ce dont j'étais témoin en cette matinée algéroise brumeuse. Cet appel d'un temps de pénurie s'est figé aujourd'hui dans cette longue file que j'ai vue, puis m'y étais joint et qui est dans



l'attente à décrocher tel un trophée, un bidon d'huile. Cette foule en file, dans sa majorité avait vécu ces années là, où à souk el fellah on faisait la chaîne juste à la voir se constituer sans savoir ce que l'on allait nous offrir. J'étais positionné entre deux têtes blanches, comme la mienne. Deux retraités. La discussion s'est vite instaurée, pêle-mêle en ayant, évidemment recours aux affres de ces années là. Chacun y allait de ses propres interprétations. Encore de sa propre idéologie. L'un d'eux, un ancien cheminot n'a pas manqué de stigmatiser l'ère post-Boumediene. Je me sentais aussi dans sa logique. L'autre, à hirsute barbichette, qui dévoilait carrément son courant; narguait le pouvoir et sa bureaucratie de saboter les investisseurs. Le privé, veut-il dire. Il paraissait être un ancien artisan. Étant au milieu, je devais intervenir à mon tour pour mettre mon grain de sel et essayer de donner un équilibre à la discussion mais également tirer du feu mes marrons politiques.

Toute la sève des maximes et de l'enseignement progressiste, des volontariats, de l'anti-impérialisme, du socialisme algérien se sont vite mis à la disposition de mes argumentaires. Je commençais à débiter les beaux jours de la Sogedia, de Sonelec, de Sempac, de l'Onaco, de l'Onab etc jusqu'aux jours où ces fleurons de la capitainerie organique du circuit commercial ont été, au nom d'une nouvelle ouverture sauvage; déboulonnés. De nouveaux termes sont nés. La privatisation outréante succédait à la fausseté de cette théorie hybride de « restructuration des entreprises » pour en finalité laisser place à la cession de tous les actifs infrastructurels de ces sociétés placées avec préméditation en état de banqueroute.

Ce que vient de vivre le pays en termes de cherté et de rareté n'est en soi qu'une expression que quelque chose se passe là-haut pour qu'elle soit déclinée dans la rue. Car l'huile c'est vitale, le sucre aussi. Avec toute la charge que celle-ci rapporte dans son lot de soucis quotidiens, l'accumulation de ce malaise ne doit pas être perdue de vue ou partir dans des simples statistiques. Une analyse politique s'impose. Il est pourtant prédit dans les sciences de la gouvernance; qu'en face de situations précises, l'on oppose des solutions précises. Non pas, agir toujours et encore dans

l'éloge d'un système économique national privatisé, arrivé aux limites de la patience collective et des règles perverses d'un semblant marché libre. Ce modèle n'arrange en rien un peuple qui tient encore aux vertus de l'Etat-nation. C'est poignant de constater cette simultanéité de crise dans le temps et l'espace. Ce n'est pas un dérèglement local du aux aléas du transport ou autre motif local. Ça ressemble à une orchestration millimétrée et territorialement généralisée. C'est idem pour les liquidités, la semoule, la pomme de terre, le lait. Voyez-vous, le génie malfaisant de ces luttes de clans, qui pour un objectif politique déterminé ne s'engage à fonctionner que sur le plan social, de surcroît ce qui touche franchement la vie du citoyen. Croyant ainsi le pousser encore à la rue, pas pour un projet de société ou une totale rupture avec ce qui reste de la Issaba mais pour un couffin, un bidon ou un sachet.

Mon occasionnel ami de file, le cheminot m'avait fait les parallèles utiles entre une pension minable et figée et l'envol des prix. Il voyait dans l'impôt sur les pensions des retraités comme une hogra, un vol légalisé car « nous ne pouvons rien faire à cet âge là ! » pour entendre l'ancien artisan lui dire « prie mon frère le bon Dieu de nous débarrasser de cette situation ». Plutôt de ces gens, de ces pourris, ces saboteurs, ces voraces » lui rétorqua-t-il d'un air semi coléreux. Là, je me persuadais de la diversité de la société et du choix des solutions. La raison contre la fatalité. L'action contre la résignation.

Ma position virtuelle dans cette chaîne m'avait permis de rentrer dans le propre corps de la société. Il y avait de la précarisation des visages et de leurs rêves. De l'humilité citoyenne et de la résilience et aussi le vœu d'une éclaircie. L'ambition n'est pas à l'heure des défis mondiaux ni à l'accaparement de l'outillage nécessaire à la béatitude. Elle se limite à la conquête d'un bidon de Safia. Cela paraît de l'exploit sauf si l'on comprend le pourquoi de cette file aussi longue que la tourmente planant sur les têtes qui la font. La malignance de haute voltige. La responsabilité d'un tel scénario de catastrophe alimentaire n'est pas l'exclusivité d'un organisme étatique ou le manque de réaction publique. Elle est concomitamment partagée entre l'impuissance

de du contrôle en pareilles conditions et le doute craintif d'une population prise en otage par l'estomac. L'on ne blâme ni le restaurateur, ni le boulanger ni le fritteur encore moins la ménagère ou l'enfant de 12 ans. Un regard reste à jeter du côté des grands utilisateurs d'huile, de sucre et de farine au cours du ramadhan qui s'approche. Quoique le ministère du commerce édictant une note, a interdit l'usage des bouteilles d'une contenance d'un à cinq litres par ces marchands de zlabia et autres gros usagers de la matière. Une mesure peu dissuasive dans le fond et décourageante dans la forme.

C'est maintenant que je réalise tangiblement ce que j'appréhendais de ce temps où l'on a commencé à saper la substance des acquis de la révolution sociale. Les réformes initiées alors ne semblent n'avoir été qu'un prélude à la grande braderie qui allait avoir lieu crescendo. Certes il y avait énormément de dysfonctionnements, d'imperfections et d'impasses et peu de détournements ou dilapidation de deniers publics. La société nationale au sens d'entreprise commençait sa descente en enfer par la « complicité » involontaire parfois de ses propres enfants. Le sabotage s'amorçait de l'intérieur. Toute la bonne sève, la force de travail qui a été le socle fondateur de la Société nationale se faisait recrutée par l'appât qu'offrait au mieux le privé à peine sortant ses griffes. L'oligarchie somnolente frottait déjà ses mains. Jusqu'à la grande ouverture de l'import-import et la constitution par transferts illégaux d'avoirs en devises à l'étranger. Ce sont ces éléments d'un libéralisme insociable qui semblent toujours agir sous cape de nos jours. C'est enfin, ce qu'ont compris mes deux concitoyens, chacun un bidon d'huile pendu à la main. A vrai dire, nous ne manquons pas d'huile, mais de bons lubrifiants à nos mécaniques grippées par l'usure et les conflictuels engrenages. Voilà, l'huile Safia qui commence à ruisseler. Attendez nous à autre chose, un autre créneau; ou de cherté ou de rareté. Le dessein « complotiste » pour ces promoteurs d'agacements populaires et de troubles ne s'arrêtera pas à une seule étagère, il persistera à se répandre sur d'autres espaces, à moins d'une prise de conscience dans un front national uni pour un véritable patriotisme économique.



Processus inflationniste et détérioration du pouvoir d'achat

# Urgence d'améliorer la gouvernance

**Comprendre le processus inflationniste implique de le relier aux équilibres macro-économiques et macro-sociaux selon une vision dynamique car dans toute économie, le système productif est caractérisé par la production de marchandises par des marchandises avec des effets cumulatifs.**

Par Abderrahmane Mebtoul\*

S'agissant d'un problème aussi complexe que celui de l'inflation, il me semble utile de préciser qu'une analyse objective doit tenir compte de la structure et des particularités de l'économie à laquelle ils sont appliqués, les aspects de structures de l'économie internationale, de l'économie interne résultant de l'option de la stratégie de développement économique, aux schémas de consommation générés en son sein pour des raisons historiques, d'influences socioculturelles et aux composantes des différentes forces sociales pour s'approprier une fraction du revenu national. En ce mois de janvier 2022 et cela a été le cas pour toute l'année 2021, le processus inflationniste a atteint un niveau intolérable, plus de 100% pour les pièces détachées, les voitures, plus 50% pour certains produits alimentaires, assistant à une pénurie de bon nombre de produits, ne devant pas se réjouir donc d'un excédent de la balance commerciale qui provoquerait une paralysie de l'économie. En plus des factures d'électricité, de l'eau, du loyer, on peut se demander comment un ménage avec entre 30.000/50.000 dinars, peut-il survivre, surtout s'il vit seul, en dehors de la cellule familiale qui, par le passé, grâce au revenu familial servait de tampon social? Mais attention à la vision populiste: doubler ou tripler les salaires sans contreparties productives entraînera une dérive inflationniste, un taux supérieur à 20% qui pénalise les couches les plus défavorisées, l'inflation jouant comme redistribution au profit des revenus spéculatifs.

1.-Selon les données officielles, le taux d'inflation cumulé entre 2000-2021, l'indice qui n'a pas été réactualisé depuis 2011, approche 100% entre 2000-2021 avec un pic selon le gouverneur de la Banque d'Algérie de 9,2% en octobre 2021 amplifié par la dépréciation officielle du dinar où depuis 2013, celui-ci a reculé de 45% par rapport au dollar. Mais la raison fondamentale est la faiblesse du taux de croissance interne, résultant de la faiblesse de la production et de la productivité, l'Algérie selon le rapport de l'Ocde dépensant deux fois plus pour avoir deux fois moins d'impacts en référence aux pays similaires. Sur les 4 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures annoncées par le ministère du Commerce, 80% étant des dérivés d'hydrocarbures et des produits semi-finis devant, pour avoir la balance devises nette pour l'Algérie, soustraire les matières premières importées en devises et les exonérations fiscales. En ce mois de janvier 2022. La non-proportionnalité entre les dépenses monétaires et leur impact est des raisons essentielles du processus inflationniste, renvoyant à la mauvaise allocation des ressources dont selon le Premier ministre 250 milliards de dollars d'assainissement des entreprises publiques, les trente dernières années dont plus de 90% sont revenues à la case départ, plus de 65 milliards de dollars de réévaluation, les dix dernières années faute de maîtrise de la gestion des projets sans compter la corruption via les surfacturations.

Sans une relance de l'économie des tensions risquent de se manifester au niveau des caisses de retraite qui accusent selon le ministère du Travail un déficit de près de 700 milliards de dinars fin 2021. Pour environ 3,3 millions de retraités fin 2020 et le ratio de nombre de travailleurs cotisants pour un retraité est actuellement à 2/1 alors que la norme pour garantir la viabilité d'un système de retraite est d'au moins cinq actifs cotisants pour un retraité. Pour éviter des remous sociaux, tous

les gouvernements ont généralisé les subventions, source de gaspillage croissant des ressources financières du pays. Selon les prévisions pour 2022, les subventions implicites, constituées notamment de subventions aux produits énergétiques et des subventions de nature fiscale, représentent environ 80% du total des subventions et que les subventions explicites représentent un cinquième du total des subventions, étant dominées par le soutien aux prix des produits alimentaires et aux logements étant prévu 1942 milliards de dinars, soit 14,17 milliards de dollars et 19,7% du budget de l'État. C'est là un dossier très complexe que le gouvernement a décidé de revoir. Mais sans maîtrise du système d'information et la quantification de la sphère informelle, produit de la bureaucratie et favorisant les délits d'initiés - dont l'extension d'ailleurs décourage tout investisseur - et qui permet la consolidation de revenus non déclarés, en temps réel, la réforme risque d'avoir des effets pervers.

2.- Selon le rapport du FMI fin décembre 2021, les exportations ont atteint en 2021 les 37,1 milliards (32,6 pour les hydrocarbures et 4,5 milliards hors hydrocarbures) dont près de 2,5 milliards de dollars de dérivés d'hydrocarbures en prenant les estimations récentes du bilan de Sonatrach pour 2021. Au total, selon le FMI, les importations ont atteint 46,3 milliards de dollars (la Banque mondiale ayant donné 50 milliards de dollars), 38,2 milliards de biens et une sortie de devises de services de 8,1 milliards de service contre 10/11 entre 2010/2019, malgré toutes les restrictions. Selon nos estimations, les entrées en devises entre 2000/2021 sont estimées approximativement autour de 1100 milliards de dollars avec une importation de biens et services de plus de 1050 milliards de dollars. Malgré ces dépenses en devises, et devant inclure les dépenses en dinars, la croissance a été dérisoire en moyenne annuelle de 2/3% entre 2000/2019, alors qu'elle aurait dû dépasser 9/10%, espérant 3,3% pour 2021 après une croissance négative de 6% selon la Banque mondiale et 4,9 négatif selon le FMI en 2020. Mais un taux de croissance se calcule par rapport à la période précédente; ainsi, 3% rapportés à un taux faible donnent cumulé par rapport à la période précédente. C'est un taux faible largement inférieur à la pression démographique, plus de 44 millions d'habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2021, où il faut pour réduire les tensions sociales créer 350000/400000 emplois productifs par an qui s'ajoutent au taux de chômage actuel.

Si par hypothèse, uniquement pour la partie devises, on avait amélioré la gestion pour 10% sans compter la dépense pour la partie dinars où existent des surfacturations travaux mal faits notamment dans le BTPH) du fait de la non maîtrise des circuits internationaux (fluctuations boursières notamment) et 10% de surfacturations pour les biens et services importés, l'Algérie aurait économisé environ 210 milliards de dollars entre 2020/2021, plus de quatre fois les réserves de change actuelles. L'Algérie, selon le FMI, fonctionne entre le budget de fonctionnement et d'équipement à plus de 137 dollars en 2021 et à plus de 150 pour 2022, malgré toutes les restrictions qui ont paralysé l'appareil de production avec des impacts inflationnistes, expliquant l'importance du déficit budgétaire de la loi de finances 2022, plus de 30 milliards de dollars. Les réserves de change, selon le dernier rapport du FMI fin décembre 2021, elles se sont situées à 43,6 milliards de dollars en 2021 (11 mois d'importations), contre 48,2 milliards en 2020, contre 1974 fin 2013 et 114 milliards de dollars en 2016. Encore que le FMI note que la position extérieure devrait aussi s'améliorer, le déficit du compte des transac-

tions courantes devrait être ramené à 4,9% du PIB, sous l'effet d'une reprise des exportations d'hydrocarbures ainsi qu'une hausse « modérée » des importations avec le recul du solde des transactions courantes (-8,2 milliards de dollars en 2021 contre -18,7 en 2020), où la tendance devrait se poursuivre en 2022, pour se creuser de nouveau à partir de 2024.

3.-Qu'en est-il de l'impact sur le taux d'inflation et donc sur le pouvoir d'achat de la dépréciation accélérée du dinar avec un écart de 50% sur le marché parallèle? C'est que le dérapage du dinar par rapport au dollar et à l'euro accélère la méfiance du citoyen vis-à-vis du dinar, amplifiant la sphère informelle où selon la Banque d'Algérie entre 2019-2020, la masse monétaire en dehors du circuit bancaire a atteint 6140,7 milliards de dinars, soit une hausse de 12,93% par rapport à 2019, le président de la République en mars 2021 ayant annoncé entre 6000/10000 milliards de dinars, ayant dénoncé le manque d'informations fiables, qui fausse toute prévision.

Cette sphère hors hydrocarbures contrôle plus de 50% de la superficie économique, s'étend en période de crise et de pénurie (c'est une loi universelle s'appliquant à tous les pays), sert de soupape social employant plus de 40% de la population active, notamment dans le commerce, les services, certains segments de l'industrie, aligne le prix des biens sur la cotation de la devise du marché parallèle, pour les produits importés, contrôlant les segments des fruits/légumes, poissons/viandes, textile/cuir et bon nombre d'autres produits importés qui connaissent un déséquilibre offre/demande.

Cette dépréciation du dinar, en plus de la hausse des prix de certains produits importés au niveau international, amplifie le processus inflationniste du fait, sans compter les biens de consommation, plus de 85% des matières premières des entreprises publiques et privées étant importées, le taux d'intégration ne dépassant pas 15%. Le prix final au consommateur est amplifié par la dévaluation drastique du dinar qui est passé de 76/80 dinars un dollar vers les années 2000-2004 et la cotation au 09 janvier 2022 est de 139,32 dinars un dollar et 157,54 dinars un euro au cours achat avec une cotation sur le marché parallèle malgré la fermeture des frontières dépassant les 210 dinars un euro. La loi de finances 2021 prévoit, pour 2022, 149,32 DA pour 1 USD et pour 2023 verrait donc la dévaluation de la monnaie nationale se poursuivre avec 156,72 dinars un dollar ce qui rend sceptiques les investisseurs créateurs de valeur ajoutée à moyen terme, face tant à l'instabilité juridique que monétaire, spéculer étant plus rentable que réaliser un projet. Cette dévaluation permet d'augmenter artificiellement la fiscalité des hydrocarbures (reconversion des exportations d'hydrocarbures en dinars) et la fiscalité ordinaire (via les importations tant en dollars qu'en euros convertis en dinar dévalué), cette dernière accentuant l'inflation des produits importés (équipements), matières premières, biens finaux, montant accentué par la taxe à la douane s'appliquant à la valeur dinar, étant supportée en fin de parcours, par le consommateur comme un impôt indirect, l'entreprise ne pouvant supporter ces mesures que si elle améliore sa productivité.

L'effet d'anticipation d'une dévaluation rampante du dinar a un effet négatif sur toutes les sphères économiques et sociales dont le taux d'intérêt des banques qui devraient le relever de plusieurs points, s'ajustant aux taux d'inflation réel, freinant à terme le taux d'investissement à valeur ajoutée et par la déthésaurisation des ménages qui mettent face à la détérioration de leur pouvoir d'achat des montants importants sur le marché, alimentant l'inflation, plaçant leur capital-argent dans l'immobilier, l'achat d'or ou de devises fortes. Par ailleurs, attention au financement non conventionnel sans ciblage dont les effets inflationnistes ne se manifestent qu'au bout de deux à trois ans.

Les gouvernements précédents avaient amendé l'article 45 de la loi sur la monnaie et le crédit en recourant à la planche à billets, sans introduire l'institutionnalisation dans cette loi d'un comité de surveillance, composé d'experts indépendants, pour éviter toute dérive. Or, les expériences historiques dans le

cadre de l'application de la théorie néo-keynésienne de relance de la demande globale (consommation et investissement) à travers l'émission monétaire est applicable à des économies structurées qui ont une économie productive en sous-capacité. Or, avec une faiblesse de l'offre, si cette injection est faite pour le versement de salaires sans contreparties productives, elle résout un problème à court terme, mais amplifie la crise à moyen terme. Elle est inappropriée pour l'Algérie qui souffre de rigidités structurelles (faiblesse de l'offre) avec le risque d'une spirale inflationniste incontrôlable comme au Venezuela, première réserve de pétrole dans le monde, (1000\$/an).

D'où l'urgence d'une autre politique pour sortir du piège de la rente où selon le FMI, contrairement à certains discours trompeurs de 100 dollars le baril, ne tenant pas compte des effets de la transition énergétique qui s'accélérera entre 2025/2030 avec les énergies renouvelables et l'hydrogène entre 2030/2040, où selon le FMI, le prix du pétrole algérien a été vendu en moyenne à 66,6 dollars le baril en 2021, mais descendra légèrement dans les années à venir pour se situer en 2026 à 58 dollars, l'OPEP tablant pour 2022 sur une fourchette entre 70/75 dollars.

C'est que l'économie algérienne, après plusieurs décennies d'indépendance politique repose toujours sur la rente des hydrocarbures (98% des recettes en devises avec les dérivés), des tensions budgétaires, une croissance relativement faible, l'accroissement du taux de chômage et le retour de l'inflation, s'impose un sursaut national, en combattant le terrorisme bureaucratique qui étouffe les énergies créatrices. Combien de promesses utopiques de réalisation de différents projets alors que la situation financière est difficile et où trouver le capital argent en ces moments de crise mondiale avec l'endettement des Etats les plus développés où les IDE ont baissé de plus de 20% entre 2010/2021.

En conclusion, comme tous les pays monde, et cela n'est pas propre à l'Algérie, l'impact de l'épidémie du coronavirus a eu un impact négatif sur l'économie. Il faut le reconnaître, la situation économique et sociale est complexe mais peut être maîtrisable sous réserve d'une correction urgente loin des discours démagogiques. Car lorsqu'un Etat émet des lois qui ne correspondent pas au fonctionnement de la société, celle-ci émet ses propres lois (informelles) qui lui permettent de fonctionner beaucoup plus efficacement car reposant sur un contrat de confiance. La vision purement monétariste afin de préserver les réserves de change sans vision stratégique, tout projet nouveau n'a d'effets pour les PMI/PME que dans deux à trois ans à partir de son lancement, et 6 à 7 ans pour les projets hautement capitalistiques, pour ce cas nécessitant un partenariat étranger gagnant-gagnant tenant compte de la transformation du nouveau monde dominé par la transition numérique et énergétique. La condition sine qua non de la sécurité du pays étant posée, s'impose une nouvelle gouvernance (la moralité des dirigeants), la relance urgente de l'économie, afin de freiner la détérioration du pouvoir d'achat qui risque de provoquer d'importants remous sociaux, voire une déstabilisation du pays.

L'Algérie a besoin surtout d'une stratégie de sortie de crise, évitant les actions conjoncturelles, le replâtrage, le juridisme, la vision purement monétaire, devant synchroniser la sphère réelle et monétaire, la dynamique économique et la dynamique sociale.

Sans une nouvelle gouvernance, en s'attachant au fonctionnement réel de la société qui détermine le retour à la confiance, aucun développement n'est possible. Face aux tensions géostratégiques au niveau de la région méditerranéenne et sahélienne et budgétaires au niveau interne, l'Algérie ayant d'importantes potentialités, peut surmonter la crise actuelle, elle en a les moyens. Pour cela, s'impose la concrétisation urgente des réformes institutionnelles et économiques douloureuses à court terme, mais porteuses d'espoir à moyen et long terme, nécessitant une mobilisation générale, un large front national tenant compte des différentes sensibilités et un discours de vérité pour un sacrifice partagé.

\*Dr, professeur des universités, expert international



# La diplomatie est-elle bien footue chez nous ?

Par Omar Chaalal

**J**e continue mes idées par les paroles de M. Miljanic entraîneur de l'équipe de Yougoslavie. En décembre 1996, la Yougoslavie fut de nouveau autorisée à participer à des compétitions. L'équipe se rend au Brésil pour y effectuer son premier match de football. Les joueurs de mandat à l'entraîneur « Que représente ce match pour le foot Yougoslave ? » M. Miljanic répond : Il a une grande valeur politique pour notre pays et il représente un grand soulagement pour notre football. On revient, et il faut désormais oublier le passé. Nous avons été victimes d'un terrorisme politique contre les joueurs, le football et le jeu. Nous étions des otages, désormais c'est fini. On a le sentiment d'être sauvés. Djamel Belmadi peut dire la même chose aux jeunes algériens qui le soutiennent.

Le football est le phénomène le plus mondialisé, beaucoup plus que la démocratie ou l'économie de marché, dont on dit pourtant qu'elles n'ont ni limites ni bornages. Une équipe nationale de football devient l'image symbolique de sa nation quand cette dernière excelle sur le terrain vert. Qui ne connaît pas le Brésil et qui ne connaît pas son roi Pelé ? Chez nous Riyad Mahrez, Youcef Belaili et Rais M'Bolhi sont plus connus que n'importe quel ambassadeur qui représente notre nation. Pour clarifier les choses, le slogan one two three viva l'Algérie est devenu international. On reconnaît un citoyen algérien dans le monde par ce slogan.

**S**i vous demandez au cours d'une allocution ou un discours quel que soit l'origine de l'auditoire : « Est-ce que quelqu'un connaît António Guterres et Qu Dongyu ? », il y a très peu de chances que des mains se lèvent. Mais si vous remplacez ces deux noms par Riyad Mahrez ou Lionel Messi, c'est l'inverse qui se produira. Peu de bras resteront collés aux genoux. Les deux premiers sont des politiciens qui gèrent le monde. António Guterres est le neuvième Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Il a pris ses fonctions le 1er janvier 2017. Qu Dongyu est le l'actuel Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, FAO. Les seconds sont de « simples » sportifs mais, en réalité, des stars internationalisées qui assurent à leur pays un surcroît de popularité.

Grâce à la couverture planétaire que lui assure la télévision et les réseaux sociaux le football est devenu un symbole de culture et de civilisation. Politiquement parlant, le football est l'image du pays au même titre que la diplomatie. Le football est un élément caractéristique des relations internationales modernes que l'on ne peut plus restreindre aux seules relations diplomatiques entre Etats. Le sport en général et plus spécialement le football n'est, en effet, pas d'apparence desdites relations diplomatiques qui ne puisse être appliqué au football.

**D**ans notre histoire, le football a joué un grand rôle dans la diplomatie algérienne. En 1958, l'équipe du Front de libération nationale (FLN), composée de joueurs, Rachid Makhloufi, Mustapha Zitouni et d'autres, algériens ayant acquis une célébrité en France, s'est lancée dans une grande tournée mondiale qui devança la reconnaissance diplomatique de l'Algérie.

De la même façon en décembre 1995, un match opposait une sélection palestinienne à l'équipe du Variété Football-Club français. Le célèbre footballeur Platini faisait partie de cette équipe. Aux des Palestiniens, la rencontre représentait un jalon

Gagner n'est pas la chose la plus importante. Le football est un art, et il devrait montrer de la créativité. Les titres, c'est pour quoi faire ? Tu en as besoin pour ton CV ? Eh bien, tu peux le mettre dans ta poche, le plier, le déchirer. Bien sûr, quand tu participes à une grande compétition, le plus important, c'est le succès.

Sócrates Brasileiro (Shea 2010)



de plus dans le chemin qui les conduit vers la reconnaissance et vers l'indépendance. Certains se demandent si la diplomatie est influencée par le sport. La réponse est oui. Une fois encore l'histoire nous fait leçon. La diplomatie du ping-pong fait référence aux échanges de joueurs de ping-pong entre les États-Unis et la Chine dans les années 1970. Quand le département chinois des affaires étrangères apprit que l'équipe américaine de ping-pong souhaitait être invitée à visiter la Chine, il nia ce souhait. Mais quand Mao Zedong vit l'information dans le Daqiankao, un journal d'information destiné aux hauts-dignitaires du gouvernement, il décida d'inviter l'équipe américaine. Il aurait alors dit : Ce joueur de pingpong, Zedong Zhuang, ne joue pas seulement bien au tennis de table, mais il est doué aux Affaires étrangères, et il a un fin esprit politique. Pour Mao Zedong, cette invitation est conforme à l'habitude de la République populaire de Chine de considérer le sport comme faisant partie intégrante de la diplomatie, à l'instar du slogan « L'amitié d'abord, la compétition après ».

Cet événement historique a ouvert la voie à un renouveau dans les relations sino-américaines à l'occasion de la visite du président américain Richard Nixon en 1972 en Chine.

**D'**autres se demandent si la diplomatie est bien footue chez nous. La réponse est oui. Les commentaires politiques sur les réseaux sociaux après le match Algérie-Maroc au Qatar sont de très bons. Aucun n'algériens ne peut nier que le football et la politique se confondent sur un

champ de bataille vert. Les supporters dans les tribunes chantent leurs slogans de mécontentements ou satisfactions politiques. En Algérie ou dans n'importe quel pays du monde les stades sont devenus des lieux de liberté et de défoulement mental.

**E**n Yougoslavie, le 13 mars 1990, les premières fractures de la Fédération ont pu être perçues à l'occasion d'un match opposant le Dynamo de Zagreb à l'Etoile rouge de Belgrade. Des bagarres graves opposent les supporters des deux clubs croates et serbes. Dans ces combats, il y a plus de 61 blessés graves. L'Etat commun est mort symboliquement le 26 septembre 1990 à Split quand les supporters croates criaient dans le stade lors des matches opposant les clubs croates aux clubs serbes : « Slobodan Milosevic (le Président) ! Tu n'échapperas pas au couteau. ». Les supporters ont investi le terrain et brûlé le drapeau yougoslave. Cet événement a montré que les supporters serbes et croates ne pouvaient plus partager le même stade ou le même Etat. Depuis ce match l'Etat yougoslave n'avait plus d'autorité sur une bonne partie de son territoire.

De la même façon, chez nous dans les stades, les chahuts sont lancés contre Ouyahya et Sellal qui étaient pour le cinquième mandat. Ces chahuts ont donné naissance au hirak. Le hirak, contre la prolongation du mandat du président Abdelaziz Bouteflika, a développé ses racines dans les stades de football. Les slogans du groupe de supporter de l'USMA « Ouled el-Bahdja » et sa chanson « La Casa del Mouradia » est devenue l'un des hymnes préférés

dans toute contestation du hirak. En contraste, dans le monde, certains footballeurs ont bénéficié d'une certaine sympathie populaire et sont devenus des icônes dans leurs pays. Zinedine Zidane en 1998 était plus aimé que président de la France de cette époque. Tout le monde se souvient du slogan « Zizou Président ! » qui était projeté par la firme Adidas sur l'Arc de Triomphe le 12 juillet, puis repris lors de la garden-party à l'Élysée consécutive à la victoire française.

**T**out récemment, chez nous Youcef Belaili a réussi de rendre la joie à quarante millions d'Algériens. Youcef Belaili est arrivé à faire sortir les mécontents de Tizi Ouzou et Bejaia pour exprimer leur joie sincère et leur amour pour l'Algérie. Nous pouvons dire que Riyad Mahrez et Youcef Belaili ont réussi là où nos politiciens ont récoltés les choux. Le verbe échouer politiquement à sa racine dans le chou.

Le président Tebboune a bien compris le rôle du sport dans la diplomatie quand il a annoncé « plus aucune distinction ne sera faite entre les athlètes algériens ». Le Président de la République a réservé un accueil officiel à la sélection nationale A' de football, après son couronnement historique dans la Coupe arabe 2021 de la Fifa. Les victoires des verts sont un bon signe. Elles nous annoncent un futur florissant dans une Algérie puissante.

Le sérieux du coach Djamel Belmadi et la volonté de fer des jeunes joueurs doivent être pris comme exemple dans l'administration si vous voulez vivre avec dignité dans une Algérie forte et libre.



# Le capital symbolique, vérité du capital<sup>[1]</sup>

Par Derguini Arezki \*

1re partie

Dans la société de subsistance, en régime de propriété melk, bien des choses qui ne se vendaient pas et finiront plus tard par se vendre changeaient de main sans contrepartie. Le surplus d'une famille n'était pas destiné à la vente, mais à la collectivité. Quand le surplus était porté au marché, ce n'était pas pour être accumulé et investi. On échangeait avec des étrangers, le marché était situé en dehors du village, souvent entre des tribus. Le surplus d'une collectivité étant aléatoire, un jour il apparaissait chez l'un, le lendemain chez un autre, celui qui en recevait le rendait à quelqu'un d'autre que celui qui lui en avait donné. L'individu reçoit un jour d'X, un autre jour donne à Y. *Le surplus, ce qui est donné, ne circule pas entre deux personnes, mais au sein de la collectivité.* L'obligation est moins celle de rendre que de donner son surplus. Celui qui recevait n'était pas soumis à l'obligation de rendre à son donateur, ni présentement ni plus tard. Le défi de rendre ne pouvait être adressé qu'à un rival. Chacun devait être disposé à donner du surplus qu'il avait reçu. La personnalisation des rapports est évitée. Les individus ne « se mesurent » pas librement. La logique du défi qui oblige à rendre à celui qui a donné est une logique qui gouverne les rapports entre des individualités (individus, clans, tribus, etc.) en rivalité.

On pouvait accumuler du capital symbolique<sup>[2]</sup> non pas en défiant chacun, ce qui était le propre de la compétition généralisée, mais en étant capable de donner plus que les autres. Avant l'intrusion de la puissance coloniale, on accumulait du capital symbolique en dissipant du capital matériel, en donnant plus que les autres ne pouvaient donner. C'est la capacité de dépenser de ce qu'on a reçu qui compte ici, ce n'est pas la puissance productive sur laquelle on a peu de moyens d'agir. Celui qui recevait plus que les autres de la « fortune » montrait par la dépense son attachement au groupe, sa place dans le groupe. Avec l'apparition de la puissance coloniale, la relation du capital symbolique et du capital économique s'inverse : s'amorce la dictature du capital économique qui s'érige comme nouvelle source de la puissance et donc du capital symbolique. Avec l'apparition du champ économique dominé par la propriété privée exclusive, la puissance coloniale et les fellahs sans terre, le capital symbolique pourra être converti en capital économique et inversement. *Avec la domination coloniale, le capital économique apparaîtra comme la nouvelle vérité du capital symbolique.* Le pouvoir d'acheter semble triompher. Mais il faudra beaucoup de temps avant que le capital matériel colonial vienne à bout du capital symbolique indigène. Dans ma famille, on assistera à un affrontement de puissance entre un naturalisé s'appuyant sur le pouvoir d'acheter et un caïd sur le pouvoir de l'administration. L'histoire a défilé l'un et l'autre.

C'est dans le champ économique que se convertit le capital symbolique d'origine non économique en capital économique au travers des ressources qu'il a réussi à mobiliser. La conversion sera limitée puis contrariée. Le colonialisme poussera à une telle conversion par et pour la dégradation qu'il fait subir aux formes de capital traditionnel. Cette conversion ne devra pas aboutir à une dynamique d'accumulation du capital économique, à la formation d'un capital symbolique du capital économique. Après avoir exproprié la société de la propriété de ses moyens de subsistance il pousse à la formation et l'accumulation du *capital économique comme pouvoir de commander au travail de la société expropriée*, mais pas dans la société indigène. La logique du défi ne fait pas partie des dispositions de la société, mais des minorités qui disposent et se disputent le pouvoir de commander. Elle peut opposer ceux qui disposent du pouvoir d'acheter et de vendre à ceux qui peuvent disposer d'autres autorités. C'est la concurrence des capitaux, des légitimités. Elle se déroule dans certaines arènes, d'une arène à une autre, elle a pour enjeu le pouvoir de commander aux individus, croyants, guerriers, travailleurs, consommateurs et producteurs. Dans la société marchande de classes, la classe des propriétaires défie celle des non-propriétaires de pouvoir subsister sans travailler. Elle lui enlève ses moyens de subsistance qu'elle lui rend en échange de sa subordination. Les classes ne demeurent pas toujours dans leur état premier antagoniste. Elles se forment en s'excluant, mais sans pouvoir se désolidariser. Elles sont au départ atta-



chées dans le même territoire par les mêmes ressources. Les classes peuvent être perméables, en continue formation, ou imperméables, fermées l'une à l'autre. Elles se complètent et s'excluent, provenant souvent de la différenciation d'un même corps social.

*Il faut ici aussi distinguer entre pouvoir et autorité.* Car le pouvoir de commander peut obtenir l'obéissance avec ou sans la contrainte. La séparation du travail et de la propriété contraint le travailleur à vendre sa force de travail pour obtenir ses moyens de subsistance. *La légitimité/autorité du capital économique dans la société capitaliste, son capital symbolique, sa réussite sociale, consiste à faire oublier le pouvoir de la contrainte qu'il suppose* (il contraint le travailleur à vendre sa force de travail pour subsister), *par le nouveau rapport qu'il permet d'établir entre le travail et les moyens de subsistance* grâce à ses conquêtes extérieures par lesquelles le capital étend ses marchés extérieurs qui irriguent en retour ses marchés intérieurs. Les sociétés guerrières de classes ont concentré la violence que l'industrie a pu multiplier pour la retourner contre le monde, les sociétés sans classes en particulier dont elles peuvent se soumettre alors les ressources. La séparation de départ du travail et de ses moyens de subsistance est surclassée par la nouvelle unité du travail et des moyens de subsistance que la classe capitaliste peut proposer au travail. Le rapport de force entre la classe capitaliste et la classe des travailleurs est comme surdéterminé par le rapport de force entre les classes capitalistes qu'établit leur compétition à l'échelle mondiale. La violence interne (lutte des classes) est tournée en violence externe (luttes interraciales/internationales) qui rapporte davantage aux deux classes. Le capital symbolique de la classe capitaliste exprime sa capacité à donner du travail à l'armée des travailleurs (que la division de classes a créé) et à lui assurer des conditions de vie distinctives. Il est le produit d'un certain succès dans la compétition internationale, jusque dans la confrontation guerrière par laquelle elle peut rappeler à l'armée des travailleurs sa condition et les avantages du succès et les désavantages de l'insuccès (l'échec de la compétition/lutte externe se retourne en compétition interne/lutte de classes).

Dans la société de subsistance, quand le don concerne un bien périssable, il tombe dans la consommation collective. Ce qui est en surplus chez l'individu est disponible à la consommation collective. Quand il s'agit d'un bien durable, il est comme le substitut de la personne qui donne. La chose donnée n'a pas besoin d'avoir un esprit comme dans l'animisme, elle rappelle une personne. L'objet parmi nous est comme la personne parmi nous. Elle est alors avec soi, elle fait partie de nous. Prêtée, elle doit être rendue à celui auquel elle tient. Quand il y a obligation morale de rendre, il s'agit alors d'entraide. « Un jour pour toi, un jour pour moi/lui »<sup>[3]</sup>. Le don est alors assimilé à un prêt, il concerne le surplus (travail) ou l'épargne de

précaution (bétail). On donne/prête un mouton à l'occasion d'un mariage dont on escompte le retour le jour du mariage de ses propres enfants. Le maçon immigré qui soumet sa participation à une touiza à la logique du donnant donnant<sup>[4]</sup> n'est ni compris par le village qui le prenait pour un de ses membres alors qu'il était désormais un individu séparé ni ne se comprend plus lui-même dans le village. Il ne se comporte plus comme un membre du village, mais comme un individu séparé qui veut être quitte avec le village après la touiza, chose que refuse le village : son tour pourrait venir, si la fortune le veut. Mais prêter c'est accepter le sort, c'est accepter que le prêt ne soit pas retourné par la contrainte. Il n'y a d'obligation que morale et à chacun selon ses capacités. Il y a bien dans la société de subsistance des échanges donnant-donnant, par exemple des choses que l'on a achetées au marché et dont l'échange se révèle profitable pour chacun. Telle une opération de permutation, mais le village ne vit pas de l'échange marchand, juste d'un échange extérieur qui ne décide pas du tout de ses rapports internes. Dans une telle société, on donne dans l'espoir d'un retour, mais qu'on laisse comme à la grâce de Dieu, c'est-à-dire dont on ne sait d'où il nous sera rendu ni quand ; on accorde un prêt qui peut tourner en don gracieux. *On ne prête en quelque sorte qu'à ceux à qui l'on peut donner.* L'objectif n'est pas d'accumuler du capital économique en séparant le travail de ses conditions de subsistance, mais du capital symbolique non convertible en capital économique qui serait produit par la séparation du travail et de la propriété.

*Il faut aussi distinguer entre la production de capital et sa distribution sociale.* La production et la distribution se déterminent, comme c'est le cas entre production et consommation, ce qui n'est pas consommé n'aura pas vocation à être reproduit. Mais il faut distinguer aussi entre un capital symbolique producteur de capital économique (on peut penser à l'entrepreneur de J. Schumpeter) et un capital économique qui participe de la production du capital symbolique (comme dirait K. Marx, le capital constant ne crée pas de valeur). Le capital symbolique ne peut pas être produit sans le capital économique, mais il y a une différence entre un capital symbolique qui produit du capital économique et un capital économique qui participe de la production du capital symbolique. Dans ce dernier cas, le capital économique ne doit son pouvoir qu'à la séparation du travail et du capital, son autorité qu'à son pouvoir (d'acheter du travail contraint de se vendre). Dans le premier cas, le capital symbolique doit son origine à autre chose que le capital économique, son autorité excède son pouvoir d'acheter, il fait participer. *Le capital symbolique est en quelque sorte comme la forme souche du capital : inséparable d'un capital concret, il ne peut pas se reproduire sans produire du capital concret.* Il dispose du « crédit » social nécessaire à la création d'un capital concret, crédit qui repose sur

une croyance vérifiée par l'expérience collective. Du reste dans le processus de différenciation sociale l'autorité est souvent à l'origine du pouvoir, on parlera alors de charisme (Max Weber). C'est l'autorité (charisme, capital symbolique) qui s'objective en institution, capital et dispositif, ou se les attache et les transcende<sup>[5]</sup>.

Ensuite de ce point de vue, on peut soutenir qu'une production importante de capital économique ne signifie pas automatiquement une certaine concentration de sa distribution, mais un capital symbolique important qui permet la mobilisation d'un crédit important auprès d'un capital économique qui peut être largement distribué. Le capital symbolique qui dotera le capital économique, autrement dit le crédit qui mobilisera le capital économique, sera d'autant plus important que ce dernier accusera une plus grande dispersion. Il traduira sa forte autorité sur les ressources disponibles, sa forte capacité de mobilisation du travail et de la propriété.

*Le colonialisme va introduire l'accumulation du capital économique sans pouvoir le doter du capital symbolique.* La période postcoloniale, après l'échec socialiste, échouera à enclencher un processus d'accumulation soutenue faute de n'avoir pas produit les autorités nécessaires à l'animation des différents champs de la production sociale. On n'a pas voulu partir de bas pour entrer dans les compétitions qui puissent produire ces autorités. On n'avait pas la confiance dans la société.

Avec la société marchande où la compétition semble générale et en mesure de produire une hiérarchie marchande, la logique du défi opère comme une logique de classement. Le défi consiste à produire plus, mieux et moins cher. La compétition établit une hiérarchie des mérites. Il faut alors accumuler du capital et pouvoir donner du travail. Donner prend une certaine coloration dans la société marchande où le donnant-donnant occupe le devant de la scène. L'acte ne concerne plus la dissipation d'un surplus surdéterminé par des puissances naturelles ou surnaturelles, mais la production et la distribution du travail et du capital par l'accumulation et l'usage d'un surplus produit par la division du travail, sa mécanisation et sa transformation en capital. *Donner désormais, ce n'est pas faire œuvre de charité, mais reproduire de l'unité du travail avec ses moyens de subsistance, c'est donner du travail à la société qui a été séparée de ses moyens de subsistance par la division du travail et/ou par la division de classes.* En fait c'est la société qui se donne du travail, collectivement plutôt qu'individuellement. Un peu à la manière de la société de subsistance qui se donnait son surplus<sup>[6]</sup>, la société marchande des égaux se donne du travail, plus précisément une répartition équitable du pouvoir d'agir qui était présumée dans l'égalité condition globale de la société de subsistance. La société de classes refusant une telle répartition et se caractérisant par l'asymétrie de pouvoir entre propriétaires et non-propriétaires.

Suite en page 10



# Le capital symbolique, vérité du capital<sup>[1]</sup>

Suite de la page 9

Mais là encore, lors de la transformation de la société de subsistance en société d'abondance, la compétition marchande n'a pas besoin d'être générale, concerner toute chose et en tout temps, et elle n'a nul besoin de fabriquer des hiérarchies héréditaires que l'histoire ne lui a pas léguées. Elle a besoin d'objectifs collectifs explicites pour constituer un milieu solidaire et innovateur. La machine sociale qu'il s'agit de monter doit s'efforcer de séparer le capital (travail mort) du travail (capital vivant), autrement dit différencier ses différentes formes de capitaux, mais pour porter leur coopération comme au plus haut point. La capacité d'accumulation et de conversion du capital en travail et inversement, étant l'indice de performance sociale et économique de la machine sociale. La polarisation actuelle du marché du travail, l'accumulation du capital sous l'effet des nouvelles technologies et de la compétition internationale, produisent des *bullshit jobs*<sup>[2]</sup> (tel le travail domestique salarié) pour le travail déclassé par les machines et du travail valorisé par les machines à une minorité riche en capital humain.

Ce que nous pouvons constater dans notre passé colonial et postcolonial, c'est que le capital économique n'a pas été doté d'un capital symbolique, d'une reconnaissance sociale. Le capital économique colonial s'est formé avec l'expropriation de la société indigène sans lui donner de nouveaux moyens de subsistance qui aurait valu reconnaissance au capital. Le rapport de force (la séparation du travail de ses conditions de subsistance) ne s'est pas transformé en rapport de sens<sup>[3]</sup> (n'a pas donné un nouveau rapport du travail et de ses conditions de subsistance). *Le capital symbolique est l'essence du capital*, il concerne toutes les formes de capitaux, tous les champs de compétition, mais concerne distinctement chaque forme de capital, chaque champ d'activité, dans le sens où il entraîne la formation d'un capital et son accumulation en même temps qu'il le légitime. À la fois immanent et transcendant à un champ. Il est celui que reconnaît la société, il est l'autorité que confère un certain charisme, bref, il autorise un pouvoir de commander à la mobilisation de ressources éparses à travers la formation d'un corps. *La réussite économique légitime produit du capital symbolique dans le champ économique que l'on pourra appeler pouvoir de commander dans un champ particulier*. À ce pouvoir de commander autorisé par la société peut être adjoind un capital concret, comme la propriété d'un capital économique. Mais une telle autorité n'a pas besoin de la propriété d'un tel capital, sa capacité de mobilisation d'un tel capital n'en dépendant pas. En bon entrepreneur, il peut mobiliser le capital des autres. Le signe de la réussite dans une société où la propriété privée exclusive est érigée en règle de droit fondamental, la réussite du point de vue du plus grand nombre est sanctionnée par la possession d'une propriété privée conséquente, puisque la capacité d'agir dépend d'une telle propriété.

Lorsqu'un capital accumulé ne reçoit pas la reconnaissance sociale d'une réussite, autrement dit n'est pas doté d'un capital symbolique, on peut dire que ce capital est usurpé, a été arraché par la force ou par des moyens illicites. Pour subsister, il va devoir acquérir une nouvelle légitimité que lui accordera sa capacité de mobiliser le travail.

Une partie du travail peut être mobilisée par la contrainte, il s'agit du travail d'exécution, il peut aussi être confié à des machines lorsqu'il ne s'agit pas de services à la personne. La partie qualifiée du travail dont le capital se dispute l'emploi et dont dépendent le progrès et l'innovation ne peut pas être mobilisée par la contrainte. Voilà pourquoi les régimes autoritaires, qui abusent de l'autorité, sont destinés à exporter leur capital humain, le capital symbolique faisant défaut pour le mobiliser. Les salaires obtenus par les dirigeants des grands groupes renvoient à la concurrence que se font les grands groupes pour les employer. Ceux qui sont prêts à les employer au prix le plus élevé sont ceux qui peuvent obtenir d'eux plus que les autres et plus qu'ils ne leur donnent. Et comme on ne peut empêcher une telle concurrence à moins de vouloir la fausser et d'en assumer les conséquences régressives, la solution au problème des salaires extravagants renvoie au comportement redistributif de la société (impôt) et de l'individu (dons). L'État prélève l'impôt ou l'individu redonne à la société (fondation) ce qu'il a reçu du marché.

## SORTIE VIOLENTE ET NON VIOLENTE DE L'ÉCONOMIE DE SUBSISTANCE

Dans la société de subsistance, une partie du surplus était échangée sur le marché. C'est par ce biais que va s'effectuer l'intégration du travail indépendant au marché. Les échanges con-



cernaient alors des produits artisanaux, du bétail ou des produits complémentaires de régions différentes, comme les céréales contre les produits de l'arboriculture entre les plaines et les montagnes. Il faut se rappeler que le marché fut d'abord intertribal et interrégional. Il deviendra bientôt international. Le marché met en présence des étrangers, des individus séparés qui ne se doivent rien, sinon de partager un intérêt à un échange donnant-donnant. On peut aussi rappeler que les marchands locaux étaient aussi comme des étrangers. L'économie de marché est une économie du donnant-donnant qui opère entre des étrangers et solde leurs échanges. Pas de rapports autres qui puissent compter que la transaction effectuée. Les co-changistes sont quittes, ils ne se devaient rien avant l'échange, rien après. Contrairement à la société du don et du contre-don différé qui fonctionne entre familiers où des habitudes ordonnent les comportements et où les échanges ne mettent pas en présence de longues chaînes de producteurs. Mais surtout où les familiers se doivent tout ou presque. Ils se doivent assistance face au danger, face à l'étranger. Le marché où ils se rendent n'est pas sans règles, mais pas sans rixes non plus.

C'est le désir des marchandises étrangères, le désir de la société d'abondance, qui va conduire la société de subsistance à son intégration au marché mondial, comme ce fut le désir/besoin de marchandises d'autres tribus/régions qui les faisait porter leur surplus au marché local. C'est ce désir qui va conduire la société à vouloir réserver certains de ses produits au marché, puis à la spécialisation, à l'introduction en son sein de la division du travail, à la dissociation de l'économie de marché de la société du don et du contre-don différé. C'est ce désir qui va pousser le producteur à renoncer à l'autonomie de l'économie de subsistance pour entrer dans la dépendance de l'économie d'abondance et sa multitude de producteurs. En manifestant des désirs pour des produits qu'il ne peut pas produire par lui-même, le producteur manifeste le désir d'entrer dans un collectif qui lui permette d'obtenir en échange du produit de son travail le produit de leurs travaux. Il ne pourra plus trouver son autonomie que dans une autre collective. La question se pose alors de savoir dans quel collectif de producteurs il va entrer et pour quels échanges ? Aura-t-il le choix de son collectif, la conscience de la manière dont il en fera et pourra faire part ? Ou son entrée dans l'économie d'abondance, dans l'interdépendance, se fera aux dépens de lui-même et de ses ressources ? Pour créer une dépendance asymétrique et poursuivre sa dépossession ?

## LE MARCHÉ COLONIAL DÉTRUISAIT LA SOCIÉTÉ, LE MARCHÉ POSTCOLONIAL A PRIS LE RELAI

*L'acquisition en vue de la distinction ostentatoire va s'imposer à la société colonisée incapable de faire corps face à l'intrusion des marchandises étrangères*. Elle ne pourra pas entrer en compétition avec la production étrangère et dire un mien vaut mieux que le tien. Ce nouveau penchant à l'échange (A. Smith) ne va pas accroître la puissance productive du corps social, la puissance des collectifs. La production sera tournée contre la société et la distinction suivra la pente de la consommation. Ce passage de la société de subsistance à la société d'abondance ne va pas préserver l'unité du travail et de ses con-

ditions de subsistance sur la nouvelle échelle de production et de consommation. Les nouveaux producteurs marchands ne pourront pas continuer à se penser comme société distinguant les échanges les leurs et les échanges avec les autres. Les marchandises étrangères qu'ils achèteront n'accroîtront pas leurs échanges internes et la vente de leurs marchandises à l'étranger, elles auront l'effet contraire, elles favoriseront la création destructrice de la production et de l'emploi plutôt que la destruction créatrice (J. Schumpeter), la consommation et non la production. Ils ne réussiront pas à offrir et à recevoir toujours davantage d'eux-mêmes et des étrangers.

En d'autres termes, quels sont les rapports qu'entretiennent les marchands entre eux et le reste du monde, quel type de société vont-ils être en mesure de constituer ? Vont-ils se considérer comme des étrangers les uns aux autres dans une jungle manipulant une bureaucratie comme faire se peut, ou construiront-ils leur marché, séparant ce qu'ils acceptent de vendre et d'acheter, de produire et d'importer, et ce qu'ils n'acceptent pas selon de nouvelles habitudes et nouveaux engagements ? *Quels collectifs réussiront-ils à former pour interagir avec le monde auquel la société d'abondance les destine désormais ?* Il y a les sociétés qui crient leur préférence pour leurs marchandises nationales, mais la pratiquent peu, et d'autres sociétés qui la pratiquent pleinement, mais n'en disent peu. Car tout commence à partir de là : *dans l'économie d'abondance, seules les sociétés qui préfèrent leurs produits aux produits étrangers et sont en mesure de les faire préférer au monde peuvent accumuler*. Seules ces sociétés gardent de l'ancienne société d'autoconsommation, en termes de pouvoir d'achat, l'unité de la production et de la consommation.

## LE CALCUL NE S'OPPOSE PAS AU DON, IL LE COMPLÈTE

Il n'y a pas de révolution symbolique<sup>[4]</sup> nécessaire pour passer de l'économie de subsistance à l'économie d'abondance. Le don contient l'échange, l'économie du don contient l'économie du donnant-donnant et inversement. L'économie de marché introduit de la discontinuité dans le don qui n'apparaît plus pour ce qu'il était. *On peut dire que le don est un crédit au futur pour une société qui croit dans l'avenir et prohibe l'usure*. Et cela de manière générale. L'« économie de la bonne foi » (P. Bourdieu) n'est pas chassée par le calcul froid et égoïste qui n'est une « économie de la mauvaise foi » que dans la mesure où le calcul exclut le don. Elle a désormais besoin de dispositifs de calculs complexes<sup>[5]</sup> pour subsister. La confiance reste indispensable au développement des transactions et à la réduction de leurs coûts.

A suivre...

DERGUINI Arezki

\* Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

## Notes :

- [1] Ou la noblesse ne s'hérite pas, pour paraphraser le professeur A. Benachenhou. Suite de l'article « Où placer notre fierté ? »
- [2] Je parlerai indifféremment de capital symbolique, d'autorité et de charisme. Le capital symbolique est l'autorité attachée à tout capital. Pour Pierre BOURDIEU, « Le capital symbolique englobe les autres formes de capital (économique, social et culturel), lorsqu'elles sont perçues de l'extérieur et reconnues comme légitimes : « J'appelle capital symbolique n'importe quelle espèce de capital (économique, culturel, scolaire ou social) lorsqu'elle est perçue selon des catégories de perception, des principes de vision et de division, des systèmes de classement, des schèmes classificatoires, des schèmes cognitifs, qui sont, au moins pour une part, le produit de l'incorporation des structures objectives du champ considéré, c-à-d de la structure de la distribution du capital dans le champ considéré. » (Raisons pratiques, Seuil, 1994, p.161.) Il détermine la position sociale des individus dans la société. Ainsi, le capital symbolique se traduit par le prestige, l'honneur ou la reconnaissance de l'individu. » Source Wikipédia.
- [3] J'ai été surpris par le fait que dans notre langage doula (daoula) signifiait le tour. Chacun son tour, ordre, réciprocité, c'est ce que pouvait signifier dans notre société de subsistance sans État, le germe de l'État, l'état de droit.
- [4] Pierre Bourdieu. *Le sens pratique*. Éd. de Minuit. Paris. 1980, pp. 194-195.
- [5] Je suis ici sur la « piste » de la quotidiennisation du charisme de Max Weber. C'est le comportement du leader qui se transforme en tradition, ce sont ses « armes » qui se transforment en capital.
- [6] Avec la crise du coronavirus, on découvre que la société marchande peut être une société de subsistance, les échanges extérieurs pouvant être réduits à leur maximum, la recherche du profit cessant d'être la règle qui devient celle de préserver son capital et sa subsistance.
- [7] David Graeber, Elise Roy. *Bullshit jobs*. Les Liens Qui Libèrent. 2018.
- [8] Bourdieu a fait porter une insistance de plus en plus grande sur le mixte de reconnaissance et de méconnaissance à l'œuvre en général dans les champs sociaux et, en particulier, dans la production et la reproduction du capital symbolique, « produit de la transfiguration d'un rapport de force en rapport de sens ». Voir Bourdieu. *Méditations pascaliennes*, 1997, pp. 283-288
- [9] Notons ici que l'État s'est substitué à la société pour définir les produits étrangers qu'il fallait adopter de ceux qu'il fallait proscrire. Il se devait de corriger une défaillance dans le cas où elle advenait, mais il ne devait pas se substituer durablement à la société. On constate aujourd'hui de ce que cela a coûté à la société.
- [10] P. Bourdieu. *Méditations pascaliennes*, p. 282. Seuil. 1997, 2003.
- [11] Michel Callon. *L'emprise des marchés. Comprendre leur fonctionnement pour pouvoir les changer*. La Découverte. 2017.



# Le mythe de la reconquête dans le discours d'Eric Zemmour et ses apories

Par Emmanuel Alcaraz\*

**L**e pape a donné à cette « guerre sainte » le même statut que les croisades. Celles-ci étaient un pèlerinage armé des chrétiens latins pour reprendre aux musulmans et conserver le Saint Sépulcre, censé, selon leurs croyances, abriter le tombeau du Christ, à Jérusalem. Ces croisades ont abouti à la fondation des États latins d'Orient ayant duré jusqu'à la prise de Saint Jean d'Acre en 1291 par les musulmans.

L'allusion à la reconquête d'Eric Zemmour fait ici référence à la volonté de faire cesser le « grand remplacement », expression de Renaud Camus, liée à des conceptions ethnicistes de la nation exprimant une crainte en France à l'égard de l'immigration extra-européenne. Le

« grand remplacement » est en fait une expression empruntée à l'extrême-droite, au moment de l'affaire Dreyfus (1894-1906), qui stigmatisait les Juifs au sein de la nation française. Plus spécifiquement, l'identité de la France dans la rhétorique « zemmourienne » serait menacée par les immigrés musulmans sans cesse plus nombreux représentant un danger pour la paix publique, islam et islam radical étant équivalents dans ce discours populiste qui n'a aucun fondement scientifique.

D'où vient une telle essentialisation des immigrés et des musulmans ? Comment expliquer que Eric Zemmour soit devenu le fils qu'aurait rêvé d'avoir Jean-Marie Le Pen pour lui succéder à la tête de son mouvement ? L'hypothèse la plus probable ne serait-elle pas la blessure narcissique de la perte de l'Algérie française et plus globalement la perte des colonies de la République impériale ? Jean-Marie Le Pen est né en politique au moment de la guerre d'Algérie. Il a fondé différents mouvements pour défendre l'Algérie française. L'extrême-droite se revendiquait déjà de ce mythe de la croisade pour conserver l'Algérie à la France en se revendiquant de la figure de Jeanne d'Arc liée dès le XVe siècle à un imaginaire eschatologique de la guerre sainte comme l'a montré Colette Beaune. En 1957, les traditionalistes catholiques fondaient l'Alliance Jeanne d'Arc, sous le patronage du général Weygand, pour maintenir la souveraineté française en Algérie. En organisant ses rassemblements à Alger, lors de la journée des barricades en janvier 1960, le Front national français défilait en uniforme phalangiste aux pieds de la statue équestre de Jeanne d'Arc brandissant la croix, qui se trouvait à Alger devant la Grande Poste. Oran avait également une telle statue devant la cathédrale du Sacré-cœur, aujourd'hui une bibliothèque municipale. Ces statues ont été transférées en France à l'indépendance.

Ces activistes d'extrême-droite arboraient les symboles de la Reconquista espagnole, le joug et les flèches, emblème d'Isabelle de Castille et de Ferdinand d'Aragon qui avaient achevé de chasser les musulmans d'Espagne, symboles qui ont été repris par la phalange espagnole franquiste, une organisation fasciste dans l'Espagne de Franco, qui avait des admirateurs chez les Européens d'Algérie dont beaucoup étaient originaires de la péninsule ibérique.

Une telle manifestation a sans nul doute marqué Jean-Marie Le Pen qui s'en est souvenu pour créer sa fête de Jeanne d'Arc, le 1er mai, pour rivaliser avec celle du mouvement ouvrier alors que, depuis 1920, la fête officielle de la patrie dédiée à Jeanne dans le calendrier des commémorations officielles françaises est le deuxiè-

Zemmour vient de donner pour nom à son mouvement politique Reconquête.

Il s'agit bien sûr d'une allusion à peine voilée à la *Reconquista* ayant eu lieu en Espagne où les royaumes chrétiens du Nord de l'Espagne ont opéré une reconquête pour chasser les musulmans de la péninsule ibérique, ce qui s'est achevé en 1492 avec la chute de l'émirat nasride de Grenade.

me dimanche de mai pour célébrer la prise d'Orléans en 1429 qui était occupée par les Anglais. Ce mythe de la croisade se retrouve dans tous les courants d'extrême-droite des royalistes aux adeptes du paganisme comme Dominique Venner. Seul l'ennemi change. La croisade contre le bolchevisme avait surtout leur préférence même si les militants de l'organisation d'extrême-droite Europe-Action, dirigée par Venner, la mâtinait de racisme anti-arabe dans les années 1960. François Duprat qui militait au Front national de Jean-Marie Le Pen dans les années 1970 lui substitue l'idée d'une croisade contre les ennemis intérieurs que seraient les immigrés. Cette thématique est approfondie par le dirigeant du Front National Jean-Pierre Stirbois et les idéologues du club de l'Horloge, ce qui a permis au Front national d'obtenir ses succès électoraux à partir des années 1980. Avec la menace terroriste, à partir des années 2000, les musulmans ont pris le relais des immigrés dans la logique de ce discours d'extrême-droite sans cesse en quête de son ennemi intérieur et de son bouc-émissaire.

C'est sur ce « fond de commerce » dans un contexte de sentiment d'abaissement de la France dans le contexte de la mondialisation et d'angoisse identitaire que surfe le journaliste et aujourd'hui candidat aux présidentielles Eric Zemmour, le tout assaisonné d'une crainte fantasmagique de perte de virilité du mâle blanc associée à une volonté de cantonner les femmes à des fonctions subalternes. Zemmour se met en scène comme l'héritier des chevaliers chrétiens voulant bouter les musulmans hors de France. Grand paradoxe de la part de ce descendant des Juifs d'Algérie qui s'étaient vus retirer leur citoyenneté française par le régime de Vichy, celui même qui faisait une confusion entre le culte de Jeanne d'Arc, sainte de la patrie et celui du maréchal Pétain dont Eric Zemmour a entrepris la réhabilitation. Eric Zemmour a-t-il oublié d'où il vient et qu'il ne sera jamais totalement accepté par cette extrême droite ? L'auteur du « détail de l'histoire », condamné pour contestation de crime contre l'humanité, Jean-Marie Le Pen disait d'ailleurs que si Eric est un ami avec qui il partage beaucoup, il ne le voyait pas comme président mais comme un polémiste tirant ses flèches sur les ennemis intérieurs de la France. Affaire de génération, me rétorquerez-vous. En 2017, Marine Le Pen, qui a beau jeu de se présenter comme le rempart des Français de confession juive contre le terrorisme, déclarait que la France n'était pas responsable de la rafle du Vel d'Hiv en 1942, ce qui est faux comme les recherches historiques sérieuses le montrent...

Le président Chirac a officiellement reconnu la responsabilité de la France pour ce crime en 1995. Il ne s'agit pas de renvoyer Eric Zemmour à sa judéité, lui qui se considère comme un Français de confession juive, obsédé par l'assimilation. C'est son droit. Il n'empêche qu'il est curieux de la part de ce monsieur d'afficher une telle proximité avec l'extrême-droite française qui, depuis l'affaire Dreyfus, n'a pas exprimé un fol amour pour les Juifs de France. Quand j'entends parler Henry de Lesquen, membre fondateur du club de l'Horloge d'Eric Zemmour, je me dis que l'extrême-droite française n'a pas rompu avec cette tradition. On ne saurait que con-



seiller à notre compatriote algérien Eric Zemmour comme l'a si bien dit Kamel Daoud de lire le livre, préfacé par Edwy Plenel, Jeanne, de guerre lasse du philosophe Daniel Bensaid, dont la famille était originaire d'Oran. Il pourrait alors comprendre que Jeanne, à qui il voue un culte dans son livre le suicide français, n'est pas un lieu de mémoire de l'extrême-droite, mais bien une héroïne féminine universelle de la résistance populaire contre toute forme d'oppression, tout comme Lallah Fatma N'Soumer est la Jeanne des Algériens comme l'a si bien dit Louis Massignon.

Rappelons à Eric Zemmour que lors de la première croisade aboutissant à la prise de Jérusalem en 1099 par les chevaliers chrétiens conduits par Godefroy de Bouillon, des milliers de Juifs, de musulmans et de chrétiens d'Orient ont été massacrés indistinctement, qu'après l'achèvement de la *Reconquista*, Isabelle de Castille et Ferdinand d'Aragon ont expulsé les Juifs d'Espagne et que la nouvelle Espagne catholique adoptait au XVIe siècle les statuts dits de pureté du sang (*limpieza de sangre*), d'où l'urgence aujourd'hui de sortir pour cette campagne présidentielle française des usages populistes du passé,

des fausses guerres de mémoire et des fausses guerres identitaires pour revenir à l'histoire et célébrer ce qui réunit les Français et leur vaut l'admiration du monde entier, les valeurs de la République française ayant influencé des textes majeurs comme la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les Français déçoivent d'autant plus lorsqu'ils n'appliquent pas ces principes fondamentaux, eux qui ont été les premiers à dire que l'homme le plus puissant du monde était l'égal du plus humble. Au nom de ces principes, la France a une tradition d'hospitalité vis-à-vis des étrangers. Ce n'est pas en stigmatisant les immigrés et les musulmans comme le fait le chef de Reconquête que la France pourra renouer avec sa grandeur. L'antipatrie n'existe pas, nous sommes tous des humains et nous devons tous vivre et lutter ensemble. Le comprenant un peu tardivement, le philosophe espagnol Miguel de Unamuno avait tenté de l'expliquer aux phalangistes espagnols dans son discours de Salamanque en 1936 en pleine guerre civile espagnole.

\*Docteur en histoire et agrégé d'histoire géographique. Il vient de publier *Histoire de l'Algérie et de ses mémoires des origines au hirak* publié chez Karthala.

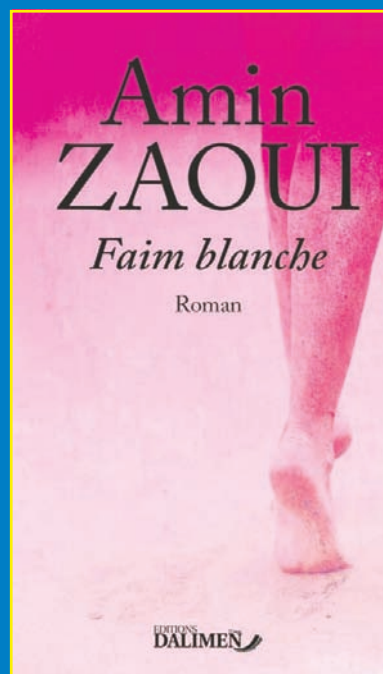


médiatic

Par Belkacem  
Ahcene-Djaballah  
**Livres**



# ASSOIFÉES D'AMOUR



**FAIM BLANCHE.**  
Roman de Amin Zaoui.  
Editions Dalimen, Alger 2021.  
197 pages, 1.000 dinars

C'est une histoire vraiment compliquée que celle rapportée par Amin Zaoui. Il est vrai qu'il nous y avait habitués. Compliquée certes comme les personnages du roman, mais porteuse de moult significations et de leçons.

Tout d'abord, c'est la description de l'intérieur d'une société (à partir des années 60) en (r)évolution très rapide, que les adultes n'arrivaient plus, ou pas, à suivre. Encore moins les «responsables» politiques engagés dans des idéologies autoritaristes, allant contre la quasi-totalité des libertés et ne comprenant rien aux nouvelles conditions humaines, surtout celles de la jeunesse.

Ensuite, il y a la rencontre (à l'université d'Oran) de Taous («Tao»), une jeune fille, assez tôt orpheline de père, rebelle et iconoclaste, habitée par un esprit de feu et qui venait de quitter son village, Al Malha. Elle veut être juge ou avocate car, après avoir vu lors de son enfance, «dans un monde perdu dans la démente quotidienneté», survivant avec difficultés, grâce à la «faim blanche», mille et une injustices, elle voulait les réparer. Rencontre avec Mustapha Bouzadi, né à Béni-Saf (la ville de Jean Sénac), dit Ouled El Marrouki (un surnom et une origine qui lui causeront pas mal de problèmes après la «Marche verte» au Sahara occidental, qui avait vu, par mesure de rétorsion, l'expulsion de milliers de Marocains installés en Algérie et dont certains comme le père ont été de vaillants

moudjahidine), jeune, beau, brillant... mais un peu trop porté sur les joints.

Elle lui offre sa virginité. Il la prendra... Un choc poignant, un coup qui illumine, qui libère, mais aussi une révélation commun sur des choix de vie différents, si originaux, si décidés, ne correspondant aucunement à ce qui se pratiquait ou s'imposait officiellement qu'on assistera à la fin, sans que l'auteur ne l'indique avec précision, à un terrible gâchis dans un monde «trouble, cruel, d'amour et de haine, d'espoir et de résistance»... dont on en paye, encore, les conséquences et le prix aujourd'hui encore... l'islamisme arrivant en douce et s'imposant avec violence durant les années 90, n'arrangeant pas les choses.

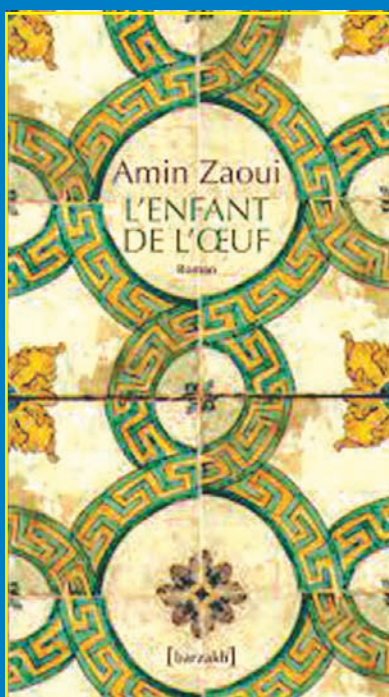
**L'Auteur :** Il n'est plus à présenter. Professeur de littérature moderne (Université d'Alger), ancien directeur de la Bibliothèque nationale (Alger, auteur - bilingue : français, arabe - de plusieurs romans (arabe et français) traduits en plusieurs langues, chroniqueur de presse : «Liberté», «The Independent» (Londres)

**Extraits :** «Par sa simplicité et sa discrétion, le cimetière juif nous apprend comment aimer la vie en ce bas-monde. Le cimetière chrétien par la parfaite organisation architecturale, la quiétude régnant sur ses résidents, les fleurs de toutes sortes qui pous-

sent sur les tombes et les beaux textes gravés sur les pierres tombales, nous apprend à aimer la mort comme une vie éternelle ! Le cimetière musulman par le chaos qui y règne nous apprend à détester la vie de ce bas-monde et à préférer en contrepartie la vie de l'au-delà où tout est permis, femmes, vins, or et confort» (p 117), «L'Histoire de l'humanité ne conserve dans sa mémoire universelle que les noms de ceux qui ont fait du bien et ont accompli le beau» (p139)

**Avis** Un roman à l'écriture qui peut déranger, mais comme elle est audacieuse, osée et mordante (comme toujours chez Zaoui, une œuvre captivante... dans laquelle la vision philo n'est pas loin.

**Citations :** «Les larmes trahissent, les hommes et les femmes aussi» (p11), «Raconter, c'est se libérer et libérer l'auditeur. La parole est un tapis volant qui nous porte vers les horizons ouverts sur le rêve» (p13), «Enfant, je rêvais de devenir avocate ou juge. Le rêve de tous les damnés du monde» (p35), «L'homme n'est qu'une histoire. La femme aime l'histoire de l'homme avant l'homme lui-même ! Les hommes, parce qu'ils ne sont pas fidèles, partiront un jour ou un autre, mais leurs histoires demeureront pour l'éternité» (p43), «Seule la femme est capable d'effacer l'image d'une ville de la mémoire d'un homme» (p 61)



**L'ENFANT DE L'ŒUF.**  
Roman de Amin Zaoui. Editions Barzakh, Alger 2017. 700 dinars, 232 pages (Fiche déjà publiée. Pour rappel)

Un roman écrit à deux voix. Celle de Moul (diminutif de Mouloud), l'humain, ou tout du moins ce qui en reste ; celle de Harys (qui aurait préféré être appelé Quitmir), le caniche de compagnie (ou d'infortune). Deux «orphelins» de la société.

Moul vit seul, son épouse Farida l'ayant quitté, sa belle-mère Sultana dont il était l'amant décédée sans avertir, sa fille unique étant partie vivre sa vie ailleurs, un homme à l'aise matériellement mais déjà plus jeune, certes pas encore vieux, la cinquantaine encore assez verte, malgré la sédentarité, la cigarette et le whisky à gogo, et au vu de ses exploits amoureux avec la réfugiée syrienne du dessous (sensuelle et bouleversée par la guerre, donc fragile) ou la vétérinaire... célibataire, soignant son chien.

Moul vit seul donc, se contentant de lire (la presse et les livres), d'observer les autres (de son appartement dominant les rues grouillantes de monde d'Alger), de chanter Cheikha Remiti ou Jacques Brel... et de parler à son chien... un animal presque humain.

Un homme et son chien. Le premier incapable de s'attacher à un autre être humain et le second vivant au rythme des besoins et des sentiments de son maître... et ayant, lui aussi, des penchants de jouisseur... aimant les chiennes de la véto, le chocolat noir... et urinant avec plaisir sur les Unes des journaux (surtout celles arborant des por-

traits de politiciens) lui servant de litière.

Un duo ? Un trio ? Un quatuor ? En tout cas, un groupe bancal, cacophonique, parsemé de passions et de déprimés, de joies tranquilles et de tristesses dans un univers plein d'hypocrisie, d'intolérance, de voisins voyeurs, de mensonges et de haines souvent sans raison.

Un univers qui ne tarde pas à s'écrouler lentement mais sûrement. Lara, la Syrienne chrétienne (qui était obligée de cacher sa croix en Algérie), part au Canada ; Farida, l'épouse, toujours amoureuse, meurt au loin d'un cancer des deux seins et Tanila la fille unique décède dans un accident... Quand à la vétérinaire, elle en a marre de ses animaux et cherche un homme de compagnie. Harys, ne tarde pas à mourir... et Moul, désormais réellement bien seul, se retrouve.. Où ??? Devinette... à 700 dinars !

L'Auteur : Lire plus haut

**Extraits :** «Dès qu'il commence à pleuvoir, j' imagine Dieu dans ses cieux en train de pisser sur nous ou de pleurer à cause des bêtises humaines commises sur cette terre : les guerres, les haines, les infidélités» (p 34), «Les hommes sont des arriérés mentaux, il leur faut beaucoup d'années pour atteindre la sagesse. Et, quand la sagesse humaine se présente, elle arrive souvent accompagnée d'hypocrisie religieuse» (p 36), «Les hommes fournissent beaucoup d'efforts afin de

dissimuler les soupirs dus à leurs souffrances. Ces mêmes hommes font du bruit en mangeant, la bouche ouverte» (p 80)

**Avis** Assez originale comme écriture... au style difficile à saisir au départ mais prenante par la suite. Toute l'histoire de la solitude. Triste mais émouvant. Et, un auteur toujours sévère (une critique faite de «piques» que je trouve «objective» car franche et lucide) à l'endroit de sa société

**Citations :** «Nous sommes dans un pays où l'islam est religion d'Etat et le vendredi un jour sacré. Le jour du couscous pour les grand-mères, de la grande prière pour les croyants et les politiciens hypocrites» (p 11), «Le plaisir de chier n'a égal que celui de l'orgasme» (p 40), «Je déteste les guerres et je vénère la mort des braves. Il n'y a pas de bonne guerre, toutes les guerres sont sales même si celles qui sont justes, même celles dites saintes» (p 156), «Ce sont les inconnus qui construisent l'Histoire pour les grands ou pour ceux qui deviennent grands» (p 157), «La morale n'est pas dans les institutions, elle est dans la culture, dans le niveau de la civilisation» (p 194), «C'est facile de trouver un trou de souris pour y vivre, mais pour tomber sur un vrai cœur chaleureux, il faut faire sept fois le tour du monde» (p 216), «La vieillesse commence par la perte du miel du rêve» (p224)



<<On avait rencontré Kadhafi et loué à l'armée russe des Antonov 124>>

## Comment le Dakar a appris à gérer en secret la menace terroriste

RÉCIT - L'ouverture d'une enquête après l'explosion d'un véhicule a fait ressurgir le spectre de la menace terroriste avec laquelle le plus célèbre rallye-raid a dû longtemps composer.



LE FIGARO

**E**n débarquant sur le sol saoudien il y a trois ans, les organisateurs du Dakar ne pensaient pas devoir gérer une nouvelle fois la menace terroriste. En évitant un retour sur son terrain de jeu originel, l'Afrique et ses territoires traversés soumis aux guérillas après onze éditions passées en Amérique du sud, le rallye-raid avait reçu la garantie des autorités saoudiennes sur la question de la sécurité. «Il n'y aura aucun problème de ce côté-là. Les bivouacs bénéficieront de la sécurité des aéroports proches du campement. Quand nous préparions le Dakar en Afrique, en Mauritanie, nous partions toujours en reconnaissances avec des militaires. En Arabie saoudite, nous n'en avons jamais eu besoin ! On dormait à la belle étoile tous les soirs et nous n'avons jamais rencontré le moindre souci», avait confié en 2019 au Figaro David Castera, le patron de l'épreuve juste avant de révéler le déménagement au Moyen-Orient.

Le spectre du terrorisme s'est pourtant de nouveau invité cette année en Arabie saoudite avec l'explosion du véhicule piloté par Philippe Boudron en marge du départ le 30 décembre. Grièvement blessé aux jambes, le concurrent rapatrié en France est sorti du coma, a annoncé sa famille. Le parquet national antiterroriste a ouvert une enquête à Paris pour «tentative d'assassinats en relation avec une entreprise terroriste».

Depuis sa création en 1979 et jusqu'en 2007, l'épreuve vivait avec la menace permanente d'un incident ou d'une attaque liée aux conflits armés en Afrique (voir en bas d'article la liste des menaces au fil des années). Deux personnes ont d'ailleurs trouvé la mort dans ce contexte tendu. Charles Cabannes, pilote français d'un camion d'assistance Citroën, avait été tué par balles en 1991 au Mali lors de la 9e étape. Les auteurs n'ont jamais été identifiés même si un lien avec le conflit entre l'armée malienne et les Touaregs avait été fortement suspecté. Cinq ans plus tard, au Maroc, Laurent Guéguen

avait péri après l'explosion d'une mine posée par l'armée marocaine qui avait détruit son camion Mercedes lors de la traversée d'une zone disputée entre le Maroc et le Front Polisario.

Avant ces deux drames, la course avait été confrontée à de nombreuses alertes, poussant la direction de l'épreuve à une collaboration étroite et permanente avec le Quai d'Orsay. Avant de passer le relais à David Castera en 2019 à la tête du rallye-raid, Étienne Lavigne avait longuement évoqué pour le Figaro la question épineuse de la sécurité de la caravane se faisant plus prégnante à la fin de siècle dernier. «Avant les années 2000, nous avions déjà reçu des menaces de Mokhtar Belmokhtar, chef islamiste au Tchad. Avec quatre pick-up, 200 litres de gasoil, 15 kalachnikovs et trois chèvres, il tenait l'économie du nord du Mali en contrôlant le trafic d'armes et de cigarettes», avait confié l'ancien dirigeant qui affiche un CV de baroudeur.

Ancien volontaire en Afghanistan, il avait éteint sa soif d'aventure en transportant des fonds de grandes entreprises privées, via des filières de financement, destinées à la résistance afghane. Des missions qui le menaient jusqu'à Peshawar, au Pakistan, avant d'être pris en charge pour un périple dans les montagnes par les hommes du commandant Massoud, figure iconique de la résistance lâchement assassinée en 2001. Ce Normand, formé ensuite à Coëtquidan puis intégré à l'infanterie de marine, avait le profil idéal pour diriger le Dakar, ce qu'il a fait avec un certain brio pendant quinze ans.

Car orchestrer le plus grand rallye-raid de la planète est une chose. Le préparer en amont en entrant en contact avec les chefs locaux et les rebelles avec qui il fallait négocier pour s'assurer d'avoir un droit de passage sans risque d'être inquiété en est une autre. «Je me suis longtemps occupé des relations avec les pays hôtes. Je connaissais bien le général Aziz, le président de Mauritanie qui a pris le pouvoir de manière... un peu énergique. Nous avons passé de longues nuits à négocier avec lui. Il fallait payer les services des États qui nous garantissaient la sécurité mais mobiliser 12000 Mauritaniens était quelque chose de très compliqué. Il fallait

aussi être en connexion directe avec les représentants du Front Polisario (mouvement politique et armé du Sahara occidental, NDLR), les rebelles touaregs...», avait décrit le dirigeant qui avait aussi tenu à tordre le cou à une légende tenace : «Nous ne négocions pas avec des mallettes pleines de dollars.»

**En 2000, au Niger, ce fut au tour d'al-Qaïda de nous menacer en bloquant l'accès au pays**  
Étienne Lavigne

Cette double casquette, Étienne Lavigne l'a assumée avec diplomatie, une main de fer glissée dans un gant de velours. Mais au fil des années, les menaces ont été de plus en plus fortes et inquiétantes, la situation du continent ne cessant de se dégrader. «En 2000, au Niger, ce fut au tour d'al-Qaïda de nous menacer en bloquant l'accès au pays», obligeant l'organisation à assurer un pont aérien entre Niamey (Niger) et Sabah (Libye) pour survoler le pays : «Nous avions rencontré Kadhafi et loué à l'armée russe des Antonov 124, les plus gros porteurs au monde pour transporter l'intégralité du Dakar. Il a fallu effectuer 21 rotations ! Les assureurs avaient eu une note salée.»

L'ombre d'al-Qaïda planant sur la caravane au début des années 2000 n'a fait que s'étendre au fil des ans. La situation est devenue quasiment incontrôlable en 2007 avec l'annulation de deux étapes au Mali. C'était douze mois avant l'annulation de l'édition 2008, la veille du départ en raison de «menaces directes lancées contre la course par des mouvances terroristes». Suite à l'intensification des menaces, notamment de la part d'al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), le gouvernement français a recommandé fermement à Amaury Sport Organisation (ASO) de ne pas faire passer le rallye en Mauritanie. - 2022: Après une décennie en Amérique du Sud (2009-2019), le Dakar s'est installé depuis 2020 en Arabie saoudite. Il n'avait connu aucun problème de sécurité jusqu'à l'explosion qui a touché le véhicule occupé par un équipage de cinq Français, dont le pilote Philippe Boudron, 61 ans, rapatrié en France après avoir été gravement touché à une jambe et opéré en Arabie saoudite.

### CHRONOLOGIE DE TRENTE ANS DE MENACES EN AFRIQUE

- 1992: l'édition reliant Paris au Cap est menacée par des rebelles tchadiens. Les organisateurs neutralisent la 7e étape N'Guigmi-N'Djamena. - 1993: dernière édition où le rallye passe par l'Algérie devenue trop dangereuse en raison des menaces islamistes. - 1997: après un accrochage entre tribus touaregs qui fait deux morts, les organisateurs modifient le parcours au Niger. La 6e étape initialement prévue entre Gao et Tahoua s'achève à Menaka et le rallye rejoint Agadez sans incident. - 2000: l'édition entre Dakar et Le Caire est menacée d'un attentat terroriste. Les organisateurs annulent quatre étapes et suspendent la course à Niamey pendant cinq jours pour mettre en place un pont aérien entre le Niger et la Libye avec des avions Antonov 124. - 2004: deux étapes sont annulées au Mali. Les autos rallient Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) en convoi et les motards y sont acheminés par un pont aérien. - 2007: des menaces émanant du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) algérien, devenu Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), obligent les organisateurs à annuler deux étapes au Mali entre Néma et Tombouctou et à les remplacer par une insipide boucle autour de Néma. - 2008: la 30e édition entre Lisbonne et Dakar est annulée à la veille du départ, une première dans l'histoire du rallye, en raison de «menaces directes lancées contre la course par des mouvances terroristes». Suite à l'intensification des menaces, notamment de la part d'al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), le gouvernement français a recommandé fermement à Amaury Sport Organisation (ASO) de ne pas faire passer le rallye en Mauritanie. - 2022: Après une décennie en Amérique du Sud (2009-2019), le Dakar s'est installé depuis 2020 en Arabie saoudite. Il n'avait connu aucun problème de sécurité jusqu'à l'explosion qui a touché le véhicule occupé par un équipage de cinq Français, dont le pilote Philippe Boudron, 61 ans, rapatrié en France après avoir été gravement touché à une jambe et opéré en Arabie saoudite.



# Covid-19 : comment des phénomènes marketing jouent sur l'hésitation vaccinale

Une étude souligne l'influence de la marque et du pays d'origine du vaccin dans l'acceptation de la décision.

## Le Journal du Dimanche

**A** l'heure où le variant Omicron pousse le nombre de nouveaux cas testés positifs à la Covid-19 jusqu'à 200.000 par jour, le gouvernement déploie plusieurs actions pour inciter à la vaccination : transformation du passe sanitaire en passe vaccinal, sanctions renforcées pour les détenteurs de faux QR codes, communication présidentielle lors des vœux du 31 décembre, etc. L'objectif est de réduire l'hésitation vaccinale qui concerne les 5,4 millions de Français qui n'ont pas encore reçu leur première dose. Il existe en effet une marge de manœuvre.

Spécifiquement, l'hésitation vaccinale provient de deux facteurs. Certains sont stables (comme les convictions personnelles) et se retrouvent donc à chaque campagne de vaccination, mais d'autres dépendent du contexte. Dans le cas de la Covid-19, l'une des spécificités les plus frappantes par rapport à toute autre maladie contagieuse réside dans le fait que la situation de départ est différente puisqu'il existe une pandémie plutôt qu'un état d'immunité collective.

Par conséquent, les individus sont non seulement fortement impactés par les conséquences négatives de la pandémie, mais ils voient aussi en temps réel les efforts conjoints des scientifiques et des politiques pour contrôler et contenir la crise, ce qui a fait émerger de nouvelles dimensions de l'hésitation vaccinale. Parmi ces dernières figurent notamment une

méfiance due au temps développement court des vaccins, une surcharge d'informations à traiter et, plus nouveau, l'influence de phénomènes marketing tels que les effets de marque et de pays d'origine, comme nous le montrons dans un travail de recherche récent.

### UN EFFET D'IMAGE DE MARQUE

Tout d'abord, certains participants à notre étude affirment qu'ils ne veulent pas être vaccinés parce qu'ils ne peuvent pas choisir l'entreprise qui a produit le vaccin, suggérant ainsi un "effet de marque". Autrement dit, certains vaccins bénéficient d'une meilleure image de marque que d'autres sur le marché. Une personne interrogée en témoigne : "Il y a des vaccins que je n'ai pas envie de [...] faire, auxquels je ne fais pas forcément confiance. [...] Je ne voudrais pas qu'on m'impose un vaccin plutôt qu'un autre, j'aimerais choisir le vaccin que je vais recevoir."

Au début de la campagne de vaccination, le vaccin AstraZeneca avait particulièrement retenu l'attention des individus en raison de cas suspects de thrombose, mais aussi de sa moindre efficacité face à certains variants du virus. En conséquence, plusieurs pays européens, dont la France le 15 mars dernier, avaient suspendu son utilisation. Quelques jours plus tard, le 18 mars 2021, l'Agence européenne des médicaments avait émis une recommandation officielle en faveur du vaccin, déclarant qu'il était sûr et efficace.

Cependant, ces événements ont eu un fort impact sur l'image de marque et le rapport bénéfices/ris-

ques de ce vaccin, suscitant depuis moins de confiance, comme le soulignent ces propos recueillis auprès d'un interviewé : "Le vaccin Pfizer par exemple, je suis rassuré. Il n'y a jamais eu de problème. Alors qu'avec AstraZeneca, il a été controversé à plusieurs reprises. Ce n'est pas pour rien."

Ainsi, notre étude réitère l'effet puissant de l'image de marque déjà révélé dans de multiples contextes marketing plus généraux. Pour la plupart des produits de grande consommation, la marque fonctionne en effet comme une heuristique destinée à simplifier le processus de prise de décision. A notre connaissance, notre recherche est la première à démontrer l'effet de la marque dans un contexte de vaccination médicale.

### LE POIDS DE L'ORIGINE

En outre, les données de notre étude soulignent l'influence que joue le pays d'origine du vaccin dans le cas de la vaccination contre la Covid-19. L'analyse montre en effet que les indices positifs et négatifs que le consommateur associe au pays d'origine sont utilisés dans l'évaluation de ce qui peut être considéré ici comme un nouveau produit.

Les informations concernant le pays d'origine sont largement utilisées par les consommateurs pour évaluer les différentes alternatives lorsqu'il s'agit d'un marché com-

plexe, comme celui de la vaccination, pour lequel les consommateurs n'ont pas les connaissances nécessaires pour évaluer correctement les attributs du produit.

Ainsi, les vaccins provenant de pays culturellement et politiquement éloignés de la France, à l'image des produits chinois et russes qui ont été parmi les premiers à être injectés, génèrent peu de confiance en France, comme le reconnaît une répondante : "J'ai peu de confiance dans les vaccins produits par des dictatures comme la Chine et la Russie, c'est-à-dire des régions qui ne sont pas transparentes et qui seraient prêtes à cacher des choses. Alors qu'avec les vaccins produits dans les démocraties, on sait qu'il y a plus de transparence, plus de contrôle."

Plus encore, et en accord avec les recherches antérieures, nos données révèlent que certains consommateurs font preuve d'ethnocentrisme, c'est-à-dire une tendance à faire confiance à un vaccin national plutôt qu'un vaccin étranger. En effet, dans une situation de crise où les gens sont menacés, les individus ont tendance à valoriser davantage les intérêts locaux, c'est-à-dire ceux de la communauté nationale. L'une des personnes interviewées évoque d'ailleurs Pasteur : "En France, nous avons l'Institut Pasteur. Nous avons les plus grands chercheurs sur les vaccins. Quand j'entends

dire que l'Union soviétique peut nous fournir les vaccins, cela ne m'inspire pas confiance..."

Dans cette citation (même si l'Institut Pasteur, qui a essayé d'utiliser un vecteur du virus de la rougeole, a abandonné son projet mi-2020), notre répondante continue à avoir plus confiance dans les scientifiques français que russes. Or, ce thème du pays d'origine est nouveau et n'a pas été un aspect explicite des recherches précédentes sur l'hésitation vaccinale.

### DES RECHERCHES À POURSUIVRE

Finalement, même si notre étude se concentre spécifiquement sur le cas de la vaccination contre la Covid-19, il est probable que les résultats puissent s'appliquer à de futurs vaccins et programmes de vaccination, voire même à d'autres traitements médicaux. Or, cela peut générer certains problèmes. Par exemple, si un grand nombre d'individus affichent une nette préférence pour des produits de santé spécifiques en raison d'une certaine image de marque ou d'une certaine origine, cela peut réduire la confiance dans d'autres produits peut-être tout aussi fiables. L'ajout de la prise en compte des effets de marque et de l'influence du pays d'origine pourraient ainsi figurer dans les prochaines évaluations sur l'acceptation et l'hésitation vaccinale.



## En Irak, les boxeuses mettent K.-O. préjugés et tabous

Dans une ville comme Najaf, un des pôles de l'islam chiite où les normes sociales sont encore plus strictes, une jeune boxeuse reconnaît que son parcours a pu provoquer des haussements de sourcil.



## L'Orient-Le Jour

**G**ants levés devant son visage, Bouchra al-Hajjar sautille sur le ring, avant de décrocher un coup de poing à son adversaire. Dans la ville sainte de Najaf et ailleurs en Irak, les femmes pratiquent désormais la boxe, mettant K.-O. préjugés et tabous.

"A la maison, j'ai une salle d'entraînement complète, avec tapis et punching-ball", confie la coach sportive de 35 ans, mère de deux adolescents, qui vit dans le centre de

l'Irak. Lors du premier championnat de boxe féminine organisé en décembre à Bagdad, elle a remporté la médaille d'or des 70 kilos. "Ma famille et mes amies m'ont beaucoup soutenue, elles sont très contentes du niveau que j'ai atteint", ajoute la trentenaire qui pratique aussi le karaté, foudard bleu-nuit strictement serré sur ses cheveux.

Deux fois par semaine, la jeune femme s'entraîne dans la salle d'une université privée de Najaf, où elle enseigne le sport. Deux coups à gauche, un coup à droite : sur le ring, masque à boxe sur la tête et épais legging noir sous son short, elle enchaîne les crochets et tape dans les pattes d'ours

d'un entraîneur. Dans un Irak largement conservateur, et surtout dans une ville comme Najaf, un des pôles de l'islam chiite où les normes sociales sont encore plus strictes, la jeune femme reconnaît que son parcours a pu provoquer des haussements de sourcil. "Nous avons rencontré de nombreuses difficultés, nous sommes une société conservatrice qui accepte difficilement ce genre de choses", concède-t-elle.

### "SOCIÉTÉ MACHISTE"

Elle se souvient des protestations quand les premières salles de sport ont ouvert et que les femmes ont commencé à s'entraîner. "Aujourd'hui on constate de grands progrès, il y a beaucoup de salles d'entraînement, mais aussi des piscines", ajoute-t-elle. Venue s'entraîner, Ola Moustapha, 16 ans, arrête seulement de taper dans son punching-ball pour s'attaquer aux réticences de la société. "Nous vivons dans une société machiste qui combat la réussite de la femme", lance avec verve l'adolescente voilée.

Malgré tout, ses parents, son frère et son entraîneur l'ont toujours encouragée, signe qu'un changement est possible. "Progressivement les gens commencent à accepter. Si plusieurs filles tentent de s'y mettre, automatiquement la société va accepter". Le président de la Fédération irakienne de boxe, Ali Taklif, reconnaît que la boxe féminine est un "phénomène récent" qui a le vent en poupe. "Il y a un très fort attrait des joueuses voulant pratiquer le sport", indique-t-il, précisant que le pays compte une vingtaine d'équipes féminines de boxe.

Plus de 100 boxeuses ont ainsi participé au championnat, toutes catégories confondues, ajoute-t-il. Même si "la discipline souf-

fre comme les autres sports de l'absence d'infrastructures, de centres d'entraînement et d'équipements".

### DE PÈRE EN FILLE

Historiquement, l'Irak a une longue tradition de sports féminins, remontant aux années 1970 et 1980. Que ce soit pour le basket, le volley-ball ou le cyclisme, les équipes féminines participaient régulièrement aux compétitions régionales dans le monde arabe. Mais c'était sans compter les aléas de la géopolitique, venus stopper ce mouvement dans son élan : l'Irak s'est engagé dans une succession de conflits, et l'embargo international des années 1990 a sérieusement affecté infrastructures et développement. Les violences, l'apparition des milices et le raidissement conservateur qui ont suivi ont eu raison de ces équipes. Pendant qu'elles se développaient au Kurdistan autonome, largement épargné dans le nord du pays. Ces dernières années la tendance s'inverse timidement. Des équipes féminines de kick boxing ont même fait leur apparition.

Dans la famille de Hajer Ghazi, on a la boxe en héritage. Son père, ancien boxeur professionnel, l'a encouragé à embrasser la discipline. A seulement 13 ans, elle a remporté la médaille d'argent dans sa catégorie au championnat. Ses deux sœurs pratiquent la boxe, tout comme son grand frère Ali. "Notre père nous soutient plus que l'Etat", ironise l'adolescent, dans la ville d'Amara, dans le sud-est de l'Irak. Le père Hassanein, camionneur de 55 ans qui a remporté plusieurs médailles, estime que "la femme a le droit de faire du sport, c'est normal". Tout en admettant qu'il y a des "sensibilités" qui entrent en jeu, en raison des valeurs tribales conservatrices. "Par exemple, quand leur entraîneur veut les faire courir, il les emmène à l'extérieur de la ville".



## AIR ALGÉRIE



## VOLS NATIONAUX

Vol ..... Départ

## JEUDI

Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	10h05
Oran - Alger	17h00
Oran - Ouargla	08h00
Oran - Tamanrasset	09h00
Oran - El Oued	13h20
Oran - Annaba	14h35
Oran - Adrar	15h45

## VENDREDI

Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	10h35
Oran - Alger	17h00
Oran - Timimoun	08h00
Oran - Tindouf	09h00
Oran - H. Messaoud	14h30

## SAMEDI

Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	10h50
Oran - Alger	17h00
Oran - Béchar	08h10
Oran - Annaba	13h20
Oran - Ghardaïa	14h00

## DIMANCHE

Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	10h45
Oran - Alger	17h15
Oran - Mecheria	08h00
Oran - Tindouf	11h05
Oran - Adrar	12h20

## LUNDI

Oran - Alger	08h30
Oran - Alger	09h35
Oran - Alger	14h25
Oran - Constantine	08h00
Oran - Adrar	10h20
Oran - Annaba	13h15
Oran - Béchar	13h30

## MARDI

Oran - Alger	08h00
Oran - Alger	12h25
Oran - Alger	17h00
Oran - Constantine	08h35
Oran - Adrar	12h05

## MERCREDI

Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	16h45
Oran - Alger	17h15
Oran - Elbayadh	07h15
Oran - Bechar	10h15
Oran - Timimoun	11h00
Oran - Constantine	11h45
Oran - H. Messaoud	15h55

## TRAIN - SNTF



DÉPART ARRIVÉE

----- ORAN - ALGER -----

06h10	11h25
08h00	12h00
10h00	14h09
12h30	17h54
15h45	19h46

----- ALGER - ORAN -----

06h10	11h25
08h00	12h00
10h00	14h09
12h30	17h54
15h45	19h46

ORAN - ARZEW

05h30	06h18
08h30	09h18
13h40	14h28
17h05	17h53

ARZEW - ORAN

06h30	07h22
09h30	10h18
15h00	15h48
18h30	19h18

ORAN - Aïn Témouchent

08h10	09h15
13h30	14h35
17h02	18h07

Aïn Témouchent - ORAN

05h57	07h04
09h20	10h24
14h40	15h44

ORAN - TLEMCEN

12h50	15h12
16h00	18h32

TLEMCEN - ORAN

05h40	08h09
10h00	12h22

TLEMCEN - MEGHNIA

17h00	18h23
-------	-------

MEGHNIA - TLEMCEN

06h00	07h24
-------	-------

ORAN - SBA

17h10	18h32
-------	-------

SBA - ORAN

05h30	06h47
-------	-------

ORAN - CHLEF

16h15	18h35
-------	-------

CHLEF - ORAN

06h50	09h16
-------	-------

ORAN - RELIZANE

17h30	19h03
-------	-------

RELIZANE - ORAN

05h45	07h32
-------	-------

ORAN - SAIDA

15h20	17h59
-------	-------

SAIDA - ORAN

07h00	09h42
-------	-------

ORAN - BECHAR

10h20	17h11
-------	-------

BECHAR - ORAN

06h15	13h10
-------	-------

## THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN

► **Jeudi 13 janvier à 16h**  
**«El baht aan el hawiya»**  
 Par : Coop/Boudour Al Intaj

► **Vendredi 14 janvier à 15h**  
 Concert de musique varié  
 A l'occasion de **yennayer**  
 Par : Ass/ Numidia

► **Samedi 15 janvier à 17h**  
**«Ramada»**



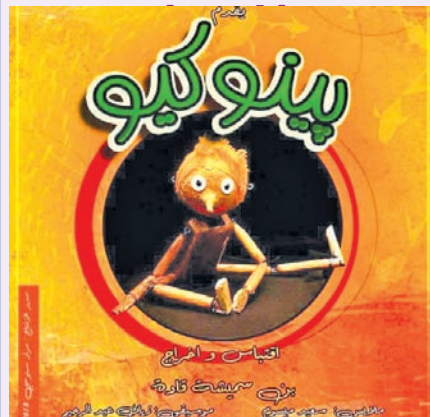
Par : Théâtre national d'Alger

► **Lundi 17 janvier à 16h**  
 Clôture du projet  
**«Chabab houa el hal»**  
 Par : Ass/SDH

► **Mardi 18 janvier à 15h**  
**«Hadikat el Amel»**  
 Par : Ass/Amel wa Tadamoun

► **Mercredi 19 janvier à 16h**  
**«Al Mouamara»**  
 Par : Ass/ Ibn el haitham

► **Samedi 22 janvier à 15h**  
 Concert de musique pédagogique  
**«L'orchestre symphonique»**  
 Par : Salim Dada

► **Mardi 25 janvier à 15h**

Par : théâtre régional d'Oran

► **Mercredi 26 janvier à 14h**  
 Après-midi poétique et littéraire  
 Par : Ass/ Atar el aabirine

► **Samedi 29 janvier à 14h**  
**Café littéraire**

Avec l'écrivain MOHAMED Shaba  
 Par : théâtre régional d'Oran

► **Samedi 29 janvier à 16h**  
**«Fel hayt**



Par : Théâtre régional de Sidi Bel Abbès

► **Lundi 31 janvier à 16h**  
 Clôture du projet  
 Prévention Covid 19  
 Par : Ass/ SDH

## MÉTÉO

AUJOURD'HUI DEMAIN

## ORAN

Ensoleillé Max.14-Min.8	Ensoleillé Max.14-Min.8
----------------------------	----------------------------

## MOSTAGANEM

Ensoleillé Max.15-Min.9	Ensoleillé Max.14-Min.9
----------------------------	----------------------------

## TLEMCEN

Ensoleillé Max.10-Min.2	Ensoleillé Max.12-Min.2
----------------------------	----------------------------

## MASCARA

Ensoleillé Max.10-Min.3	Ensoleillé Max.12-Min.3
----------------------------	----------------------------

## TIARET

Ensoleillé Max.7-Min.-1	Ensoleillé Max.9-Min.0
----------------------------	---------------------------

## CHLEF

Peu nuageux Max.13-Min.5	Ensoleillé Max.14-Min.6
-----------------------------	----------------------------

## BÉCHAR

Peu nuageux Max.12-Min.8	Ensoleillé Max.11-Min.4
-----------------------------	----------------------------

## ALGER

Nuageux Max.13-Min.10	Ensoleillé Max.14-Min.10
--------------------------	-----------------------------

## CONSTANTINE

Légère pluie Max.13-Min.10	Peu nuageux Max.11-Min.5
-------------------------------	-----------------------------

## ANNABA

Légère pluie Max.10-Min.10	Peu nuageux Max.14-Min.10
-------------------------------	------------------------------

## COTATIONS HEBDOMADAIRES

	Billets	Achat	Vente
	1 USD	136,80	145,15
	1 EUR	154,56	164,02
	1 GBP	184,77	196,12
	100 JPY	118,09	125,32
	1 CHF	148,76	157,91
	1 CAD	106,81	113,37
	1 DKK	20,77	22,04
	1 SEK	14,96	15,88
	1 NOK	15,37	16,32
	1 AED	37,24	39,52
	1 SAR	36,42	38,65
	1 KWD	451,34	480,16

	Chèque de voyage	Achat	Vente
	1 USD	138,19	145,15
	1 EUR	156,13	164,02
	1 CAD	107,89	113,37
	1 GBP	186,64	196,12
	100 JPY	119,28	125,32
	1 CHF	150,27	157,91
	1 SEK	15,11	15,88

## COURRIER EXPRESS

EL MOUNAKASSA EL DJAZAÏR

Tél : 0560 06 95 01 / 0560 06 95 03  
 0560 05 60 00 / 0559 70 26 61

## KAZI TOURS

----- ALGER -----

-Bab Ezzaouar: 0770 91 38 06

0560 27 51 59 / 0560 91 40 67

-Aïn Naâdja : 0770 616532 / 0560 270009

-Gare Routière Kharrouba : 0770347421

Oran: 0770 61 65 31 / 0560 27 54 02

0770 33 91 32 / 0770 33 91 14

Saida : 0560 90 86 18 / 048 41 31 57

Mascara : 0560 27 05 72 / 0560 26 62 91

SBA: 0560 275248/0561 611482

Mostaganem : 0770948973 / 0560277359

Relizane : 0560 27 08 41

Setif : 0770 78 13 26 / 0560 27 71 05

El-Eulma : 0770 894464 / 0560 240976

Constantine : 0770 97 62 02

0560 23 04 21

Annaba : 0770 91 38 03 / 0560 27 51 66



## Des instructions pour recenser les biens des collectivités Les communes sommées de renforcer leurs financements propres

D. B.

Le wali d'Oran, M Said Sayoud, a instruit l'ensemble des maires à recenser les biens de chaque commune et accélérer le processus de perception des taxes et de revoir les cahiers des charges inhérent à la location des locaux commerciaux, les marchés etc. qui ont été concédés à des tierces personnes au prix symbolique et ce pour renflouer les caisses des communes. Face au déficit de la majeure partie des communes de la wilaya, le wali d'Oran a réitéré ses instructions pour la perception des taxes, jugée très faible dans la plus grande partie des communes. A ce titre, et selon des sources proches de la wilaya, les maires sont appelés à présenter un état des lieux sur la perception des taxes pour leur collectivité et de le soumettre à la wilaya. En effet, en dépit d'une « mosaïque » de 25 impôts et taxes, le rendement de la majorité des impôts profitant aux communes reste insignifiant alors que la structure fiscale favorise fréquemment les régions industrielles ou commerciales. En fait, 58% des ressources fiscales communales proviennent de la seule TAP (Taxe sur l'activité professionnelle) et 35% de la TVA (Taxe sur la valeur ajoutée), alors que les autres impôts ne représentent que 4% de la fiscalité

locale. Dans ce contexte, les pouvoirs publics accentuent les efforts pour renforcer les financements propres des collectivités locales lesquelles demeurent excessivement dépendantes du budget de l'Etat. Dans les communes de la wilaya d'Oran, le manque à gagner en matière de perception des taxes, dépasserait de loin les 4 milliards de DA, indiquent nos sources. Une situation qui n'a pas été sans susciter la réaction des responsables qui se sont succédé à la tête de la wilaya d'Oran. A ce titre des instructions ont été données aux maires pour prendre les mesures qui s'imposent pour accélérer le processus de recouvrement.

Dans ce contexte et conformément aux instructions du ministère de l'Intérieur sommant les collectivités locales à créer la richesse et à renflouer leurs caisses, la wilaya d'Oran vient d'instruire les communes pour une meilleure gestion de leur patrimoine notamment en matière de perception des taxes.

Un dossier qui constitue un véritable casse-tête pour les gestionnaires des collectivités locales. Selon nos interlocuteurs, cette instruction s'adresse surtout aux communes côtières et aux grandes communes de la wilaya à l'image d'Ain El Turck, Oran, Arzew, Boutlelis, etc. Selon nos sources, la majeure partie des communes de la wilaya ac-

cusent un grand retard en matière de perception des taxes. Pourtant, une grande partie des communes de la wilaya se plaignent d'un manque latent de moyens financiers. Nos sources indiquent que les communes de la daïra d'Es-Sénia et celle d'Oran, ainsi que les communes de la daïra d'Ain El Turck, arrivent en premier en matière de non perception des taxes. Pour la commune d'Oran, il y a lieu de signaler qu'une mise à jour du sommier de consistance avait été lancée il y a plus de cinq années, avec la mobilisation d'un nombre important d'agents de l'APC et des 12 secteurs urbains. Le recensement minutieux des biens communaux a permis de révéler que la commune dispose d'un riche patrimoine productif de revenus, malheureusement mal exploité. Sur la base de ce premier recensement, la commune dispose ainsi de 1.434 logements, 127 locaux à usage commercial, 21 garderies, 12 stades, 2 fourrières canines, 1 marché de gros de fruits et légumes, 1 marché à bestiaux, 32 marchés de détail, 1 abattoir, 19 salles de cinéma, 1 centre équestre, 10 salles de fêtes, 2 grands parkings, 2 hôtels et 2 centres de vacances. La commune possède aussi un important patrimoine non productif de revenus composé, entre autres, de 188 écoles, 9 mosquées, 16 centres de santé, etc.

## Es Senia Trois habitations sans permis de construire rasées

K. Assia

Trois habitations érigées sans autorisation et en cours de réa-lisation ont été démolies par les Services de l'APC d'Es-Sénia au lieu-dit Hai «Djaider», dans la cité Cdt Cherif Yahia. L'opération supervisée par l'adjoint au maire d'Es-Sénia a vu la présence des services de la Gendarmerie, de la présidente de la commission de l'Urbanisme et des agents de la construction et ceux de la commune.

Cette opération a été précédée d'une sortie sur site par la nouvelle équipe communale ce qui a permis d'identifier ces habitations et de stopper le phénomène de ces constructions illicites.

Ainsi et en application des directives de la wilaya visant à lutter, efficacement, contre ces bidonvilles qui ternissent l'image de la ville, la campagne est lancée à travers toutes les communes de la wilaya.

Dans la commune d'Es-Sénia, d'importants moyens ont été mobilisés pour raser ces habitations et

l'opération s'est déroulée sans aucun incident, indique-t-on.

En 2021, un important plan d'action a été mis en place par les services de la daïra d'Es-Sénia et plus de 50 constructions et extensions illicites ont été démolies. En effet, les services de la daïra d'Es-Sénia, en collaboration avec ceux de l'APC et des services de Sécurité, avaient procédé à une opération de démolition de 20 habitations précaires édifiées près de la cité 2.000 logements et le cimetière 5-Juillet à Ain El Beida. Ils ont aussi procédé à l'enfouissement de 15 parcelles de terrain, morcelées et prêtes à la construction. Cette opération intervient après celle qui avait ciblé Hai El Baquar où plus d'une dizaine de constructions réalisées illicitement avaient été rasées.

Selon un récent décompte des services de l'Urbanisme de la daïra d'Es-Sénia, près de 200 constructions illicites avaient été démolies entre 2020 et 2021 dans les communes dépendant de la daïra. Il y a lieu de rappeler l'opération qui a

permis de raser 36 maisons et 6 fondations érigées sans permis de construire sur une exploitation agricole individuelle (EAI). Les responsables de la daïra, épaulés par un important dispositif sécuritaire, ont investi l'ex-ferme Djaider, plus précisément l'EAI 8, dans le quartier Ezzouhour, à la cité Cdt Cherif Yahia (ex-200 logements) et ont procédé à la démolition de ces constructions illicites, qui, selon des riverains, ont été construites il y a quelques années. Selon un communiqué de la wilaya, cette opération s'inscrit dans le cadre des instructions du wali d'Oran visant la protection des terres agricoles et la lutte contre le phénomène des constructions illicites. En conclusion, quelque 480 constructions illicites ont été démolies, ces 2 dernières années, dans la commune d'Es-Sénia et de ses localités.

Ces démolitions englobent les constructions illicites sur le domaine public, ainsi que les constructions et aménagements sans permis de construire.

J. B.

## Porté disparu depuis près d'une semaine Le cadavre d'un jeune repêché dans une zone rocheuse à Gdyl

Le corps sans vie d'un jeune homme a été repêché avant-hier dans une zone rocheuse dans la plage «Cap de l'Aiguille» dans la commune de Gdyl. Selon la Protection civile, le jeune dont le corps était en état de décomposition très

avancé est âgé de 35 ans. Le cadavre a été déposé à la morgue de l'hôpital d'El Mouhoun.

Une enquête a été ouverte par les éléments de la Gendarmerie nationale. L'infortuné était porté disparu depuis près d'une semaine. Depuis

les opérations de recherche ont été lancées par les services de la Protection civile. Une enquête a été ouverte pour déterminer s'il s'agit du corps d'un candidat à l'émigration clandestine ou autre.

J.B.

## Collision entre une voiture et une moto Un mort et un blessé grave sur la route de Boutlelis

La route continue de faire des victimes. Un motocycliste âgé de 30 ans qui se trouvait sur la RN02, dans la commune de Bout-

lelis est décédé suite à une collision avec une voiture de marque Renault Clio, selon la Protection civile. Le motocycliste est mort sur pla-

ce. La dépouille a été déposée à la morgue. L'accident a aussi fait un blessé grave âgé de 28 ans. Une enquête a été ouverte.

J.B.

## Salon des échanges d'investissements algéro-turc Près de 2.000 visiteurs professionnels et des contacts commerciaux



Près de 2.000 visiteurs professionnels en provenance de différentes wilayas de l'ouest du pays ont pris part à la 1<sup>re</sup> édition du Salon algéro-turc des échanges d'investissements, clôturé mardi au Centre des Conventions «Mohamed Benahmed» d'Oran.

Cette édition qui a connu une « forte participation » de près de 2.000 professionnels, a été couronnée, ont souligné les organisateurs, par l'établissement de contacts commerciaux entre des opérateurs économiques algériens et turcs dans le domaine de la construction et des espaces verts, lors de rencontres bilatérales visant à favoriser le partenariat. Près de 50 opérateurs économiques exposants, représentant des entreprises nationales, turques et mixtes dans divers secteurs, tels que la santé, l'industrie pharmaceutique, l'agriculture, l'énergie, le commerce, les transports et la construction, ont participé à cette 1<sup>re</sup> manifestation économique, marquée par l'animation de conférences sur, entre autres thèmes, l'agriculture, les douanes et le commerce en Algérie. Le salon, organisé pendant 4 jours par «SOS Event» en coopération avec l'Agence nationale

de promotion du commerce extérieur, sous l'égide du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, s'inscrit dans le cadre de la dynamique de relance des activités économiques et du développement des investissements, ainsi que les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Turquie. La manifestation vise à « encourager les investissements en réduisant les importations, en doublant le processus d'exportation, en créant des partenariats bilatéraux durables et en offrant plus d'opportunités de coopération fondées sur le principe gagnant-gagnant entre les investisseurs de divers secteurs », ont souligné les organisateurs. Le salon vise également à favoriser l'échange d'expériences et de technologies modernes entre les deux pays, à présenter les besoins des différents secteurs et à contribuer à la mise en place de jumelages dans divers secteurs.

Cette manifestation a été marquée par l'application du protocole sanitaire dans le cadre de la prévention contre la Covid-19, notamment le port obligatoire du masque de protection, la distanciation et la mise à disposition de moyens de stérilisation.

## Hassiane Ettoual Sept individus arrêtés suite à une bataille rangée

K. Assia

Suite à une bataille rangée, à l'arme blanche, survenue entre les membres de 2 bandes rivales, les services de la sûreté urbaine de Hassiane Ettoual, relevant de la Sûreté de daïra de Gdyl, ont réussi à mettre hors d'état de nuire 7 individus, âgés entre 18 et 55 ans, dont des repris de justice. Alertées, les unités opérationnelles de la police sont intervenues pour séparer les antagonistes. Toutefois, les investigations diligentées par la suite et l'exploitation de toutes les informations ont conduit les enquê-

teurs à procéder à plusieurs descentes qui ont permis d'arrêter 7 personnes pour trouble à l'ordre public, port d'arme blanche, violation de domicile et dégradation de biens d'autrui. Les perquisitions ordonnées par le procureur de la République près le tribunal de Gdyl dans les domiciles des malfaiteurs ont donné lieu à la saisie d'un important lot d'armes blanches dont des épées, des barres en fer et des gourdins. Les mis en cause seront présentés au tribunal pour trouble à l'ordre public, création d'association de malfaiteurs, port d'armes blanches entre autres...

### ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

**Bendiouisse Haki Farouk**, 73 ans, Oran  
**Jaafri Yamina**, 73 ans, Oran  
**Drid Mahjouba**, 91 ans, Oran  
**Benjilali Abelkader**, 72 ans, Oran

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

10 jourmada ethania 1443

El Fedjr 06h42	Dohr 13h11	Assar 15h51	Maghreb 18h11	Icha 19h35
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------





## TLEMCEM

Station d'épuration d'Aïn Hout,  
une expérience à méditer

Khaled Boumediene

Une vingtaine d'agriculteurs de la wilaya de Relizane ont effectué ce mardi une visite à la station d'épuration des eaux urbaines domestiques d'Aïn Hout, dans la wilaya de Tlemcen, organisée par l'agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau, en coordination avec les deux agences de bassins hydrographiques d'Oranie Chott Chergui et de Chelif Zahrez, afin de suivre le parcours des eaux usées en provenance des égouts jusqu'à leur retour dans le milieu naturel.

La responsable de la communication du bassin hydrographique Oranie, Ilhem Boudjenane, a souligné que « cette journée pédagogique vise à généraliser l'expérience réussie de réutilisation des eaux usées épurées de la STEP d'Aïn Hout à d'autres périmètres des wilayas du pays ». Entrée en service en 2005, cette STEP pilote qui traite un volume d'eaux d'environ 30.000 m<sup>3</sup>/jour, est dotée d'une filière de traitement physico-chimique et biologique, pour assurer la protection du barrage de Sekkak où une grande partie des eaux épurées sont rejetées et pour irriguer la plaine de Hennaya.

Le système de qualité de cette installation permettant la dépollution des eaux usées est certifié selon la norme ISO 14001, qui définit une série d'exigences efficaces que doit satisfaire le système de management environnemental de la STEP. La visite guidée de ce lieu habituellement fermé au public démarre sur le parvis de l'administration, en présence de Mohamed Souafi, responsable ONID du périmètre de Mléta d'Oran, MM. Selmane Lablack et Boumediene Zidani, respectivement président et secrétaire de l'association des irrigants du périmètre de Hennaya et des représentants de la direction des ressources en eau de Tlemcen. D'amples explications ont été présentées par Salim Sidi Yacoub, directeur de l'office national d'assainissement de Tlemcen et, Amaria Slimani, cheffe de la STEP d'Aïn Hout. « Cette station a épuré en 2021 près de 10 millions de mètres cubes d'eaux dont près de 2,8 millions de m<sup>3</sup> ont été réutilisées dans l'irrigation des champs d'agrumes, oliviers et arbres fruitiers de la plaine de Hennaya. Le procédé tech-



nique de la STEP permet de traiter les eaux usées collectées par les réseaux d'assainissement. En premier lieu, le dégrillage retient les matières les plus volumineuses, vient ensuite le dessablage-déshuilage qui permet de récupérer les sables et les graviers par décantation, alors que les graisses sont éliminées par flottation. Au sous-sol, de grosses cuves permettent la décantation lamellaire qui sépare la pollution en suspension qu'elle transforme en boues. Ainsi, le traitement biologique élimine la pollution dissoute. L'épaississement des boues permet enfin d'assurer la concentration, et sont ensuite déshydratées puis évacuées pour une valorisation agricole. Nos techniciens présents sur site tous les jours veillent, par évidence, sur le bon déroulement des opérations de cette station pilote comme celles de Sidi-Senouci et Maghnia », précise Salim Sidi Yacoub. Outre, la salle des décanteurs, où des dégrilleurs sont à l'origine de la phase la plus importante de la station équipée aussi d'un détecteur, un labo situé au sein du bâtiment central effectue des analyses quotidiennes d'auto-surveillance des effluents urbains traités.

A cette occasion, M. Sidi Yacoub, a prodigué quelques conseils aux professionnels et citoyens qui, grâce à des gestes simples, peuvent contribuer à l'effort collectif pour préserver l'environnement. « L'ONA rencontre beaucoup de problèmes en termes de gestion et d'exploitation des réseaux d'assai-

nissement en raison des déchets contenus dans les eaux notamment les stations-services et de lavage de véhicules qui rejettent directement leurs huiles à l'égout public. Certaines unités industrielles ne sont pas dotées de stations de prétraitement des huiles et autres effluents lourds, ce qui complique la mission de nos agents d'exploitation et spécialistes, qui y travaillent au quotidien dans la station. Ces comportements qui portent atteinte à la santé publique nous causent également beaucoup de pannes, nous enregistrons quotidiennement des centaines de réclamations et d'interventions sur l'ensemble des neuf centres d'assainissement à travers toute la wilaya », ajoute-t-il. De son côté, le directeur de l'unité ONID au niveau du périmètre de Mléta d'Oran et ex-responsable du périmètre de Hennaya, Mohamed Souafi, parle de cette expérience totalement réussie dans la réutilisation des eaux usées épurées: « En 2011, on est arrivé à irriguer quelques 350 ha à partir de la station d'Aïn Hout, aujourd'hui, près de 857 ha de terres sont irriguées dont 350 ha d'agrumes, 150 ha de jeunes plantations d'agrumes, 70 ha d'oliviers, 40 ha de céréales et 140 ha d'arbres fruitiers divers à travers 177 exploitations agricoles ». A noter, que la visite s'est poursuivie dans la plaine de Hennaya où les visiteurs se sont enquis des techniques d'irrigation goutte à goutte, pour économiser l'eau au niveau de deux parcelles agricoles.

## SAÏDA

40 tonnes de laine  
exportées vers la Turquie

Pas moins de 40 tonnes de laine traitée ont été exportées vers la Turquie, a-t-on appris auprès des services de la wilaya de Saïda. Dans une déclaration à l'APS, les services de la wilaya de Saïda ont indiqué que cette quantité de laine a été exportée par une entreprise privée activant dans le domaine de la collecte et de traitement de la laine dans la commune de Sidi Ahmed, faisant observer que les mesures douanières ont été effectuées au niveau de cette collectivité locale.

L'opération exportation de cette quantité de laine est la première du genre au niveau de la wilaya de Saïda, a souligné la même source, faisant savoir que l'opération s'est effectuée depuis le port d'Alger vers la Turquie. Le wali de Saïda, Abdelaziz Djouadi, qui a présidé la cérémonie du coup d'envoi de cette opération, a affirmé la volonté de l'Etat d'accompagner les investisseurs privés dans la concrétisation de leurs projets et d'apporter soutien et accompagnement à l'investissement local. M. Djouadi a insisté, dans la foulée, sur la levée de l'ensemble des obstacles et contraintes entravant l'investissement, notamment privé dans le but de promouvoir l'investis-

sement local, donner une nouvelle impulsion à l'économie nationale et créer des postes d'emploi au profit des jeunes. Pour sa part, l'investisseur Nasreddine Morsli, propriétaire de l'entreprise qui a effectué cette opération a annoncé qu'il est prévu, la semaine prochaine, l'exportation d'une autre cargaison estimée à 40 tonnes de laine traitée vers l'Inde à partir du port d'Alger, soulignant que la collecte de cette matière s'effectue au niveau de trois (3) centres de collecte, répartis sur les wilayas de Saïda, Nâama et El Bayadh. Selon cet investisseur, il sera procédé prochainement à l'ouverture de deux autres centres similaires dans les wilayas de Djelfa et de Tiaret, deux régions pastorales, où l'élevage est pratiqué à grande échelle, ce qui permettra de collecter de quantités considérables de laine.

En perspective, il est également prévu l'extension de ce projet d'investissement d'un coût de 50 millions DA, lequel englobe la collecte des peaux de moutons et leur exportation, selon la même source qui a indiqué que cette opération devrait permettre la création jusqu'à 30 emplois directs au profit des jeunes.

## MOSTAGANEM

14 personnes sauvées  
de l'asphyxie

Les éléments de la protection civile à Mostaganem ont réussi à sauver 14 personnes d'asphyxie dans un incendie déclaré dans un immeuble au nouveau pôle urbain de la localité d'El Hachm, a-t-on appris mercredi de la cellule d'information et de communication de ce corps.

Selon un communiqué dont une copie a été remise à l'APS, les pompiers sont intervenus dans la nuit du mardi pour éteindre un feu déclaré dans une chambre au deuxième étage d'un immeuble au nouveau pôle urbain d'El Hachm dans la commune de Sayada. La densité des flammes a conduit à l'asphyxie de 14 habitants

de cet immeuble de 5 étages, âgés entre un an et 85 ans, suite à l'inhalation de la fumée, selon la même source. Les services d'intervention ont immédiatement évacué 5 personnes vers les urgences médico-chirurgicales du Centre hospitalier universitaire et ont secouru sur place 9 personnes après la mobilisation de l'équipe médicale de la protection civile. Les équipes d'intervention des unités principale et secondaire de Kharouba ont réussi à éteindre ce feu et à empêcher sa propagation aux immeubles avoisinants, a-t-on fait savoir, signalant des dégâts matériels considérables.

## SIDI BEL ABBÈS

Arrestation de 14 personnes  
recherchées par la justice

M. Delli

Dans le cadre de ses activités relatives à la lutte contre la criminalité dans toutes ses formes, les forces de police de la sûreté de la wilaya de Sidi Bel Abbès ont, suite à des examens de situation, procédé à l'arrestation de pas moins de 14 personnes qui étaient demandées par la justice pour différents délits, a-t-on signalé dans un communiqué. Les délits relatés dans le document sont le commerce de drogue, la constitution d'associations de malfaiteurs et le faux usage de faux. Les efforts des policiers ont abouti récemment à la saisie d'une importante quantité de boissons alcoolisées et de spiritueux ainsi qu'un grand nombre de comprimés psychotropes dans la daïra de Telagh, à une cinquantaine de kilomètres au sud de

la wilaya de Sidi Bel Abbès.

Tous les individus impliqués dans ces affaires criminelles ont été mis hors d'état de nuire, a-t-on précisé dans le communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya de Sidi Bel Abbès.

Par ailleurs les brigades mixtes constituées avec les services de la répression de la fraude de la direction du commerce ont réussi à mettre la main sur de la viande et des produits alimentaires impropres à la consommation dont 3 tonnes de cachir et de fromage stockés sans respect de la chaîne de froid et sans conditions d'hygiène requises, au niveau de la zone industrielle.

Afin d'assurer l'ordre public et la sérénité, les forces de police comptent sur la précieuse contribution des citoyens à travers les numéros verts.

## MASCARA

## Mohammadia célèbre la fête de l'orange

La commune de Mohammadia dans la wilaya de Mascara a célébré, mardi, la fête locale de l'orange, en présence des autorités locales, des agriculteurs et des représentants d'institutions administratives et financières qui activent dans le secteur agricole.

A l'occasion, l'exploitation agricole privée «Bendouha Mohamed» a abrité une riche exposition agricole, à laquelle ont pris part des agriculteurs producteurs d'agrumes de la plaine de Hebra (Mohammadia), en présence du directeur des services agricoles (DSA), de représentants de la chambre d'agriculture de la wilaya de Mascara et des agences de wilaya de la Banque de l'agriculture et du développement rural et de la Caisse régionale de la mutualité agricole (CRMA).

Dans un entretien avec les agriculteurs, le wali de Mascara, Abdelkhalek Sayouda a souligné que

l'Etat a mis en place d'importants dispositifs financiers pour aider les agriculteurs à surmonter les difficultés suite à la faible pluviométrie dans les dernières années, à savoir l'octroi de permis de forage de puits pour l'irrigation agricole ainsi que la réactivation de projets relevant du secteur de l'hydraulique au profit des agriculteurs dont celui de réalisation d'une conduite pour le transfert des eaux des barrages de Bouhanifia et de Fergoug afin d'éviter la déperdition et la vaporisation de l'eau.

Le DSA de Mascara, Hassaine Nasreddine a indiqué, pour sa part, que ses services prévoit une production de près de 600.000 quintaux d'agrumes (oranges et citrons) dans la wilaya de Mascara à la fin de la saison de la cueillette actuelle ayant atteint jusqu'à la fin de la semaine écoulée près de 70 pour cent de la récolte.

Le même responsable a fait savoir que la wilaya de Mascara dispose actuellement de 6.500 ha de terres productrices d'agrumes, en majorité dans la plaine de Hebra, en plus de 700 ha de terres nouvellement cultivées dont il est attendu qu'elles entrent en phase de production durant les années 2023 et 2024. A l'occasion, une visite a été organisée au niveau de cette exploitation agricole privée appartenant à Sakfal Mohamed relevant de la commune d'El Mactaa qui s'étend sur une superficie de 120 ha, laquelle est équipée par son propriétaire d'outils modernes d'irrigation agricole à partir de trois bassins d'eau de 140.000 mètres cubes, outre un système d'irrigation «goutte à goutte» et d'équipements d'analyse des eaux souterraines salines. Son montage et son exploitation sont attendus durant la saison agricole actuelle.



GUELMA

## Yennayer, l'espoir et l'humanisme

Mohammed Menani

Célébrant Yennayer de l'an 2972, la wilaya de Guelma a mis en œuvre un riche programme d'activités culturelles, artistiques et socio-économiques, s'articulant autour de tous les segments du patrimoine berbère et ses variétés nationales. La commémoration s'inscrit dans sa dimension particulière, où l'événement calendaire est consacré de droit comme fête nationale légale et les manifestations se déroulent à partir du 11 janvier 2022, pilotées par la direction de la culture avec la participation des structures de l'exécutif telles l'action sociale, les affaires religieuses et wakfs, les moudjahidine, le tourisme, l'artisanat, la jeunesse et les sports ainsi que l'éducation.

Les infrastructures et les espaces publics sont mis à contribution pour accueillir

tous les acteurs agissant sur l'animation et la modération du thème, à travers les différentes mosaïques, fresques et chorégraphies, mettant en évidence les éléments constitutifs du patrimoine matériel et immatériel amazigh, incarnant l'important pilier de notre identité nationale.

Le rituel dîner de veille (imensi umenzu n yennayer), qui illustre depuis des lustres l'inauguration de la nouvelle année au douzième jour du calendrier grégorien, a été partagé en cette circonstance festive, au niveau des espaces de la maison des jeunes «Mehamdi Youcef» où l'art culinaire et la présentation d'autres séquences artisanales du terroir ancestral ont été passés en revue par Mme Labiba Ouinez-Mebarki, wali de Guelma qui a inauguré la manifestation rehaussant la célébration dans une présence tenant à marquer l'événement sous le

sceau de la solidarité active en y apposant un timbre fédérateur sans exclusion, empli de compassion, de partage et de chaleur humaine. Par ce retour aux sources ancestrales, nous puisons nos forces pour entamer un nouvel an sous de bons auspices, pour peu que l'on se rappelle que nous avons pour mission de construire notre pays sous l'éthique de la responsabilité due à un héritage fièrement légué, et la résolution majeure réside dans le respect de la notion du travail, du labeur et de la sueur.

Hier, le geste auguste du semeur s'était figé dans le froid glacial de Yennayer et les graines ont été mises soigneusement sous terre. Demain sera un autre jour de préparation pour la récolte, qui ne sera bonne que si l'on se pénètre de l'idée que la création est bien terminée.

TÉBESSA

## Tombé dans un puits, un jeune sauvé par la protection civile

Ali Chabana

Un jeune homme âgé de 24 ans a été secouru par les éléments de la protection civile de l'unité de Negrine. Celui-ci était tombé dans un puits profond de 25 m, rem-

pli de 5 m d'eau. L'accident a eu lieu à Medila dans la commune de Ferkane, située dans le sud de la wilaya de Tébessa.

Au chef-lieu, c'était une personne âgée de 75 ans qui a été sauvée de l'as-

phyxie due au monoxyde de carbone. Quant à l'unité de Bekkaria, elle était intervenue pour éteindre un feu qui s'était déclaré dans le parking de l'ONAB, sis dans la commune de Bir Dheb.

## 404 foyers raccordés au réseau de gaz naturel

Pas moins de 404 foyers situés en zones rurales viennent d'être raccordés au réseau du gaz naturel, dans la commune de Morsott et à Aïn Chania dans la commune d'El Aouinet. La mise en

service de l'opération s'est déroulée lors de la visite du ministre de l'Energie et des Mines Mohamed Arkab à Tébessa. Un projet financé par le fonds de garantie et de solidarité des collectivités lo-

cales. L'opération de raccordement exécutée, la concession de distribution d'électricité et de gaz a concerné 236 branchements sur une distance linéaire de 15 km.

A. C.

BOUIRA

## Flambée des prix des œufs et tension sur le lait en sachet

Farid Haddouche

Décidément nous aurons tout vu en ces moments d'augmentation des prix de consommation tous azimuts. Nous croyons que cela touchait tout au plus les viandes, les fruits et légumes, et tous les autres produits de consommation que nous pouvons classer de luxe, étant donné qu'ils ne sont pas à la portée de tout le monde, mais arriver à acheter les produits de ponte tels les œufs à 470 DA la plaquette de 30 unités, personne n'y a pensé.

Ce qui revient à payer à près de 16 DA l'unité. Les citoyens que nous avons rencontrés l'ont si mal accepté, car ils ont fondé beaucoup d'espoir sur cette possibilité de consommer des protéines animales à la faveur des œufs qui étaient

beaucoup plus moins chers. Mais à leur déconvenue, ils n'ont plus cet avantage. Il n'y a pas si longtemps, c'est-à-dire un mois tout au plus, la plaquette d'œufs est cédée à raison de 300 DA, l'écart est absolument disproportionné pour que celui-ci atteigne les 470 DA.

Nous essayons de comprendre cette subite et ahurissante montée des prix de l'œuf, nous ne trouvons pas d'explications plausibles, et chacun va de son argument qui malheureusement n'arrive pas à convaincre le consommateur.

C'est comme l'histoire du lait en sachet dont la distribution est réellement perturbée ces derniers temps. Et quand le consommateur essaye de comprendre le pourquoi de ce décalage, il entend différentes versions, qui vont de la rupture de pou-

dre de lait, ou de sa mauvaise répartition, aux producteurs qui n'assurent pas, et ainsi de suite.

Mais tout de même, il s'agit de mettre fin à ce dysfonctionnement dans la distribution du lait en sachet, si vraiment il s'avère être le seul obstacle qui empêche le lait d'arriver au consommateur.

Il paraît que derrière tout cet embarras il y a une intention d'augmenter le prix du sachet de lait, probablement, mais ce n'est que supputations et rumeurs sans fondement pour le moment.

Enfin, les jours à venir vont nous édifier sur la capacité des organismes de régulation, de suivi et de contrôle, et des responsables de la filière lait, à transcender et à juguler cette crise qui a trop duré et continue de mettre à mal le quotidien du consommateur.

BOUMERDÈS

## La transition énergétique en débat

Les participants à une rencontre technique sur l'efficacité énergétique, abritée mardi par l'Université M'hamed Bougara de Boumerdès, ont souligné l'importance d'effectuer la transition énergétique afin d'assurer la sécurité énergétique pour le pays. Les intervenants à cette rencontre placée sous le thème «Efficacité énergétique et promotion de la cogénération dans le domaine industriel», tenue à la Faculté de droit de Boudouaou et ayant regroupé des industriels, des cadres des différentes institutions concernées, des chercheurs, des étudiants et des représentants de la société civile, ont souligné que le Gouvernement œuvre actuellement à atteindre l'efficacité et la sécurité énergétiques à travers une stratégie nationale globale et intégrée.

A ce propos, le recteur de l'Université de Boumerdès, Mustapha Yahi, a relevé dans son intervention que la transition énergétique doit être étudiée et concrétisée dans le cadre d'une stratégie de sécurité énergétique visant à maîtriser les processus de développement des énergies renouvelables et à atteindre l'efficacité énergétique par la rationalisation de la consommation nationale en énergie, sans cesse croissante, en s'appuyant sur la

recherche scientifique et l'innovation. Rappelant que la réflexion sur une politique énergétique efficace et innovante est engagée depuis des années, M. Yahi a relevé que la mise en œuvre de cette politique sur le terrain a buté sur plusieurs contraintes, car n'ayant pas pris en compte le facteur d'aménagement environnemental et social. Le directeur de la programmation au niveau de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUIE), Kamel Dali, a rappelé, lui, que suite aux engagements du président de la République Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie s'oriente progressivement vers une stratégie énergétique nouvelle basée sur l'exploitation des sources d'énergies renouvelables et durables et la rationalisation de la consommation énergétique.

A ce titre, il a insisté sur la nécessité de proposer aux collectivités locales un programme type pour renforcer l'esprit d'initiative et d'innovation dans le domaine énergétique et d'œuvrer à travers la sensibilisation à la promotion de la culture de rationalisation de la consommation énergétique dans le secteur industriel et au sein de la société. Dans cette perspective, a-t-il ajouté, il est im-

portant d'assurer l'accompagnement et des formations dans le domaine de la rationalisation de la consommation énergétique au profit des responsables locaux, industriels et autres opérateurs économiques.

L'objectif visé par cette rencontre technique étant de souligner l'importance de la transition énergétique en passant d'un système consommateur d'énergie vers un autre durable.

Il s'agit aussi de sensibiliser les acteurs concernés sur l'importance du bon comportement énergétique et de tracer une feuille de route qui sera transmise aux pouvoirs publics.

Cette manifestation scientifique ambitionne, en outre, de sortir avec des programmes types sur l'efficacité énergétique au profit des collectivités locales et d'inciter les chercheurs et les étudiants à innover dans le domaine et à proposer des solutions en la matière. La rencontre organisée par l'Université de Boumerdès en collaboration avec la direction locale de l'énergie et des mines a été marquée par l'animation d'une série de conférences et l'organisation d'ateliers techniques, dont les travaux seront clôturés par l'émission de recommandations qui seront transmises aux autorités compétentes.

LAGHOUAT

## Saisie de plus de 215 quintaux de viandes



Une quantité de plus de 215 quintaux de viandes rouges et blanches avariées a été saisie durant la première semaine de janvier en cours dans la wilaya de Laghouat par les brigades mixtes (commerce-police) du contrôle du commerce et de la répression des fraudes, a-t-on appris auprès de la direction locale du commerce et de la promotion de l'exportation (DCPE). La saisie,

opérée au niveau de différents commerces, a été sanctionnée par l'établissement de PV d'infraction pour absence de mesures de conservation et d'hygiène, suivie de la destruction des produits saisis au niveau du centre d'enfouissement technique de Laghouat, a précisé le DCPE, Mohamed Yousfi. Par souci de préserver la santé publique, M. Yousfi a fait part de la poursuite des actions de contrôle et de lutte

contre la fraude et d'obligation du respect des mesures de conservation des produits alimentaires. Il a fait état, par ailleurs, du contrôle quotidien des opérations d'approvisionnement par les grossistes du marché en produits alimentaires de base, dont l'huile de table notamment, à travers la mise en œuvre d'un programme de livraison quotidienne de ces produits aux détaillants et points de vente directe.

### Horaires des prières pour Alger et ses environs

10 jomada ethania 1443

El Fedjr 06h29	Dohr 12h57	Assar 15h35	Maghreb 17h57	Icha 19h20
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



### Horaires des prières pour Constantine et ses environs

10 jomada ethania 1443

El Fedjr 06h15	Dohr 12h43	Assar 15h22	Maghreb 17h44	Icha 19h07
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------





## Tunisie : Couvre-feu nocturne pendant deux semaines

**Le gouvernement tunisien a annoncé mercredi l'imposition d'un couvre-feu nocturne pendant au moins deux semaines, face à une reprise fulgurante de l'épidémie de Covid-19 dans le pays.**



« Pour faire face à l'évolution de l'épidémie », le gouvernement a annoncé « un couvre-feu à partir de 22H00 (21H00 GMT) jusqu'à 5H00 (4H00 GMT), mis en place par les autorités régionales en fonction du taux d'infection », selon un communiqué officiel.

Le gouvernement, sur la base de recommandations du conseil scientifique, a également demandé de "reporter ou annuler" tous les rassemblements ou manifestations publics, "que ce soit dans les espaces ouverts ou fermés".

Les mesures, qui seront en vigueur à partir de jeudi, sont valables "pour une période de deux semaines renouvelables". La Tunisie va intensifier aussi "les opérations de vaccination" et veiller à ce que la population effectue

ses doses de rappel. Les contrôles sanitaires aux frontières seront également renforcés, avec des tests systématiques sur les personnes entrant dans le pays, une recommandation à ne pas se rendre dans les zones les plus contaminées du pays.

Enfin, le gouvernement appelle à mieux respecter les mesures sanitaires comme le port du masque, la distanciation physique et l'aération des espaces fermés.

Depuis le 22 décembre, la Tunisie a mis en place un pass vaccinal pour l'accès aux bâtiments publics, aux centres commerciaux et aux cafés et restaurants.

Après un rythme de contamination de 100 à 200 nouveaux cas par jour en décembre, depuis le début de l'année, la Tunisie a vu les contagions exploser à en-

tre 1.500 et 2.000 nouveaux cas par jour. Le 10 janvier, le ministère de la Santé a annoncé 4.865 nouveaux cas en 24 heures et un taux de positivité des tests de 24,42%. Le ministère a aussi annoncé 11 nouveaux décès portant le total depuis le début de la pandémie à 25.707.

Au pic de l'épidémie de Covid-19 en Tunisie fin juillet 2021, le pays comptabilisait plus de 200 décès quotidiens. La Tunisie avait réussi à contrôler la situation grâce à une campagne de vaccination massive, qui s'est un peu essouffée dernièrement.

Un peu plus de 6 millions de personnes sont complètement vaccinées, soit près de 52% de la population, selon le centre de recherche sur le Covid-19 de l'Université John Hopkins.

## Le Québec va taxer les non-vaccinés

Le Québec, province canadienne fortement touchée par la vague Omicron, va mettre en place dans les prochaines semaines une nouvelle taxe - appelée « contribution santé » - qui touchera uniquement les personnes non-vaccinées contre le Covid-19. « On travaille sur une contribution santé » pour « tous les adultes qui refusent de se faire vacciner » car ils représentent « un fardeau financier pour tous les Québécois », a déclaré mardi le Premier ministre québécois François Legault. Selon lui, les 10% de Québécois qui n'ont reçu à ce jour aucune dose de vaccin ne doivent

pas « nuire » aux 90% qui se sont fait vacciner. « Ce n'est pas à l'ensemble des Québécois de payer pour ça », a-t-il martelé lors d'une conférence de presse, précisant que le gouvernement de la province francophone souhaitait que cela représente un « montant significatif ». « Je comprends et je sens cette grogne à l'égard de la minorité non-vaccinée qui vient, toutes proportions gardées, engorger nos hôpitaux », a-t-il ajouté. Le Premier ministre québécois a expliqué que ces 10% d'adultes non-vaccinés représentaient 50% des personnes en soins intensifs, évoquant une situation « choquante ».

Pour tenter d'endiguer la nouvelle vague, le Québec a annoncé le 30 décembre le retour de certaines restrictions, dont le couvre-feu dès 22 heures et l'interdiction des rassemblements privés. Au total, 2.742 personnes atteintes du Covid sont hospitalisées au Québec, qui compte environ 8 millions d'habitants et quelque 255 personnes se trouvent aux soins intensifs. Les hospitalisations continuent aussi d'augmenter en Ontario, la province voisine et la plus peuplée du Canada avec 3.220 personnes hospitalisées (+753 en 24 heures) tout comme le nombre de personnes aux soins intensifs (477, +39).

## Chine: internet trop lent, il incendie le transformateur



Un homme a écopé en Chine de sept ans de prison pour avoir détruit un transformateur internet sur la voie publique au motif que le débit était trop lent.

Selon un document publié lundi sur le site du tribunal de la ville de Cexi, dans la région du Guangxi (sud), l'individu

s'en était pris en juin dernier à un boîtier de câblage auquel il avait mis le feu. Le suspect, du nom de Lan, était sorti peu auparavant très mécontent d'un café internet de la ville en se plaignant de la lenteur du réseau. Son acte avait coupé l'accès à internet pour près de 4.000 foyers et à un hô-

pital public, pendant 24 à 48 heures. Coût des dégâts: près de 20.000 yuans (2.500 euros).

Les autorités ont pu identifier le suspect en saisissant l'ame du crime: un briquet. L'affaire suscitait mercredi l'intérêt des internautes en Chine, l'un d'entre eux qualifiant le condamné de « gros bébé ».

Publicité

### APARTEMENTS

■ Promotion immobilière vend F3 de 80 m², 4<sup>e</sup> étage et loue des locaux de 87 m² et 44 m² à Belgaïd près de la mosquée 'Machaalal' - Tél : 0558.79.43.27

■ Appartement à louer face hôpital militaire, Hai Chouhada Oran - 0795.84.05.30

■ Echange bel appart désistement 1<sup>er</sup> main à Hassi Benokba contre F2 à Oran (Boutléilis - Misserghine ou environs (ou petite M. Maître) - 0657.47.80.07

■ Loue appart F3 200m², 1<sup>er</sup> étage (clim, chauffage +2 gdes terrasses, Internet...) dans une villa à cité Emir Aek, côté St-Hubert, Oran - 0541.99.66.24

■ A louer grand appart 10 pces, 1<sup>er</sup> étage, avec garage 5V + cour, Oran, Plateau, pour habitation, école, prof libérales, Stés... 0770.25.54.45

■ Vend à Oran, joli F3 à Saint Pierre, rue Berrahal Med, bien situé, libre de suite - Tél : 0770.30.70.65

■ V/ loue ou ech, à Tiaret, C/V cont similaire à Oran : F6 acte, 2 et 3 e/o/sud cour com, clôture 3.000 m², park gard, prox toutes comm. V/mat de cyber café + loue sur Bd Princ. Tiaret cyber en activité + loue loc élec/gaz/eau sur princ bd. V/40 chaises métal rembourées, neuves - Tél : 0557.74.60.91 / 0558.29.57.69

■ Vente appartement F3 180 m², avec 2 gdes, terrasses au 1<sup>er</sup> étage, dans un immeuble neuf avec 2 places de parking acté, très aménagé. Avenue Sid Chahmi, Oran - 0561.16.61.73

■ Promoteur met en vente à Oran (Haï Oussama) F4 de 128 m², au 2<sup>ème</sup> étage avec ascenseur, box parking, toutes commodités - Mob : 0698.69.86.55

■ A louer appart de 5 pc, 2<sup>ème</sup> étage, Bd des chasseurs, près Front de mer. Habitation ou bureau - 0661.20.02.37

■ A vendre appartement F3, 9<sup>e</sup> étage, avec ascenseur, 80 m², à AADL USTO Cosider - tél : 0550.41.80.99

### VILLAS

■ A vendre à Oran, villa de 543 m², d'une façade de 20m, située dans un endroit calme et résidentiel, actée + livret foncier 0784.47.66.57

■ A vendre villa 2 façades, 216 m², côté de Commissariat daïra El Matmar w. Relizane actée + livret foncier - Tél : 0556.98.67.69

■ A vendre villa 280 m² Haï Kessel Aek, Bethioua, actée + livret foncier - Tél : 0556.98.67.69

■ A vendre villa 270 m², El Chehaïria Bethioua, acte + livret foncier - Tél : 0556.98.67.69

■ Vds/écha MM Rdc, A.Turck, 3 faç, face 25m, actée + L/F 300 m², F3 + studio, 3 entr, double WC + SDB + cuis + eau, gaz + 2 cours (140 m²) + gaz + jard+ CH/C + T.F + inter, quartier résid calme, idéal pour tout projet - 0795.17.16.39- 0696.02.07.94

### LOCAUX

■ Loue local (25 m²) à usage de bureau St-Hubert, Oran, à 100m de la clinique 'Ibn Sina' - Tél : 0773.91.65.74

■ Vds/loue longue durée local com, plein centre de Témouchent neuf, jamais servi, état brut, ds résidence ht stand (Mouas) emplacement n°1 très commercial, 3 rideaux élect, loc 10U/mois, vente 25 millions de DA - tél : 0552.04.25.15

■ Vds à bel-Air, Oran, 50m du Bd Froment Coste, local/com 160 m² (R-20 m² + 1<sup>er</sup> 140m², acté, R. Bureau - P-dg - open/S + wifi + tél + parking. Rrix 1M800 - Tél : 0560.19.75.28

■ A louer hôtel, 22 chambres, possibilité de transformer en école ou clinique, à Oran, à côté Stade olympique - tél : 0560.05.10.00 - 0659.30.41.49 - 0668.46.63.65

### EMPLOIS

■ Salon de coiffure dames cherche une coiffeuse sérieuse professionnelle. Contacter : 0778.22.94.60

■ Pizzeria 'Monte Carlo' recrute un serveur, une serveuse et un plaquiste qualifié à bd Zabana, Centre-ville d'Oran - Tél : 0664.61.05.31

■ Homme, Bac S-1968, basé à Oran, 50 ans d'exp en bât T.C.E et hydrau, avec projets d'investissements en sommeil, cherche opportunité sur w 31 ou sur logt. W 16-46-22-29 - 0797.13.59.16

■ URGENT : Cherche professeurs femmes avec expérience résidentes à Oran pour cours à domicile de mathématiques, de physique chimie et sciences naturelles pour élèves 3<sup>e</sup> AS - 0558.15.14.77

### TERRAINS

■ A vendre 03 lots terrain 200 m² - 200 m² et 150 m², à Oued Tlélat, actés + livret foncier - 0550.41.80.99

### RECRUTE

- 01 Opérateur en tréfilage machine souple, expérience minimum 03 ans.
- 01 Opérateur en isolation et gainage, expérience minimum 03 ans.
- 01 Opérateur en câblage et assemblage, expérience minimum 03 ans.

Les candidats doivent se présenter à l'entreprise, Eurl MED CABLES, Zone Industrielle, Sidi Khettab, w. Relizane. **Tél : 0661.48.00.70**

**ذكرى**  
إلى أمي  
السيدة  
بريكسي  
رفيق نورية  
في الذكرى الثالثة من  
رحيلك إلى الرفيق الأعلى يوم 2019/01/13  
ما بوسعي أن أقول عن أم حبيبة،  
أم حلون و هيت نفسها لنا، ثقافت في  
تربيتنا أحسن تربية ولم تكف يوما  
عن تدليلنا و إرضائنا.  
كنت المأوى و مصدر القوة حين ضعفتا ومنيع  
البهجة في أفراننا.  
مكان في القلب و أي مكان، لك أنت فحسب  
يا أمي وكم اشتقت إلى قول أمي.  
بناتك وأبنائك المشفقون إليك.  
نطلب لك الدعاء بالرحمة والمغفرة.  
إنا لله وإنا إليه راجعون

**PENSÉE**  
**TAHRARI**  
**Abdelhamid**  
décédé le 13  
janvier 2021  
Depuis ton  
décès, la vie est  
devenue triste et vide. Saches  
que tu nous manques  
beaucoup mais la vie continue  
et que nous vivons avec tes  
souvenirs et tes principes que  
tu nous as inculqués. Ta  
femme, tes enfants et petits-  
enfants qui t'aiment.  
Repose en paix  
إنا لله وإنا إليه راجعون

**PENSÉE**  
15 janvier 2018  
A toi ma fille  
**ZERGA Hassiba Nawel Amina**  
Cela fait 4 ans que tu nous as  
quittés à jamais pour un monde  
meilleur, plus le temps passe plus tu  
nous manques. Tu as été une fille  
et une sœur exemplaire. Une  
femme de cœur qui a su inculquer  
des principes et des valeurs. Tu  
étais toujours là pour nous épauler  
et nous soutenir. Ma fille ton  
absence est amère pour toutes les  
familles **Zerga et Fidouh**.  
Que Dieu Le Tout-Puissant puisse  
t'accueillir en Son Vaste  
Paradis. Tes chers parents, tes  
frères, tes sœurs et ton fils Yahia.  
Allah yerhmk  
Ta chère maman **FIDOUH Alia**

**PENSÉE**  
A la mémoire de  
**M. BEREKSI REGUIG**  
Larbi  
Un an déjà depuis ton  
départ le 03/01/2021. Je  
ne sais que dire, tous  
les mots m'échappent et  
me semblent  
insuffisants pour décrire un ressenti très  
douloureux, très vif et très triste.  
On se donne courage, on s'entraide, on sourit,  
voire on rit mais tout n'est que semblant. La  
réalité est là, tu n'es plus avec nous pour  
partager nos joies et nos peines.  
Heureusement, tu es bien présent dans nos  
cœurs et nos esprits à chaque instant et tu le  
resteras à jamais jusqu'au jour de nos  
retrouvailles au Paradis... Inshallah.  
On ne t'oubliera jamais, repose en paix très  
cher frère.  
Tes frères et sœurs, les enfants, ton épouse  
ainsi que les proches demandent une pieuse  
pensée pour ton âme.  
إنا لله وإنا إليه راجعون





## CAN-2021 La fin d'une incroyable série pour l'Egypte



Pass du tout convaincante, l'Egypte a mal débuté la CAN-2021 en s'inclinant loquiquement contre le Nigeria (1-0) mardi à Garoua. Une défaite loin d'être anecdotique. En effet, les Pharaons restaient sur une série de 16 matchs sans défaite en phase de groupes de la compétition ! Pour trouver trace de leur dernier revers, il fallait remonter à leur défaite contre l'Algérie (2-1) lors du 2e match de la phase de poules de l'édition 2004 en Tunisie. C'est dire la portée de l'exploit accompli par les Super Eagles. Ces derniers et malgré les absences de plusieurs cadres comme Osimhen, Ighalo et Balogun, ont réussi une très belle entame de tournoi. Un succès mérité pour des Nigériens convainquants, à l'inverse de leur adversaire. L'Egypte, qui n'a quasiment pas existé, va devoir montrer beaucoup mieux samedi contre son prochain adversaire, la Guinée Bissau, qui a concédé le nul face au Soudan dans la soirée dans l'autre match du groupe D.

### Groupe A : Cameroun-Éthiopie, aujourd'hui à 17h00 Les 'Lions Indomptables', le vent en poupe

M.Z.

Le Cameroun disputera aujourd'hui sa deuxième rencontre du groupe contre l'Éthiopie. Les «Lions Indomptables», avec l'avantage du terrain et le soutien du public, visent une deuxième victoire pour assurer définitivement leur qualification aux huitièmes de finale. Pour cela, le sélectionneur Antonio Conceicao compte opérer quelques changements pour le match de cet après-midi étant donné que son équipe n'a pas totalement convaincu lors du match d'ouverture face au Burkina-Faso. Le Cameroun, qui ne voudra pas laisser filer cette opportunité pour poster son billet pour le prochain tour, sem-

ble idéalement placé pour y arriver si l'on tient compte des forces en présence. Les locaux avec la présence des Aboubakar (Al Nasr), Bahoken (Angers), Choupo-Moting (Bayern Munich), Ganago (Lens), Ekambi (O.Lyon) et Njie (Dynamo Moscou), disposent de véritables atouts sur le plan offensif pour répondre à l'attente de leurs supporters et leurs responsables qui misent sur une sixième consécration continentale. En face, il y aura l'Éthiopie qui joue déjà sa survie dans ce tournoi après son revers concédé devant le Cap-Vert ce qui signifie clairement qu'elle va jeter toutes ses forces dans la bataille. Cela sera-t-il suffisant face aux solides Camerounais ? Réponse en début de soirée.

### Groupe A : Cap Vert-Burkina Faso, aujourd'hui à 20h00 Les Etalons au galop

Voilà une empoignade qui promet entre le Cap-Vert et le Burkina-Faso qui ne sont pas logés à la même enseigne à la veille du déroulement de cette deuxième journée, décisive pour la qualification aux huitièmes de finale. Les 'Requins Bleus', surnom des joueurs capverdiens, veulent rééditer l'exploit de 2013 où ils avaient créé la surprise en se qualifiant pour les quarts de finale, mais cela passe par un succès aujourd'hui devant le Burkina-Faso. Les conditions d'avant-match semblent favorables pour le Cap-Vert notamment psychologiques après sa victoire sur l'Éthiopie. Cela ne veut nullement dire que

les Burkinabés vont se laisser faire. Au contraire, les «Etalons», finalistes en 2013 et demi-finalistes en 2017, ont prouvé qu'ils possèdent les ressources nécessaires pour rebondir et savent se montrer dangereux et résilients quand ils le décident. Les Burkinabés, dos au mur, sont capables de jouer un mauvais tour à leurs adversaires du jour, leur prestation lors des éliminatoires du Mondial-2022 en est une preuve. En tous cas, le Burkina-Faso est condamné à gagner, ce soir, car une élimination au premier tour sera considérée comme un grand échec.

M.Z.

### Groupe B : Sénégal-Guinée, vendredi à 17h00 Le match de la confirmation

A. L.

On attendait beaucoup mieux du finaliste de la précédente CAN-2019. Certes, le Sénégal était privé des services de plusieurs cadres dont deux évoluant en défense, mais il n'en demeure pas moins que les Sénégalais ont paru à court d'idées face à un adversaire à leur portée. Les hommes d'Aliou Cissé ont carrément «bafouillés» leur football. En effet, s'ils ont dominé leurs adversaires, l'efficacité n'était pas au rendez-vous. Si bien qu'il a fallu un penalty à la dernière minute transformé par Sadio Mané pour que la logique soit respectée. Doit-on s'inquiéter pour les Lions de la Teranga à la suite de cette pâle prestation ? Il est vrai aussi que les Sénégalais n'ont pas bénéficié d'une préparation digne de ce nom mais, au vu de

leur statut, ils auraient dû montrer autre chose, face à des Warriors solides mais inoffensifs. Cette fois assurément, ils auront une équipe plus redoutable que celle du Zimbabwe, étant donné qu'il s'agit des Guinéens qui ont certes perdu de leur aura d'antan, mais qui n'ont pas égaré leurs qualités traditionnelles, avec de la technique et un jeu collectif de bonne facture. Effectivement, et comme l'atteste le pourcentage de possession du ballon, le Syli national, sans être brillant, a assuré l'essentiel face à un adversaire dont l'inexpérience est apparue clairement, en vendangeant plusieurs nettes occasions face au gardien de la Guinée, très vigilant du reste. Pour toutes ces raisons, ce choc s'annonce décisif, chaque formation voulant s'installer en tête et finir la troisième journée en roue libre.

### Groupe B : Malawi-Zimbabwe, vendredi à 20h00 A quitte ou double

Adjal L.

Avant été battues lors de la première journée, les formations du Malawi et du Zimbabwe sont déjà au pied du mur. En effet, alors que les vainqueurs, en l'occurrence le Sénégal et la Guinée, ont bien entamé leur parcours dans ce groupe, ces deux formations n'ont plus le droit à l'erreur si elles veulent conserver l'espoir d'une qualification. Si l'on doit prendre en considération leurs prestations respectives, on déduira que les coéquipiers de Mbulu ont moins de chances d'arriver à leurs fins dans la mesure où leurs limites sont apparues face à des Guinéens qui n'ont pourtant pas été forcés pour arracher le gain du match. En outre, on signalera que l'ef-

fectif de la Guinée a été durement touché par la pandémie, obligeant le sélectionneur Kaba Diawara à faire appel à des remplaçants. La question est de savoir si les absents de lundi seront rétablis à temps pour ce débat dont l'importance du résultat est évidente. De ce fait, il ne faudrait pas s'attendre à du grand spectacle entre deux adversaires de niveau moyen, et qui seront tentés d'opérer selon un style «réaliste» mais forcément peu rationnel. Est-ce que nous sommes trop sévères ? Nous ne pensons pas, la loi du terrain se chargeant de situer la vraie place de ces protagonistes. C'est donc à un quitte ou double auquel seront conviées ces deux formations. Au final, nous estimons que les Zimbabwéens auront tout de même les faveurs du pronostic.

### Groupe C : Gabon-Ghana, vendredi à 17h00 Les Black Stars sous pression

Le Gabon a débuté la compétition lundi par un succès, alors que le Ghana a trébuché d'entrée et se trouve déjà sous pression. Pour la confrontation de ce soir, il faut dire que le match s'annonce très indécis entre deux teams aux objectifs opposés. D'un côté, les Black Stars du Ghana, qui n'ont plus aucun droit à l'erreur, et les Panthères du Gabon, qui visent une seconde victoire d'affilée pour atteindre les huitièmes de finale. La sélection entraînée par Patrice Neveu a su obtenir un succès précieux sur la marge minimale devant les Comores. C'est peu dire que le contexte est tendu autour du

Gabon dans cette CAN pour une affaire de primes de qualification. Malgré les problèmes, les partenaires de Mario Lemina auront à cœur d'accrocher à leur tableau de chasse, le Ghana, grande nation de football. Cette dernière, qui a laissé plus d'un sur sa faim, est tenue de rectifier le tir et de s'imposer pour éviter le scénario catastrophe. Grands habitués de la compétition, on imagine mal voir les Black Stars sortir prématurément de leur 23<sup>e</sup> phase finale de CAN. Une coupe dont ils ont atteint le dernier carré six fois lors des sept dernières éditions.

M. B.

### Groupe C : Maroc-Comores, vendredi à 14h00 Un duel déséquilibré



Difficile vainqueur lors du premier choc du groupe face au Ghana, le Maroc tentera demain de valider son billet pour le prochain tour en affrontant la modeste formation des Comores, qui jouera son va-tout à cette occasion, notamment après sa défaite face au Gabon, lundi. Les Lions de l'Atlas ne devraient donc pas éprouver de difficultés à passer ce cap sans encombre, surtout avec ce statut de favoris, qui pèse sur les épaules des gars du coach Vahid. Pour cette seconde confrontation, Halilhodzic ne devrait pas chambouler son effectif afin

d'assurer les trois points, principal objectif des Marocains pour cette seconde rencontre. En face, les Comores vont se donner à fond puisqu'ils n'auront rien à perdre. Certes, limités sur les plans individuel et collectif, les «Coelacanthos» vont jouer sur la volonté et l'envie de créer un bel exploit pour leur première CAN de l'histoire de l'archipel. Le sélectionneur Samir Abdou et son staff savent pertinemment que leur mission ne sera guère aisée, mais comme le proverbe le dit si bien : «A cœur vaillant rien d'impossible».

M. B.



## Football - Ligue 1

## Des points précieux à prendre

Adjal L.

Malgré la rude concurrence de la CAN-2021, le championnat de Ligue 1 se poursuit le plus normalement du monde, ce qui est une bonne chose, en espérant qu'il prendra fin début juin comme prévu par la LFP. Cette fois, la 13<sup>e</sup> journée est étalée en trois étapes et débutera ce vendredi avec deux rencontres au programme. Le coup d'envoi de l'affiche RCA-OM sera donné à 15h00 et retiendra particulièrement l'attention, dans la mesure où les deux formations s'attelleront à rafler la mise pour améliorer leurs situations, guère rassurantes il faut le reconnaître. En effet, après une entame prometteuse,

les Médéens sont rentrés dans les rangs en subissant cinq revers consécutifs et qui veulent à tout prix stopper l'hémorragie. Mais, franchement, cette sortie à Arbaâ ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices puisque l'adversaire est en forme comme l'atteste son succès à Dar El-Beïda face au PAC. L'autre débat s'annonce tout aussi chaud, car il s'agit d'un derby de l'Ouest entre le MCO et le RCR.

Pour établir le pronostic le plus probable, il y a lieu de tenir compte des dernières prestations. Or, les Mouloudéens ont renoué avec la victoire après une longue période de disette alors que le Rapid continue de régresser au tableau,

étant actuellement relégable, une conséquence logique de la grave crise interne depuis de nombreux mois.

Cependant, si les Oranais bénéficient des faveurs du pronostic, il n'en demeure pas moins qu'ils auront tout intérêt à ne pas mésestimer leurs rivaux du jour. Pour rappel, en matches de mise à jour du calendrier, le MC Alger s'est imposé petitement mardi, face au Paradou AC (1-0), alors que la JS Kabylie et l'ASO Chlef ont été tenues en échec à domicile, respectivement, par l'US Biskra (1-1) et la JS Saoura (2-2).

## Vendredi à 15h00

Arbaâ: ..... RCA-OM  
Oran (17h00) : .. MCO-RCR

## Ligue 2

## Choc à Boumerdès, le CRT en appel à Oran

M. Zeggai

Plusieurs affiches et non des moindres, sont au programme de cette avant-dernière journée de la phase aller du championnat de Ligue 2. Dans le groupe Centre-Ouest, le CRT n'a pas le droit à l'erreur lors du derby qui l'opposera à l'ASMO pour éviter l'échappée du leader, le RCK, qui aura l'avantage d'évoluer à domicile face à la JSMT et celle du MCEB qui accueillera l'ESBA. Sur le papier, les Témouchentois semblent bien armés pour confirmer leurs ambitions, mais sait-on jamais. Pour sa part, le RCK ne devrait pas éprouver de grandes difficultés pour atteindre son objectif du jour devant la JSM Tiarret qui se trouve en mauvaise posture. A El Bayadh, le MCEB, revigoré par son large succès, en déplacement, face au CRBAO, est dans l'obligation de s'imposer pour rester collé aux basques du leader koubéen. C'est le cas du MCBOS qui n'a aucune autre alternative que de l'emporter pour rester dans le sillage du groupe de tête, mais attention au sursaut d'orgueil du MC Saïda, qui a le vent en poupe ces derniers temps. On suivra de près également les retrou-

vailles entre l'USMBA et le GCM qui revêtent une importance capitale pour les gars de la Mekerra, toujours en position de potentiels relégables. Le WAB, lui, retrouvera l'USMH dans un match ouvert à tous les pronostics. Enfin, le CRBAO se rendra à Aïn Defla pour croiser le fer avec la lanterne rouge, le SCAD. Avec l'espoir de revenir avec les trois points. Dans le groupe Centre-Est, tous les regards seront tournés vers Boumerdès, théâtre du choc qui mettra aux prises le leader, la JSBM, et son dauphin, l'USMAN. Mathématiquement, le nul n'arrange pas les affaires des Bônois, qui auront besoin d'une victoire pour réduire l'écart. En face, la JSBM veut à tout prix se détacher et écarter momentanément l'un de ses redoutables concurrents. De son côté, l'USMK sera l'hôte du MOB, une équipe minée par une crise interne sans précédent ce qui pourrait être profitable aux Khenchelis pour conserver sa position parmi le groupe de tête surtout que le NRBT évoluera sur du velours chez lui devant le CABBA. Le choc des mal-classés aura lieu à El Eulma entre le MCEE et l'IBL où le vaincu risque d'hypothéquer réellement ses chances de

maintien. A Constantine, le MOC, auteur d'un bon nul ramené d'Annaba, devra se tenir sur ses gardes face à la JSMS, qui reste capable du meilleur comme du pire. L'affiche du milieu du tableau opposera Hamra à l'ASAM, deux formations comptant le même nombre de points et qui aspirent à s'éloigner de la zone des turbulences. L'US Chaouia, quant à lui, part avec les faveurs du pronostic à domicile face à la JSMB tout comme le CAB qui reçoit l'IRB Ouargla.

## Vendredi à 15h00

## Groupe Centre-Ouest

Boufarik: ..... WAB-USMH  
Kolea: ..... USMMH-SKAF  
Oran: ..... ASMO-CRT  
El Bayadh: ..... MCEB-ESBA  
Aïn Defla: ..... SCAD-CRBAO  
Kouba: ..... RCK-JSMT  
Chlef: ..... MCBOS-MCS  
Sidi Bel-Abbès: USMBA-GCM

## Groupe Centre-Est

Boumerdès: ..... JSBM-USMAN  
O.E. Bouaghi: ..... USC-JSMB  
Telegma: ..... NRBT-CABBA  
Batna: ..... CAB-IRBO  
Bejaia: ..... MOB-USMK  
Annaba: ..... Hamra-ASAM  
El Eulma: ..... MCEE-IBL  
Constantine: ..... MOC-JSMS

Ligue oranaise d'athlétisme  
Championnat de wilaya  
de cross-country samedi

Un championnat de wilaya en cross-country sera organisé samedi prochain au niveau de l'hippodrome d'Es-Senia par la Ligue oranaise d'athlétisme, a-t-on appris mercredi de cette dernière. Cette compétition est ouverte à six catégories des deux sexes, a indiqué cette instance qui préside l'ancien cou-

reur international, Brahim Amour, pour le deuxième mandat de suite. Les catégories d'âge concernées par cette épreuve sont : les Ecoles, les Benjamins, les Minimes, les moins de 18 ans, les moins de 20 ans, et les Seniors, a-t-on précisé. Il s'agit de la quatrième épreuve organisée par la Ligue oranaise d'athlétisme

depuis le début de cette saison, en dépit des difficultés rencontrées par les clubs d'athlétisme locaux en raison de la fermeture du seul stade dédié à cette discipline, à savoir le stade des "Castors" pour des travaux de réhabilitation en prévision des jeux méditerranéens "Oran-2022".

## Club Africain

## Radhouane Zerdoum s'engage jusqu'à 2024

Le Club Africain de Tunis (Ligue 1 de football) a annoncé mardi l'engagement jusqu'à 2024, de l'attaquant algérien Radhouane Zerdoum qui avait résilié, en octobre

dernier, son contrat avec l'Etoile du Sahel.

Zerdoum (24 ans) avait rejoint l'Etoile du Sahel en janvier 2020 en provenance du Nasr Hussein Dey (D1 algérien-

## Equipe nationale

## Belmadi fait son mea-culpa



Très affecté par le match nul concédé d'entrée face à la Sierra Leone, le coach national Djamel Belmadi a promis de rectifier le tir : «Ce n'était pas la meilleure des entrées dans ce tournoi, on aurait aimé gagner ce match, histoire de se mettre en confiance dès le début. J'ai un sentiment de frustration et de déception. Il est facile après un match de se dire qu'il aurait été plus utile d'opter pour tel ou tel joueur, on a eu à faire à un adversaire fort physiquement, athlétique. Il faisait très chaud et humide. La Sierra Leone a laissé peu d'espaces, ce qui nous a beaucoup handicapé, notamment dans les intervalles, ça été difficile. L'équipe sierra-léonaise était bien organisée, valeureuse. Nous avons puisé plus d'énergie, dans des conditions climatiques extrêmement difficiles, l'horaire de la rencontre est inhabituel. Cela avantage l'équipe qui défend, contrairement à celle qui fait le jeu. Nous devons faire avec. Nous avons manqué de lucidité, d'instinct de tueur. On n'a pas su marquer ce but qui aurait pu nous permettre de dérouler et marquer deux ou trois buts par la suite. Il y a beaucoup de frustration chez les joueurs. Le résultat d'aujourd'hui nous met dans une situation un peu plus compliquée, mais on joue tous les matchs pour gagner. J'assume entièrement la responsabilité de ce semi-échec. Je n'ai pas l'habitude

de parler de la prestation des joueurs individuellement, surtout quand il s'agit de critiquer. Le seul point positif de cette rencontre est que nous nous sommes procurés pas mal d'occasions face à une défense regroupée. Nous allons préparer le match face à la Guinée équatoriale avec l'intention de rectifier le tir ».

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE  
RÉITÈRE SON APPUI  
À LA SÉLECTION

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a adressé mardi un message d'encouragement à la l'équipe nationale de football après son match nul face à la sélection du Sierra Leone en match comptant pour la 1<sup>ère</sup> journée de la Coupe d'Afrique des nations de football (CAN-2021) qui se tient au Cameroun.

«Vous resterez grands en dépit de cette égalisation lors du premier match en coupe d'Afrique... Nous vous soutiendrons à jamais... Que Dieu vous prête assistance», a écrit le Président Tebboune sur son compte Twitter. La sélection algérienne de football avait fait match nul face à son homologue de la Sierra Leone (0-0), en match comptant pour la 1<sup>ère</sup> journée du groupe E de la Coupe d'Afrique des nations de football (CAN-2021), disputée mardi au stade de Japoma à Douala (Cameroun).

Tennis - Open d'Australie  
Djokovic reconnaît  
une «erreur humaine»

Le N.1 mondial de tennis Novak Djokovic a reconnu mercredi dans un communiqué avoir commis une «erreur humaine, certainement pas délibérée» en déclarant à tort à son arrivée en Australie n'avoir pas voyagé lors des 14 jours précédant son vol. La superstar des courts a

aussi admis dans le texte publié sur Instagram une «erreur de jugement» en recevant en personne un journaliste du quotidien français L'Equipe le 18 décembre, alors qu'il se savait malade du Covid-19, mais il a assuré avoir «respecté la distanciation sociale et porté un masque».



TF1

## 21.10 Mon ange



**Série dramatique - France - 2021**  
**Saison 1 - Episode 3 / 4**  
**Avec Muriel Robin, Marilou Berry, Patrick Chesnais, Mickaël Lumière**  
Nadine Bastien ne parvient pas à se remettre de la mort de sa fille et trouve un peu de réconfort auprès de Gabrielle Varan, qui poursuit son enquête avec difficultés. De son côté, Suzanne Brunet est intriguée par une commande de médicaments par la pharmacie locale, qui correspond à un traitement administré à sa fille.

2

## 21.10 Cash investigation



**Présenté par Élise Lucet**  
Dans l'Hexagone, la qualité des soins n'est pas la même pour tous car environ 8 millions de Français vivent dans un désert médical. Notre système de santé creuse-t-il les inégalités entre les citoyens ? Pendant plusieurs mois, Gabriel Garcia et Julien Beccu ont enquêté sur cette question. Ils se sont notamment intéressés aux syndicats de médecins libéraux, aux opérations du cancer - insuffisantes ou effectuées sans autorisation de l'Etat...

3 JEUDI

## 21.10 Photo de famille



**Comédie dramatique - France - 2018**  
**Avec Vanessa Paradis, Chantal Lauby, Camille Cottin, Jean-Pierre Bacri**  
Gabrielle, Elsa et Mao sont frère et sœurs, mais ne se voient presque jamais. Elsa est mariée avec Tom et désespère d'avoir un enfant, alors que Gabrielle est mère. Mao, lui, soigne son mal de vivre. La fratrie se retrouve à l'enterrement de leur grand-père.

CINE +  
FRISSON

## 20.50 Hypertension



**Film d'action - Etats-Unis - 2006**  
**Avec Jason Statham, Efrén Ramírez, Amy Smart, Jose Pablo Cantillo**  
Chev, tueur à gages, n'a pas rempli un banal contrat qui a mal tourné : la veille, il a en effet raté sa cible. Au matin, Chev est réveillé par un coup de téléphone : à l'autre bout du fil, son commanditaire, le malfaiteur Ricky, lui apprend qu'il a été empoisonné dans son sommeil et qu'il ne lui reste qu'une heure à vivre. Chev se lance alors dans une course contre la montre pour retrouver l'antidote.

6

## 21.10 Why Women Kill



**Série humoristique - Etats-Unis - 2021**  
**Saison 2 - Episode 3/10**  
**- Le chien aboie, la dame trépassé**  
**Avec Allison Tolman, Lana Parrilla, BK Cannon, Jordane Christie**  
Alma et Bertram Fillcot doivent trouver rapidement une solution pour masquer la disparition de leur voisine, Carol Yost. Leur fille Dee veut, elle, voir à quoi ressemble la femme qui entretient son petit-ami Scooter. Elle l'appelle pour proposer d'aller dîner dans un restaurant.

RTL9

## 20.55 Thomas Crown



**Film policier - Etats-Unis - 1999**  
**Avec Pierce Brosnan, Rene Russo, Denis Leary, Ben Gazzara**  
Thomas Crown, riche et puissant financier, collectionneur d'art et de jolies femmes, mène une double vie de gentleman-cambrioleur. Son dernier exploit : le vol en plein jour d'un magnifique tableau de Monet d'une valeur de 100 millions de dollars au Metropolitan Museum de New York.

CANAL+

## 21.10 Dexter : New Blood



**Série dramatique - Etats-Unis - 2021**  
**Saison 1 - Episode 9/10**  
**- Entreprise familiale**  
**Avec Michael C Hall, David Magidoff, Jennifer Carpenter, Julia Jones**  
Angela attend avec impatience les résultats des tests ADN du morceau de peau retrouvé sur le corps de son amie d'enfance. Dexter révèle à Angela la véritable nature de Kurt Caldwell. Harrison a de plus en plus de mal à contrôler ses pulsions.

CINE +  
PREMIER

## 20.50 Aviator



**Drame - Etats-Unis - Allemagne - 2004**  
**Avec Alec Baldwin, Cate Blanchett, Leonardo DiCaprio, Kate Beckinsale**  
A la fin des années 20, le jeune milliardaire texan Howard Hughes, héritier d'une immense fortune industrielle, débarque à Hollywood. Angoissé et victime de troubles du comportement, il se met en tête de produire un long métrage sur l'aviation, sa grande passion. Il met en chantier un projet pharaonique.

TF1

## 21.10 Ninja Warrior, le parcours des héros



**Présenté par Christophe Beaugrand, Denis Brogniart, Iris Mittenaere**  
De nouveaux candidats se présentent sur le Vieux-Port de Cannes afin de tenter leur chance. Les trois à franchir le premier parcours le plus rapidement possible se qualifient directement pour la demi-finale. Les dix suivants (huit hommes et les deux femmes les plus performantes) s'affrontent sur les «Battles de la Tour d'Acier» : la moitié seulement pourront poursuivre l'aventure.

2

## 21.10 Candice Renoir



**Série policière - France - 2021**  
**Saison 9 - Episode 9/10**  
**Avec Cécile Bois, Raphaël Lenglet, Ali Marhyar, Yeelem Jappain**  
Tandis que Chrystelle Da Sylva, devenue une spécialiste en cybercriminalité, vient prêter main-forte à l'équipe, une jeune femme, Eden, arrive au commissariat le bras en sang. Elle a été agressée au couteau dans la rue par un homme. Cela fait plusieurs semaines que cette étudiante en médecine recevait des menaces sur les réseaux sociaux. Les suspects potentiels ne manquent pas dans sa promotion.

3 VENDREDI

## 21.10 Bacri, comme un air de famille



Alors que le premier anniversaire de sa mort approche, Stéphane Benhamou a tenu à rendre hommage au comédien Jean-Pierre Bacri, en revenant sur son parcours, mais aussi sur ses colères et ses engagements. Pour cela, le réalisateur revient sur les différentes ruptures et étapes qui ont marqué la vie de l'acteur.

CINE +  
FRISSON

## 20.50 Deepwater



**Drame - Etats-Unis - 2016**  
**Avec Dylan O'Brien, Mark Wahlberg, Kurt Russell, Kate Hudson**  
En avril 2010, Mike Williams, chef électricien, sa collègue Andrea Fleytas, leur supérieur Jimmy Harrell, font partie de l'équipe qui effectue un séjour d'une cinquantaine de jour sur la plateforme pétrolière Deepwater Horizon, située dans le golfe du Mexique. Sur place, ils constatent que, pour des raisons budgétaires, tous les tests de sécurité n'ont pas été effectués.

6

## 21.10 Recherche appartement ou maison



**Présenté par Stéphane Plaza, Romain Cartier, Sophie Bensaid**  
Dans le 11e arrondissement de Paris, Amandine, danseuse étoile, et Jean, professeur de sport, souhaitent quitter leur appartement en location pour devenir propriétaires dans le même quartier. Philippe et Fabienne, retraités et passionnés de brocante, ont décidé de quitter l'Ile-de-France afin de se rapprocher de leur fils en Bourgogne.

RTL9

## 20.55 World Invasion : Battle Los Angeles



**Film de science-fiction - Etats-Unis - 2011**  
**Avec Aaron Eckhart, Ne-Yo, Ramon Rodriguez, Bridget Moynahan**  
Des météorites sont tombées sur la Terre. Il s'agit d'une invasion extraterrestre. Les forces armées américaines se concentrent sur Los Angeles. Le sergent Nantz avait prévu de prendre sa retraite. Mais il est affecté à un nouveau bataillon où les soldats le voient arriver d'un mauvais œil.

CANAL+

## 21.10 Invisible Man



**Film d'horreur - Australie - Etats-Unis - 2020**  
**Avec Elisabeth Moss, Storm Reid, Aldis Hodge, Oliver Jackson Cohen**  
En pleine nuit, Cecilia Kass s'extrait de son lit et tente de quitter le plus discrètement possible la maison remplie de caméras de surveillance, conçue par son mari Adrian, qu'elle a drogué quelques heures plus tôt. Avec l'aide de sa sœur Emily, elle parvient in extremis à échapper à l'homme, un personnage manipulateur et très violent.


CINE +  
FAMIZ

## 20.50 Abominable



**Film d'animation - Etats-Unis - Chine - Japon - 2019**  
En Chine, un yéti enfermé dans un laboratoire de la société Burnish Industries parvient à s'évader au grand dam du docteur Zara, zoologiste en chef de la compagnie. Une fois en ville, la créature, qui aperçoit un panneau publicitaire pour le mont Everest, ne rêve que d'une chose : s'y rendre au plus vite. Pendant ce temps, la jeune Yi, douée pour le violon, élevée par sa mère et sa grand-mère depuis la mort de son père, multiplie les petits travaux ingrats.



 D'excellentes nouvelles vous parviennent. Profitez de cette opportunité pour honorer les propositions qu'on devrait vous faire. Vous traversez une phase bénéfique qui se transformera en réussite certaine.



## Palestine : un octogénaire retrouvé mort après sa détention par l'armée de l'occupant



Un Palestinien de 80 ans a été retrouvé mort mercredi matin dans un village du nord de la Cisjordanie occupée après avoir été détenu et abandonné menotté par les soldats de l'occupant sioniste, ont indiqué des responsables palestiniens.

Une unité composée de trente à quarante soldats de l'occupant a effectué une embuscade à 02h00 du matin au milieu du village de Jiljiliya, au nord de la ville palestinienne de Ramallah, a déclaré aux médias, un témoin.

"Ils ont arrêté les voitures au milieu du village et arrêté les passagers qui étaient à l'intérieur et les ont menottés", a-t-il précisé.

Omar Abdalmajeed As'ad, qui rentrait chez lui après avoir rendu visite à des proches, a été arrêté, menotté, battu, abandonné dans un bâtiment en construction, et retrouvé mort aux premières heures de mercredi après le départ des soldats de l'occupant, a-t-il ajouté.

## Nigeria: une église s'effondre, 3 morts et 18 personnes sauvées des décombres



Au moins trois personnes sont mortes, dont deux enfants, mardi soir dans l'effondrement d'une église dans la banlieue d'Asaba, ville du sud-est du Nigeria, tandis que 18 autres ont été sorties vivantes des décombres, a indiqué mercredi la police locale.

L'effondrement de bâtiments est une tragédie fréquente au Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, où des millions de personnes vivent dans des immeubles délabrés et où la législation concernant la construction est régulièrement bafouée.

Cet incident intervient deux mois après l'effondrement d'un immeuble en construction à Lagos qui avait fait au moins 45 morts, et provoqué une indignation nationale.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Mali : au moins 31 terroristes éliminés en trois jours



L'armée malienne a éliminé 31 terroristes du 8 au 10 janvier dans des opérations menées dans le centre et le sud du Mali, selon un communiqué publié mardi par la Direction de l'information et des relations publiques des armées (DIRPA).

Samedi dernier, une base terroriste dans la zone de Sama (centre) a été détruite par une frappe aérienne de l'armée malienne, tuant du même coup 26 terroristes.

Deux suspects ont été également interpellés le 9 janvier lors d'opérations des

Forces armées maliennes (FAMA) dans plusieurs localités de la région de Sikasso (sud).

Et le 10 janvier, les FAMA ont procédé à des frappes aériennes sur un poste de contrôle ennemi. Cinq terroristes y ont trouvé la mort.

## Attentat à la voiture piégée à Mogadiscio : au moins six morts

Au moins six personnes ont été tuées par l'explosion d'une voiture piégée mercredi dans la capitale somalienne Mogadiscio, ont indiqué à l'AFP un responsable des services de sécurité et des témoins. L'attaque a été revendiquée par les rebelles jihadistes shebab, qui ont affirmé dans un communiqué avoir ciblé des "responsables étrangers".

Cet attentat intervient quelques jours après que les dirigeants somaliens ont conclu un accord pour achever en février les élections parlementaires, dont les retards répétés ont généré une profonde crise politique dans ce pays instable de la Corne de l'Afrique.



## EDITORIAL

El-Houari Dilmi

### MÉNAGES SURENDETTÉS

Près de cent mille milliards de centimes de crédits ont été accordés par les banques en 2021. Principalement composé de crédits à l'habitat et de crédits à la consommation, ce montant astronomique dénote du niveau inquiétant de surendettement des ménages. Si, en effet, l'octroi de crédits aux ménages est considéré par les spécialistes comme un levier pour relancer la consommation intérieure et encourager à consommer algérien, la question qui se pose avec acuité aujourd'hui est celle de savoir si ces particuliers et les ménages sont conscients du risque du surendettement.

Depuis une décennie au moins, l'épargne des particuliers baisse au moment où le marché du crédit aux ménages et particuliers connaît un taux

annuel d'expansion à deux chiffres, sans pour autant alerter les autorités sur le risque du scénario américain et la fameuse crise des subprimes où des dizaines de familles ont été ruinées parce que surendettées.

Même si le crédit automobile a été suspendu, lâcher la bride aux crédits à la consommation, le segment de l'habitat notamment, a fait qu'aujourd'hui les établissements bancaires sont contraints à émettre des saisies-arrests pour récupérer leur argent. Cette procédure qu'effectue le créancier (le saisissant) pour bloquer les deniers à son débiteur (le saisi) se traduit

souvent par de longues batailles devant les tribunaux qui ordonnent, dans la majorité des cas, la saisie judiciaire du bien objet de litige. De plus en plus de ménages contractent plusieurs crédits à la fois, au risque de dépasser leur capacité de remboursement. Une bonne partie d'entre eux n'arrive pas à rembourser les traites, parce que le client n'est pas correctement informé sur la menace du surendettement. Concurrence oblige, les banques ne donnent pas suffisamment de temps à leurs clients pour décider et réfléchir avant d'emprunter, ce qui fait que les risques d'impayés s'accroissent dangereusement. Et si le crédit véhicule est débloqué prochainement comme promis par le gouvernement, la situation risque de virer carrément au cauchemar éveillé pour de nombreux ménages.